

# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023

## Conseil Municipal du 29 Mars 2023

Le débat d'orientation budgétaire a vocation à éclairer le vote des élus et à permettre à l'exécutif de tenir compte des discussions afin d'élaborer des proportions qui figureront dans le budget primitif de la collectivité. LE débat d'orientation budgétaire n'a aucun caractère décisionnel.

Le DOB est obligatoire dans les communes, EPCI et syndicats de 3500 habitants et plus. Il doit avoir lieu dans les deux mois précédents l'examen du budget par l'assemblée délibérante. (Article L2312-1 du CGCT).

Le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 apporte des informations quant au contenu, aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire.

Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

Contenu obligatoire :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de fiscalité, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre
- La présentation des engagements pluriannuels
- Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, les EPCI de plus de 10 000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants, et les départements, le rapport comporte également les informations relatives :

- À la structure des effectifs ;
- Aux dépenses de personnel, comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
- À la durée effective du travail.
- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

- ① Le contexte macro-économique
- ② Le décryptage du Projet de Loi de Finances pour 2023
- ③ Les grandes orientations budgétaires
- ④ L'évolution de la masse salariale
- ⑤ La structure et l'évolution de la dette

# 01

## Le contexte macro-économique

- Monde : croissance, population et billet vert
- Zone euro : évolutions de la dette publique
- Focus France : une croissance et une inflation qui commencent à ralentir
- Dernières décisions de politique monétaire
- Mensualisation du taux d'usure

# DES CHIFFRES DE CROISSANCES HÉTÉROGÈNES

## ■ Etats-Unis : une croissance soutenue par consommation des ménages

- Une croissance 2022 revue à la hausse : **2,00%** vs 1,60% estimé par le FMI en octobre dernier.
- Une économie dynamisée par le **faible taux de chômage** et par la **consommation des ménages**.
- Les ménages continuent de consommer en utilisant leur épargne : le **taux d'épargne de 3,40%**, a atteint son niveau le plus bas depuis 60 ans.

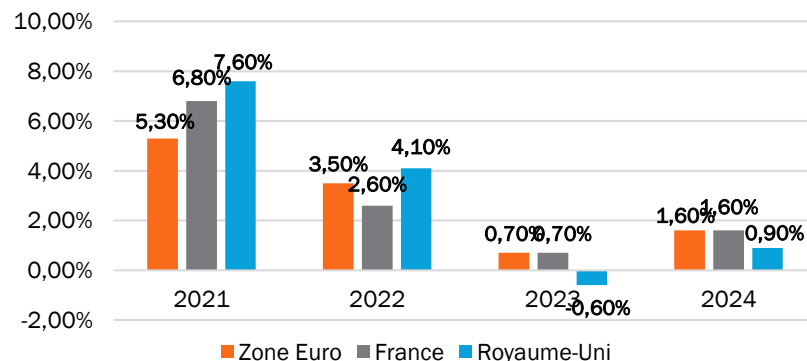
## ■ Europe : un ralentissement de la croissance prévu en 2023

- Maintien d'un certain niveau de consommation des ménages (et donc de croissance) grâce aux politiques budgétaires déployées.
- Croissance 2022 : 3,50%** mais baisse importante en **2023 avec 0,70% attendus**.
- Royaume-Uni : perspectives d'avenir moroses avec une récession probable pour 2023 à un niveau de **-0,60%**.

## ■ Le reste du monde : des niveaux de croissance toujours élevés

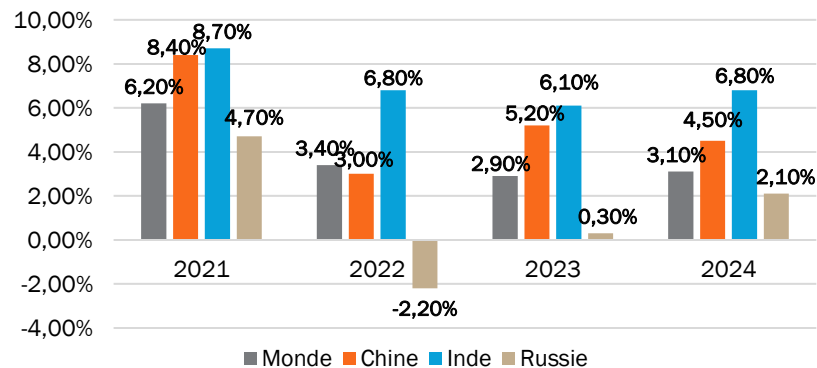
- Croissance attendue en augmentation pour les pays émergents et en voie de développement : **4% en 2023 et 4,20% en 2024** :
- **Inde** : 6,80% en 2022, 6,10% en 2023 et 6,80% en 2024 ;
- **Chine** : première fois depuis 40 ans, la croissance du PIB est restée en 2022 inférieure à la moyenne mondiale : 3,00% versus 3,40% ;
- **Russie** : une croissance maintenue grâce aux solutions de contournement trouvées face aux sanctions économiques internationales.

Taux de croissance en Europe



Source : FMI

Taux de croissance dans le monde



Source : FMI

# EN FRANCE UNE CROISSANCE FAIBLE ET UNE INFLATION QUI COMMENCE À RALENTIR

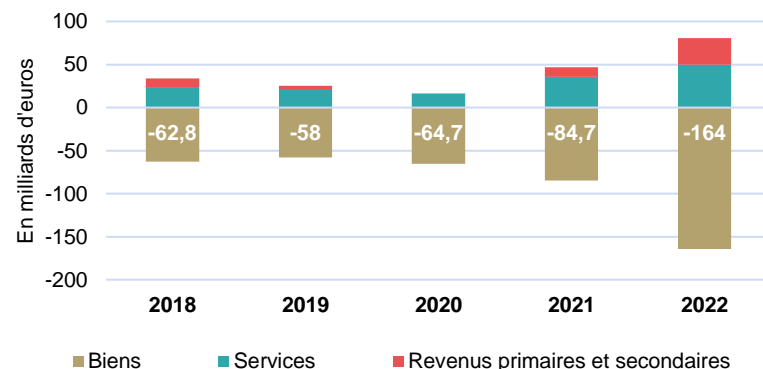
## ■ Un ralentissement de la croissance avec une détérioration de la balance commerciale

- ▲ La **croissance française continue de ralentir** au 4<sup>ème</sup> trimestre de 2022 : hausse du PIB de **0,10%** après une hausse de 0,20% au 3<sup>ème</sup> trimestre (rythme trimestriel).
- ▲ Sur l'année 2022, la croissance a été au total **de 2,60%** contre 6,80% en 2021. Le ralentissement de la croissance est principalement dû à :
  - ▲ La **baisse de la consommation des ménages** (-0,20% au T4) ;
  - ▲ la **détérioration de la balance commerciale** du pays.
- ▲ La France affiche un **déficit commercial record de 164 milliards d'euros en 2022** après une année 2021 également difficile (déficit de 85 milliards d'euros).
- ▲ Le prix des exportations n'ayant pas augmenté au même rythme que le renchérissement du coût de l'énergie, **les recettes des exportations françaises n'arrivent pas à compenser le prix des importations**.

## ■ Un ralentissement de l'inflation liée à la détente des prix de l'énergie

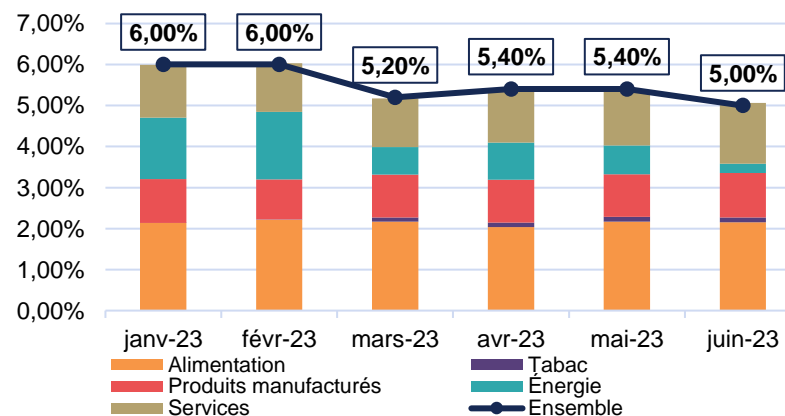
- ▲ L'inflation est attendue à **ralentir à partir de mars 2023**. elle serait de **6,00% en janvier** (en glissement annuel) et est anticipée à atteindre **5,00% pour le mois de juin** ;
- ▲ La contribution du prix l'énergie dans le l'évolution de l'inflation est attendue également à diminuer contrairement à la contribution du prix des denrées alimentaires qui elle augmenterait.

Solde courant de la France



Source : Ministère des affaires étrangères

Anticipations d'inflation et contribution par poste

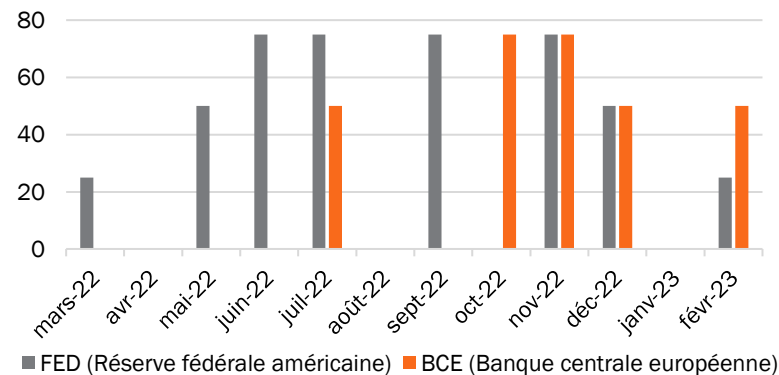


Source : Insee

## La FED et la BCE ralentissent leurs hausses de taux

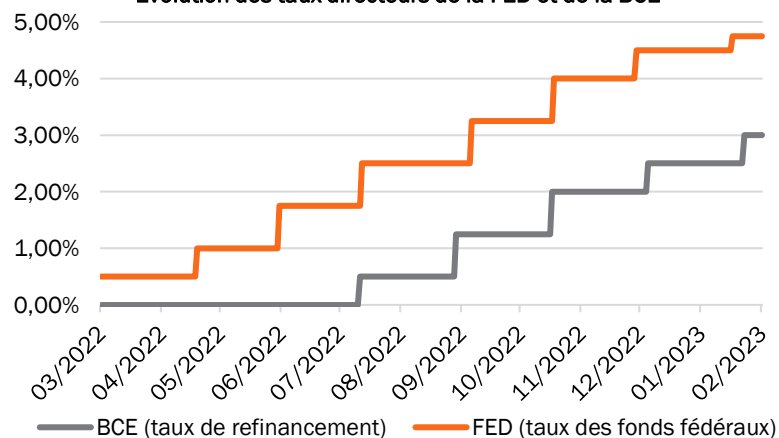
- La FED a annoncé une hausse de ses taux directeurs de 25 points de base le 1er février 2023. Cette hausse est plus faible que celle de décembre 2022 ;
- La BCE a remonté encore une fois ses taux directeurs de 50 points de base le jeudi 2 février 2023. Il s'agit de sa cinquième hausse depuis le mois de juillet 2022 ;
- Le processus de normalisation monétaire se poursuit, mais à un **rythme plus modéré**. Les prochaines mesures de politique monétaire des deux banques centrales dépendront de l'évolution de l'inflation;
- L'inflation hors alimentation et énergie quant à elle s'établit à **5,2%, en zone euro** et **5,7% aux États-Unis**.
- Ce niveau encore élevé d'inflation « core » justifie la poursuite de la hausse des taux directeurs par les deux institutions financières.

Hausses des taux directeurs en points de base



Source : FED; BCE

Evolution des taux directeurs de la FED et de la BCE



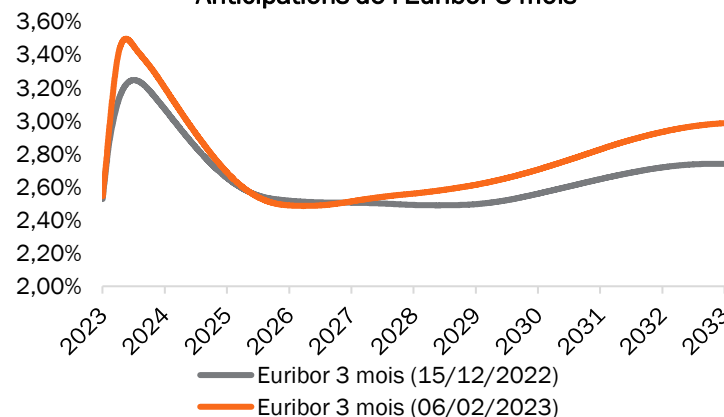
Source : FED; BCE



## ■ Un ralentissement bien accueilli par les marchés financiers

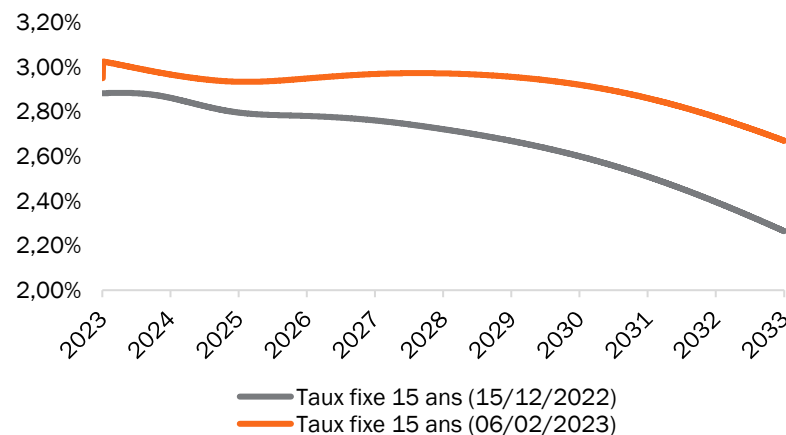
- Les **marchés action ont plutôt bien accueilli** les annonces de la BCE et de la FED, en terminant la journée du vendredi 3 février dans le vert ;
- Ces mesures ont entraîné à la **hausse les anticipations de marché des taux de courts et de longs termes** dans des proportions mesurées.
- La sensibilité des taux de court et de long terme observée, conforte donc la **crédibilité des deux institutions financières** ;
- **Le taux de l'OAT à 10 ans a atteint 2,7% le 6 février 2023**, alors qu'il se situait autour de 0,3% en janvier 2022 ;
- Les marchés actions et obligataires dépendront donc des **orientations de politiques économiques** (budgétaires et monétaires) et **de la conjoncture internationale** (croissance, inflation, chômage, taux d'intérêt) tout en restant sous le spectre d'une potentielle résurgence de la pandémie.

Anticipations de l'Euribor 3 mois



Source : Finance Active

Anticipations du taux fixe 15 ans



Source : Finance Active

# UNE MENSUALISATION DU TAUX D'USURE POUR DÉBLOQUER L'ACCÈS AUX CRÉDITS

- ▲ La fixation d'un taux d'usure permet de protéger l'emprunteur contre des taux excessifs qui lui seraient proposés.
- ▲ Jusqu'à présent les variations du taux d'usure étaient trimestrielles ;
- ▲ Depuis le 1<sup>er</sup> février 2023, la Banque de France a communiqué la mensualisation des taux d'usure.
- ▲ Cette décision fait suite aux problèmes de financement rencontrés en 2022.
- ▲ Cette mesure est exceptionnelle et devrait durer jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2023.

| Catégories  | Seuil de l'usure applicable à compter du 1er février 2023 |
|---|---|
| Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale |   |
| Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable   | 4,75%   |
| Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe :   |   |
| Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans et inférieure à 10 ans  | 4,57%   |
| Prêts d'une durée initiale comprise entre 10 ans et moins de 20 ans   | 4,51%   |
| Prêts d'une durée initiale de 20 ans et plus  | 4,60%   |
|   |   |
| Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans   | 4,31%   |

# 02

## Décryptage de la loi de finances 2023



# **PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027**



## CETTE ANNEE DEUX TEXTES IMPORTANTS

VILLE D'ANDRÉSY 

### La loi de programmation des finances publiques

- Donne un **cadre pluriannuel** aux budgets (englobant l'Etat, administrations de sécurité sociale et administrations publiques locales)
- Fixe des objectifs d'équilibre des finances publiques et la **trajectoire** pour y arriver
- Décline les objectifs par type d'administration

### La loi de finances

- **Un cadre annuel**
- Fixe les crédits en recettes et dépenses
- Elles peuvent être ajustées : lois de finances rectificatives
- Le document est enrichi d'annexes (ex : transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales)



# PROJET DE LPFP 2023-2027 : QUE CONTENAIT ELLE ?

VILLE D'ANDRÉSY

- ▲ Instauration **objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement** au niveau national : + 3,8% en 2023 : Il s'agit de **l'IPCH minoré de 0,5%**
- ▲ Qui est concernés ? :
  - ▲ **Les régions, la collectivité de Corse, la CT de Guyane, la CT de Martinique et le département de Mayotte ; Les départements, la métropole de Lyon ; Les communes, EPCI à fiscalité propre et EPT**, mais uniquement si leurs **DRF** constatées au compte de gestion de leur budget principal en 2022 sont **supérieures à 40 M€**.
- ▲ **Chaque année et à compter de 2023**, une **comparaison** de l'évolution du niveau **des DRF au niveau national** est faite avec celle de la **catégorie de collectivité** concernée. S'il s'avère que l'évolution des **DRF d'une catégorie** de collectivité est **supérieure à cet objectif**, l'Etat **identifiera les collectivités au sein de cette catégorie qui ne respectent pas cet objectif**. Ces dernières se verront alors **exclues du bénéfice de certaines dotations**.
- ▲ **La collectivité qui ne respecte pas l'objectif** aura le « choix » de conclure ou non un « **pacte de confiance** », qui se matérialise comme un **accord annuel de retour à l'objectif** d'évolution de dépenses réelles de fonctionnement conclu avec le représentant de l'Etat.
- ▲ **Si les DRF de la collectivité concernée évoluent au-delà de l'objectif annuel défini** : En cas d'accord, elle se verra **appliquer une pénalité de 75%** de l'écart constaté avec cet objectif. **100% en cas de non accord**.
- ▲ Il existe un **mécanisme de solidarité** entre la collectivité qui ne respecte pas l'objectif et sa **catégorie**. Si cette dernière respecte l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement alors la collectivité ne sera pas pénalisée.



## ...UN PROJET FINALEMENT ABANDONNÉ

VILLE D'ANDRÉSY 

- ▲ Monsieur Jean-René Cazeneuve, rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale a déclaré dans une interview au Club Finances de la Gazette des communes « *L'engagement des collectivités territoriales à partager l'effort de redressement des comptes publics m'a convaincu d'abandonner le contrat de confiance dans le PLF. C'est la preuve d'une vraie écoute des demandes des associations d'élus. En tant que rapporteur général, je rappelle à tout le monde que la maîtrise de nos dépenses publiques sur les cinq prochaines années est absolument fondamentale. L'Etat et les collectivités territoriales sont sur le même bateau.* »
- ▲ Il n'y aura donc pas, tout du moins pour 2023, d'objectif contraignant d'évolution des dépenses de fonctionnement pour les collectivités locales.



# DOTATION DE COMPENSATION LFR 2022

## DISPOSITIF ET ÉLIGIBILITÉ

VILLE D'ANDRÉSY

### Dispositif de l'article 14 de la LFR pour 2022

|                                   |  |
|-----------------------------------|--|
| <b>Pourquoi ?</b>                 | Compenser une partie de la hausse des dépenses 2022 liée à l'augmentation du point d'indice et à l'inflation des prix de l'énergie et de l'alimentation. |
| <b>Pour qui ?</b>                 | Communes et EPCI   |
| <b>Quel périmètre ?</b>           | Budget principal + annexes + subventions DSP   |
| <b>Quand faire la demande ?</b>   | Avant le 30 Juin 2023. Ou avant le 15 novembre pour versement d'un acompte de 30% qui sera notifié avant le 15 décembre 2022                             |
| <b>Auprès de qui ?</b>            | Préfet de département <b>et</b> directeur départemental des finances publiques   |
| <b>Quelle date de versement ?</b> | Au plus tard le 31 Octobre 2023  |

### Les critères d'éligibilité

Un taux d'épargne brute < 22% en 2021



Une baisse de l'épargne brute > -25% en 2022



Potentiel financier par hab. < double du potentiel financier moyen par hab. des communes même strate



Un impact de la hausse du point d'indice et de l'inflation sur l'Énergie > 50% de la baisse de l'EB

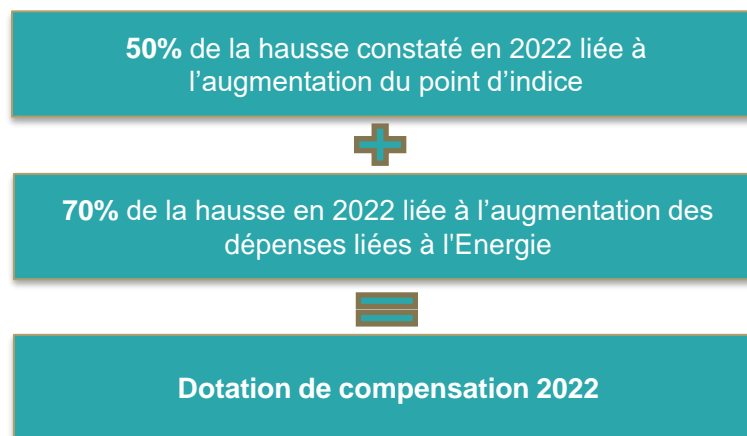


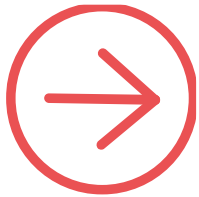


### Les dépenses prises en comptes

|     | Chapitre 011  | Chapitre 012  |
|-----|---|---|
| M14 | Art. 60221<br>Art. 60612<br>Art. 60613<br>Art. 60621 et 60622<br>Art. 6023 et 60623<br>Art. 6745    | Art. 64111 et 64112<br>Art. 64131                             |
| M57 | Art. 60221<br>Art. 60612<br>Art. 60613<br>Art. 60621 et 60622<br>Art. 6027 et 60623<br>Art. 6573643 | Art. 64111 et 64112<br>Art. 64113<br>Art. 64131<br>Art. 64132 |

### Mode de calcul





# Les mesures de la LF2023

1. Retour sur la réforme des indicateurs financiers
2. Quelles évolutions prévoir sur les dotations
3. Le filet de sécurité 2023
4. La suppression de la CVAE
5. Quelle progression des bases de fiscalité et de la fraction TVA
6. Les mesures de soutien à l'investissement
7. Les autres mesures



# RETOUR SUR LA RÉFORME DES INDICATEURS FINANCIERS (LF 2022)

## QUELLES MODIFICATIONS?

VILLE D'ANDRÉSY

### Intégration de nouvelles ressources dans le calcul du potentiel fiscal

PERIMETRE AVANT 2022

PERIMETRE DEPUIS 2022

Redevance des mines, prélèvement sur le produit des jeux, surtaxe sur les eaux minérales, DC RTP, FNGIR + attribution de compensation perçue (communes en FPU)

Impôts économiques (CFE, CVAE, IFER, TASCOT) au prorata de la pop. de la communes au sein de l'EPCI

TH de l'EPCI répartie au prorata de la pop. de la commune

Fraction de la TVA n-1 perçue par l'EPCI  
répartie au prorata de la pop. de la commune

Produit DMTO (moyenne des 3 dernières années)  
TLPE- Taxe sur les pylônes- Majoration de THRS  
Taxe additionnelle à la taxe sur installations nucléaires



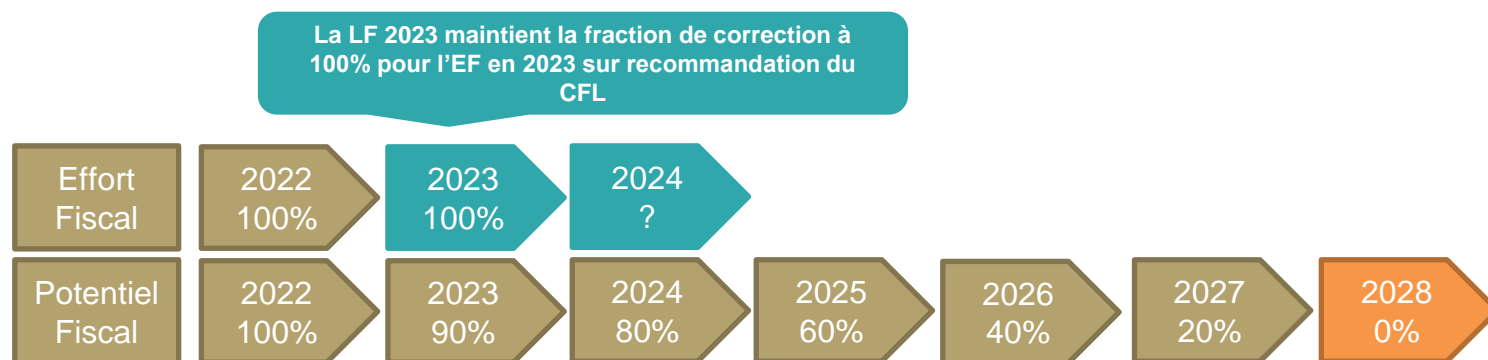
# RETOUR SUR LA RÉFORME DES INDICATEURS FINANCIERS

## QUELLE MISE EN APPLICATION?

VILLE D'ANDRÉSY

### Mise en place d'une fraction de correction de 2022 à 2027

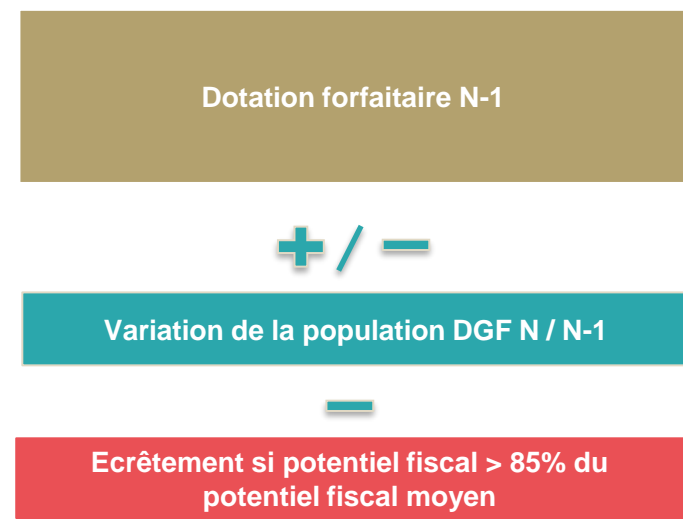
Objectif : limiter l'impact de la réforme en lissant sa mise en place dans le temps



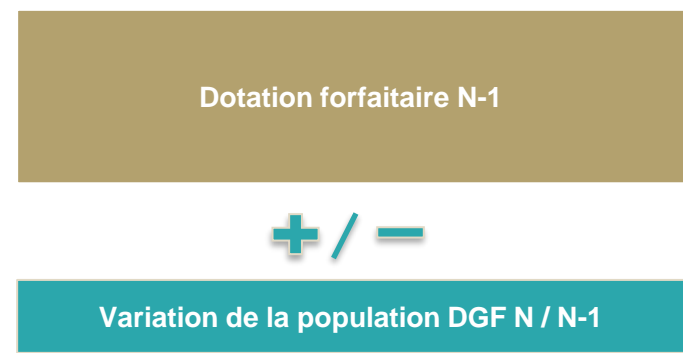


# COMMENT ESTIMER L'ÉVOLUTION DE VOS DOTATIONS EN 2023 ?

Evolution de la dotation forfaitaire 2022



Evolution de la dotation forfaitaire 2023

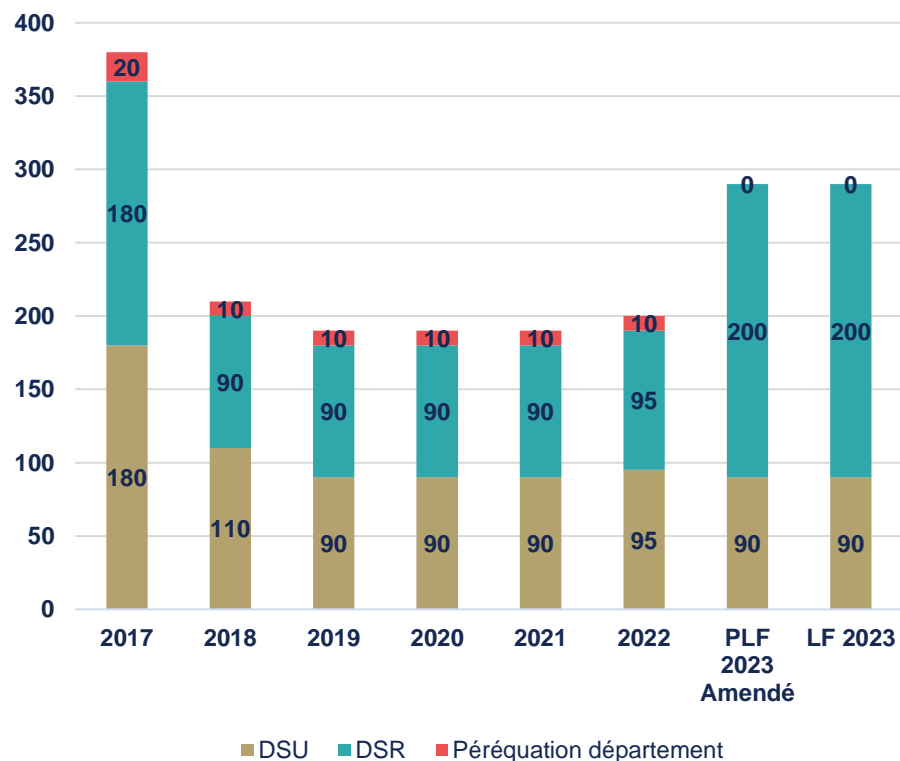




# DOTATION DE PÉRÉQUATION : UNE PROGRESSION INÉDITE DE LA DSR

VILLE D'ANDRÉSY

Abondements de la péréquation verticale (en M€)



## Recommandations pour les communes

- ✓ DF : Stabilité en 2023
- ✓ DSU : progression identique à 2022
- ✓ DSR : a minima progression identique à 2022
- ✓ DNP : stable ou application de la garantie de sortie de -10%/an



## Critères d'éligibilités de la DSR

| FRACTION              | ELIGIBILITE   |
|-----------------------|---|
| Fraction Bourg Centre | Communes < 10 000 hab.<br>_Chefs lieu de canton<br>_Population > 15% de la population du canton<br>_Bureaux centralisateurs   |
| Fraction Péréquation  | Communes < 10 000 hab.<br>_Potentiel financier/hab < PFM/hab des communes de la même strate démographique   |
| Fraction Cible        | 10 000 premières communes de moins de 10 000 habitants éligibles à au moins l'une des 2 fractions classées selon un IS prenant en compte le potentiel financier moyen (70%) et le revenu moyen par habitant (30%) |





## LES GARANTIES DE SORTIE DE LA DSR

VILLE D'ANDRÉSY

Les garanties qui peuvent s'appliquer pour une inéligibilité en 2023

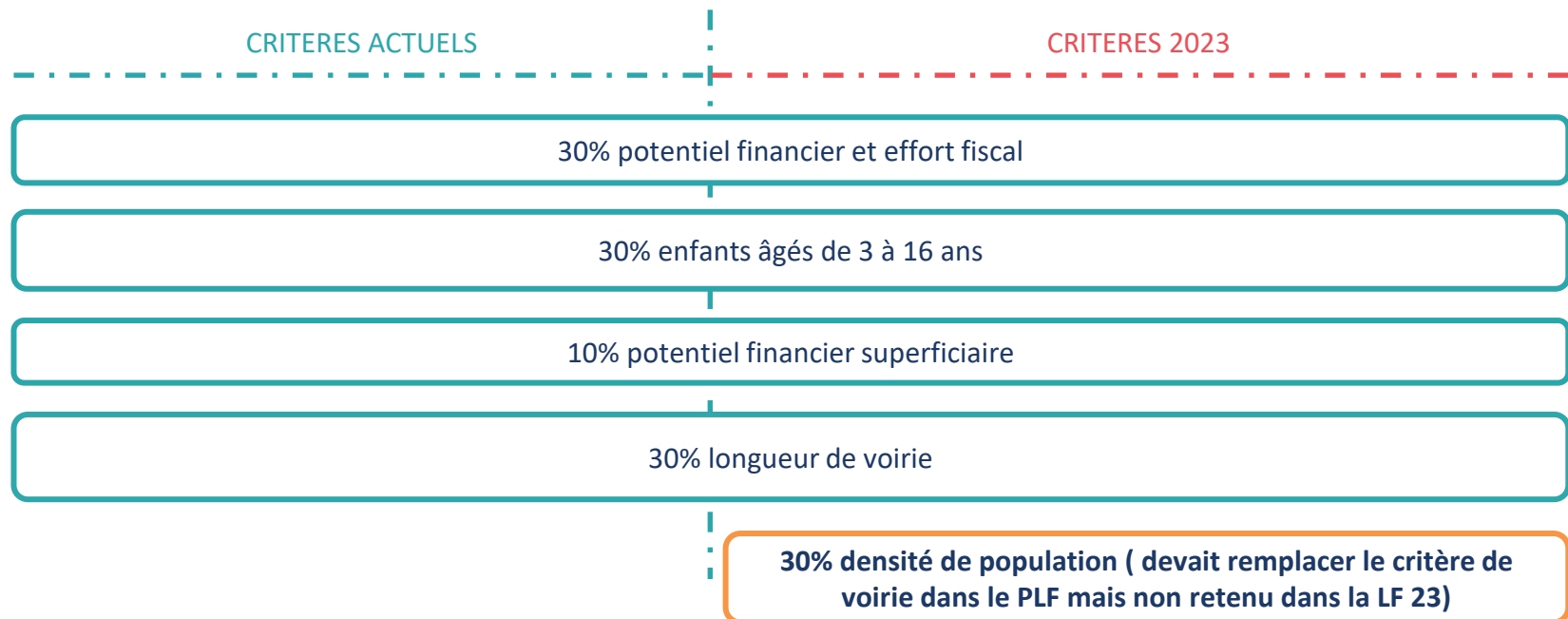
|                            | Fraction Bourg Centre            | Fraction péréquation | Fraction cible                   |
|----------------------------|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|
| Garantie de droit commun   | 50% de N-1 en 2023<br>0€ en 2024 | Aucune garantie      | 50% de N-1 en 2023<br>0€ en 2024 |
| Encadrement de l'évolution | 90% - 120%                       |                      | 90% - 120%<br>(LF 2023)          |



# STABILITE DES CRITÈRES DE CALCUL DE LA FRACTION PÉRÉQUATION

VILLE D'ANDRÉSY

Remplacement du critère de longueur de voirie par un critère de superficie et de densité





## Les conditions d'éligibilité à la DSU

Eligibilité des communes de 10 000 habitants et plus

2/3 des communes de plus de 10 000 habitants  
(700 communes en 2022)

Eligibilité des communes de 5 000 à 9999 habitants

10% des communes comptant entre 5 000 à 10 000 habitants (126 communes en 2022)

15% Le nombre de logements sociaux

30% Le nombre de bénéficiaires des aides au logement

30% Le potentiel financier

25% Le revenu par habitant



# LES GARANTIES DE SORTIE DE LA DSU

VILLE D'ANDRÉSY

Les quatre garanties qui peuvent s'appliquer pour une inéligibilité en 2023

|  |   |
|--|---|
| Garantie de droit commun   | 50% de N-1 en 2023<br>0€ en 2024  |
| Garantie pour perte d'éligibilité liée à la population qui passe sous le seuil des 5 000 habitants | Mécanisme sur 9 ans : 90% en 2023<br>puis -1/10 <sup>ème</sup> chaque année |
| Garantie pour perte d'éligibilité liée au passage en FPU de l'EPCI en 2021                         | Mécanisme sur 5 ans : 90% en 2023<br>puis -1/10 <sup>ème</sup> chaque année |
| Garantie pour les communes nouvelles   | 100% des montants perçus par les anciennes communes pendant 3 ans           |



# RAPPEL DES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DE LA DNP

VILLE D'ANDRÉSY 

Éligibilité à la part « Principale » de la DNP »

Éligibilité à la part « Majoration » de la DNP »

CODE

ÉLIGIBILITÉ

Code 1

Potentiel financier/ hab. < 105% de la moyenne de la strate  
Effort fiscal > moyenne de la strate

Code 2

Potentiel financier / hab. < 105% de la moyenne de la strate  
Effort fiscal / 85% à 100% de la moyenne de la strate

Code 3

Potentiel financier / hab. < 105% de la moyenne de la strate  
Taux de CFE > aux taux plafond national de 53%

Code 6

Communes de 10 000 hab ou +  
Potentiel financier/hab < 85% de la moyenne de strate  
\_Effort fiscal > 85% de la moyenne de la strate

Éligibilité à la part principale

Population inférieure à 200 000 habitants

Produits post-TP\* < 15% de la moyenne de la strate



## LES GARANTIES DE SORTIE DE LA DNP

VILLE D'ANDRÉSY 

Les garanties qui peuvent s'appliquer pour une inéligibilité en 2023

|                            | Part Principale                  | Part Majoration |
|----------------------------|----------------------------------|-----------------|
| Garantie de droit commun   | 50% de N-1 en 2023<br>0€ en 2024 | NEANT           |
| Encadrement de l'évolution | 90% - 120%                       | 90% - 120%      |



# UNE DOTATION D'INTERCOMMUNALITÉ TOUJOURS ENCADRÉE

ET UNE COMPENSATION PART SALAIRE STABILISÉE SUR  
2023

VILLE D'ANDRÉSY

## Rappel des garants d'évolution de la DI depuis 2019

### Garantie d'évolution de la DI de droit commun

- DI/hab Minimum : 95% de la DI/hab N-1
- DI/hab Maximum : 110% de la DI/hab N-1

### Garanties spécifiques pour les EPCI les plus intégrés (CIF>0,35 pour les M, CA et CU // 0,5 pour les CC)

- DI/hab Minimum: 100% de la DI/hab N-1
- DI/hab Maximum: 110% de la DI/hab N-1

## Évolution de l'écrêtement de la CPS

| 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022   | 2023 |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|------|
| 103M€ | 146M€ | 107M€ | 115M€ | 89M€  | 93M€  | 103M€  | 0€   |
| -1,9% | -2,8% | -2,1% | -2,3% | -1,8% | -1,9% | -2,19% | 0%   |

### Recommandation pour les EPCI :

- ✓ Si aucune garantie n'était applicable à votre DI en 2022 : reconduire le même montant en €/hab en 2023 (évolution pop)
- ✓ Si une garantie était applicable à votre DI en 2022, alors application de la garantie (voir ci-dessus)
- ✓ Ecrêtement CPS : pas d'écrêtement en 2023 !



# RAPPEL DES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE CALCUL DU FPIC

VILLE D'ANDRÉSY 

## Contributeurs: éligibilité et calcul

Éligibilité

$PFIA / HAB > 0,9 * PFIA \text{ MOYEN} / HAB$

Calcul

75%

PFIA par hab / PFIA Moyen par hab

25%

Revenu par hab / Revenu Moyen par hab

## Bénéficiaires: éligibilité et calcul

Éligibilité

60% des EI classés selon un indice synthétique

Calcul de l'IS

20%

PFIA par hab / PFIA Moyen par hab

60%

Revenu par hab / Revenu Moyen par hab

20%

Effort Fiscal par hab / Effort Fiscal Moyen par hab





# RAPPEL DES MODE DE RÉPARTITION DU FPIC

VILLE D'ANDRÉSY 

|                      | Répartition de droit commun   | Répartition dérogatoire à la majorité des 2/3   | Répartition dérogatoire à l'unanimité |
|----------------------|---|---|---------------------------------------|
| FPIC EI              | Contribution ou Reversement calculé au niveau de l'ensemble intercommunal |   |                                       |
| FPIC EPCI            | = FPIC EI X CIF   | = Ecart max de 30% au droit commun  | Libre                                 |
| FPIC COMMUNES        | = FPIC EI – FPIC EPCI   |   |                                       |
| REPARTITION COMMUNES | Potentiel financier / hab et population DGF                               | Potentiel financier / hab population DGF / revenu par hab ou critères complémentaires | Libre                                 |



Une modification du régime de garantie...

| Année d'inéligibilité | Année de versement de la garantie |                    |                    |                    |                    |
|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
|                       |                                   | N                  | N+1                | N+2                | N+3                |
|                       | 2022                              | 50% du montant N-1 | 0€                 | 0€                 | 0€                 |
|                       | À partir de 2023                  | 90% du montant N-1 | 70% du montant N-2 | 50% du montant N-3 | 25% du montant N-4 |

...suppression du critère d'exclusion d'éligibilité

| Critère d'éligibilité au reversement |  |      |
|--------------------------------------|--|------|
|                                      | Jusqu'en 2022  | 2023 |
| Critère principal                    | 60% des EI classés selon un indice synthétique prenant en compte le PFIA (20%) le revenu par habitant (60%) et l'effort fiscal (20%) |      |
| Exclusion                            | EI dont l'effort fiscal agrégé est < 1   | -    |



# RAPPEL DES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE CALCUL DU FSRIF

VILLE D'ANDRÉSY 

## Bénéficiaires: éligibilité et calcul

Eligibilité

Population > 5 000 hab. + et IS > IS Médian

Calcul de l'Is

50%

Rapport entre PF moyen par hab régional / PF Moyen par hab

25%

Rapport entre proportion de logement sociaux / Moyenne régionale des communes de 5000 habitants ou plus.

25%

Rapport revenu moyen par hab. Régional / Revenu par habitant de la commune

Calcul du versement

$\text{Pop DGF} * \text{IS} * \text{Coef Multiplicateur} * \text{VP}$

## Contributeurs: éligibilité et calcul

Eligibilité

Potentiel financier > Potentiel financier moyen des communes d'Ile de France

Calcul de l'IS

80%

Ecart entre le PF par hab de la commune et la PF moyen des communes d'IDF

20%

Ecart relatif entre le Revenu par hab / 50% du revenu moyen par habitant d'IDF

Calcul du versement

$\text{Pop DGF} * \text{IS} * \text{Coef Multiplicateur} * \text{VP}$



# MÉCANISME DE PLAFONNEMENT ET D'ABATTEMENT DE CONTRIBUTION AU FSRIF

VILLE D'ANDRÉSY

## Les mécanismes de plafonnement et d'abattement

|                           |   |
|---------------------------|---|
| Plafond de prélèvement    | 11% des dépenses réelles de fonctionnement N-2 (Retraitées)   |
| Exonération liée à la DSU | Pas de prélèvement FSRIF pour 150 premières communes de 10 000 habitants et + ( 6 communes en 2022)   |
| Abattements               | <ul style="list-style-type: none"><li>➤ 50% sur la différence entre la contribution N-1 et la contribution N si cette dernière est supérieure à 125% de l'année précédente</li><li>➤ 50% sur le prélèvement pour les communes nouvellement contributrices</li></ul> |
| Garantie d'inéligibilité  | 50% de N-1 puis 0€  |



### Rappel des exonération

#### Les exonérations communales au FPIC:

- ▲ Via la DSU (N-1) :
  - ▲ Les 250 premières communes de + de 10.000 habitants
  - ▲ Les 30 premières communes de 5.000 à 9.999 habitants
- ▲ Via la DSR (N-1) :
  - ▲ Les 2500 premières communes éligibles à la part « cible » de la DSR
- ▲ Via le FSRIF
  - ▲ Contribution FPIC minorée de la contribution au FSRIF N-1 (sauf pour les communes membres de la MGP)

#### Recommandation pour 2023 :

##### **Stabilité des fonds :**

1Md€ pour le FPIC et 350M€ pour le FSRIF

**Attention à l'impact de la suppression du critère d'exclusion du reversement pour les EI dont l'EFA < 1**



## Un dispositif ciblé sur le cout de l'électricité

|  |  |
|--|--|
| <b>Pourquoi ?</b>                        | Compenser la hausse de l'électricité   |
| <b>Pour qui ?</b>                        | Communes et leurs groupements  |
| <b>Comment faire la demande ?</b>        | Retourner l'attestation d'éligibilité à son fournisseur d'électricité avant le 31 mars 2023 pour les contrats signés avant le 28 février 2023 et sous 1 mois pour les contrats signés après. |
| <b>Sur quelle partie de la facture ?</b> | L'amortisseur ne s'applique que sur la part variable énergie (hors abonnement, hors cout d'acheminement, hors cout de réseaux et hors taxes)   |
| <b>Comment les fonds seront versés?</b>  | L'Etat versera directement au fournisseur d'électricité la partie correspondant à l'amortisseur d'électricité  |

## Le calcul de l'amortisseur

**L'amortisseur portera sur 50% des volumes d'électricité consommé**

**L'Etat prendra en charge l'écart entre le prix de l'électricité au contrat et 180 €/MWh**

**Dans la limite de 320 €/MWh**



# UN NOUVEAU FILET DE SÉCURITÉ POUR 2023

VILLE D'ANDRÉSY

## Un dispositif qui diffère du filet de sécurité de la LFR 2022

**Une baisse de l'épargne brute > -15%** entre 2022  
et 2023 (constatée au CA)



**Potentiel financier par hab. < double du potentiel  
financier moyen par hab. des communes même strate**

## Le calcul de la compensation

Hausse constatée en 2023 liée à l'augmentation des  
dépenses d'énergie, électricité et chauffage urbain



**50% de la hausse des RRF en 2023 par rapport à  
2022**



**50% de cette différence sera la dotation de  
compensation**



# UNE ENVELOPPE NORMEE TOUJOURS STABLE

VILLE D'ANDRÉSY

## QUELLES VARIABLES D'AJUSTEMENT IMPACTEES ?

Historique des variables d'ajustement de l'enveloppe normée par type de collectivité

|               | 2017                              | 2018 | 2019           | 2020            | 2021                     | 2022             | PLF 2023                 |
|---------------|-----------------------------------|------|----------------|-----------------|--------------------------|------------------|--------------------------|
| Bloc Communal | FDPTP<br>DUCSTP                   |      | FDPTP<br>DCRTP | DCRTP           | Aucun écrêtement         |                  | Aucun écrêtement         |
| Départements  | Dotation carrée<br>DCRTP<br>FDPTP |      |                | Dotation carrée | Dotation carrée<br>DCRTP | Aucun écrêtement | Dotation carrée<br>DCRTP |
| Régions       | Dotation carrée<br>DCRTP          |      |                |                 |                          |                  | Aucun écrêtement         |





## Calendrier de mise en œuvre de la mesure

|              | 2023   | 2024 et suivant        |
|--------------|--|------------------------|
| ENTREPRISES  | Taux CVAE réduit de moitié   | Suppression de la CVAE |
| COLLECTIVITE | Dès 2023, perte de la CVAE et compensations des exonérations de CVAE |                        |



### Calcul de la compensation

|                                 | Calcul de la compensation  |
|---------------------------------|--|
| PART 1 : part individuelle fixe | Moyenne CVAE entre 2020 et 2023<br>+ compensation d'exonération de CVAE entre 2020 et 2023   |
| PART 2 : part « dynamique »     | Reversement en fonction de l'évolution de la TVA nationale (départements) ou territorialisée (bloc communal)<br><i>Modalités à définir</i> |
| Reliquat de l'année 2023        | Versement sous forme de dotation d'investissement abondant le plan vert<br><i>Modalités à définir</i>                                      |

**Recommandations Finance Active pour 2023: +3% par prudence (prévision gouvernement: +5,1%)**

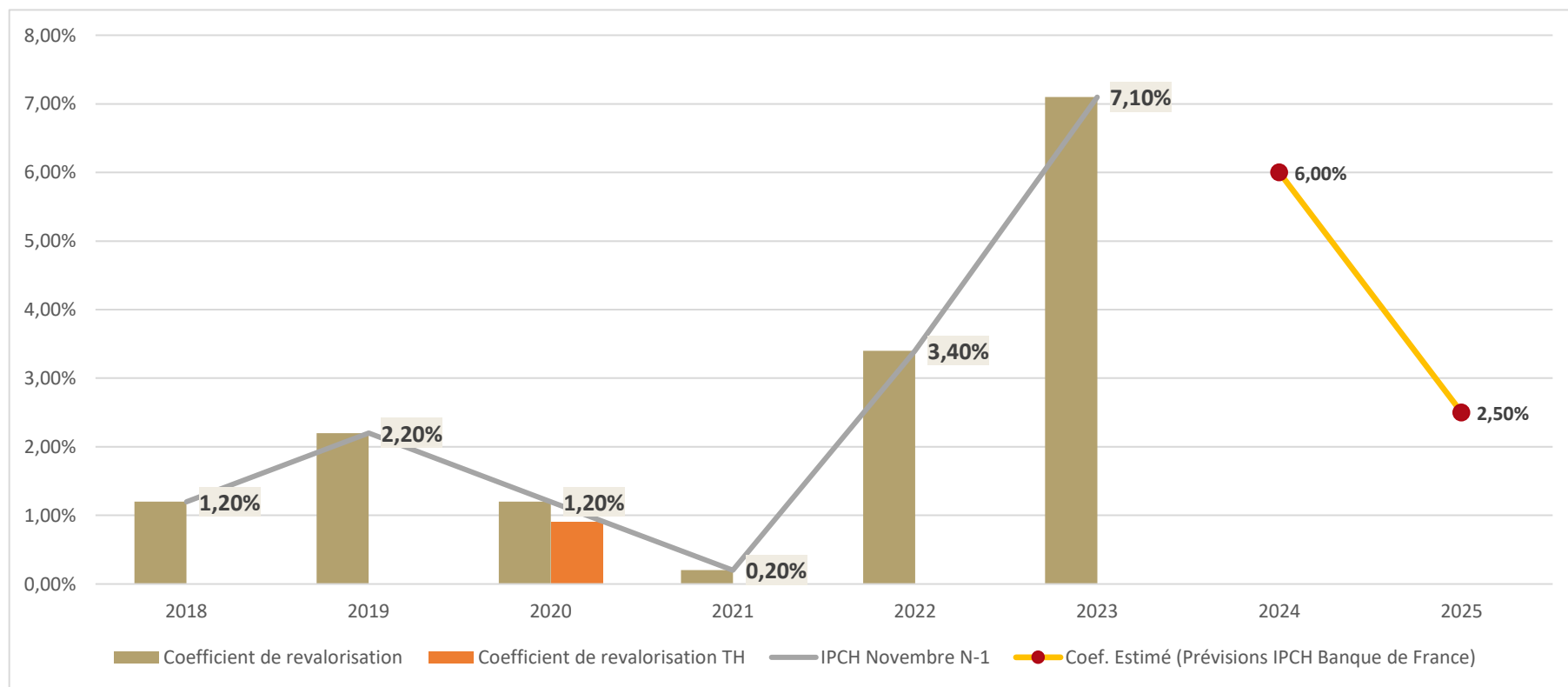


# COEFFICIENT DE REVALORISATION FORFAITAIRE DES BASES FISCALES POUR 2023

VILLE D'ANDRÉSY

## QUELLES HYPOTHESES RETENIR ?

Evolution du coefficient de revalorisation des bases fiscales



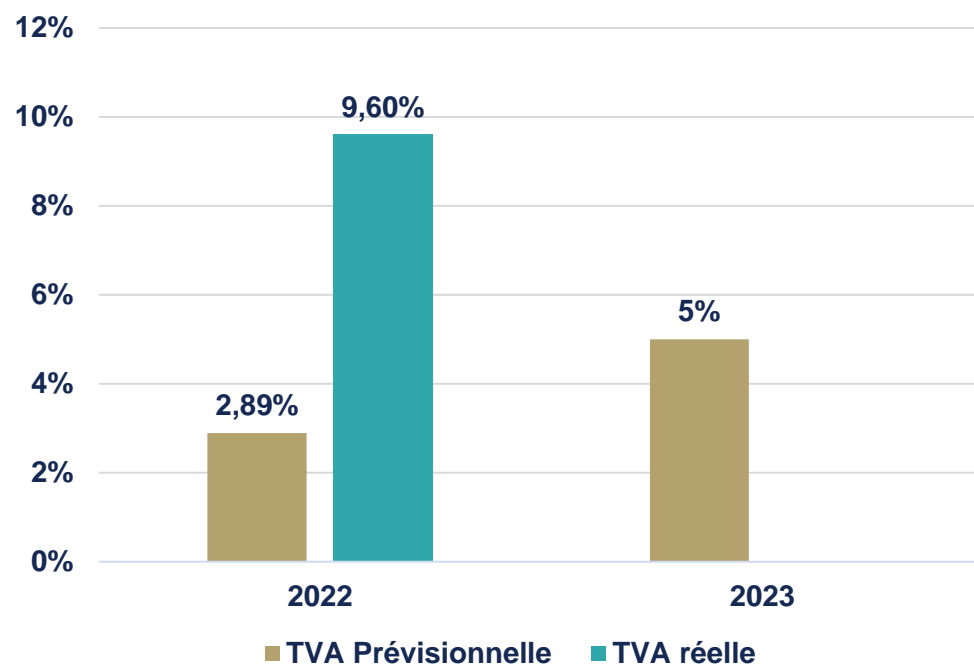


# FRACTION DE TVA 2022 ET 2023

## QUELLES HYPOTHESES RETENIR ?

VILLE D'ANDRÉSY

Evolution TVA (en %)



### Recommandation pour 2023 :

En 2022 la fraction de TVA des EPCI progressera de +9,6% (contre 2,89% annoncé dans les 1259 de 2022). L'ajustement sera réalisé sur les derniers douzièmes.

Pour 2023 nous vous recommandons une progression prudente à +3%



## Extinction de la DSIL exceptionnelle

- Le PLF 2023 met un terme à la DSIL exceptionnelle introduite par le PLF 2021 afin de financer les opérations des collectivités prévues dans les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) mis en place pour faire face à la crise sanitaire.

|      | Enveloppe 2022  | Enveloppe 2023 | Eligibilité  | Objet  | Attribution             |
|------|---|----------------|--|--|-------------------------|
| DSIL | 907 M€<br>Dont 337M€<br>d'enveloppe<br>exceptionnelle | 570 M€         | Communes et<br>EPCI à fiscalité propre<br>en métropole<br>ainsi que les PETR | Rénovation thermique,<br>transition énergétique,<br>mise aux normes;<br>développement du<br>numérique,<br>équipements liés à la<br>hausse du<br>nombre d'habitants | Par le préfet de région |

- Augmentation du prélèvement sur recettes de l'Etat au titre du FCTVA de 200M€ par rapport à 2022. Le FCTVA constitue la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissements.



Maintien de l'enveloppe des autres dotations

|                | DPV   | DETR  | DSID  |
|----------------|---|---|---|
| Enveloppe 2023 | 150 M€  | 1,046 Mds€  | 212M€   |
| Eligibilité    | Communes défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains                | Communes et EPCI < à 20 000 hab. + PF par hab. < à 1,3 fois PF par hab. moyen de la strate            | Départements de métropole et d'Outre Mer, métropole de Lyon et collectivités à statut particulier |
| Objet          | éducation, culture; emploi, développement économique, santé ; sécurité, social... | économique, social, environnemental et touristique, pour développer ou maintenir les services publics | Dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural  |
| Attribution    | Par le préfet de département  | Par le préfet de département  | Par le préfet de région   |



## Extinction de la DSIL exceptionnelle

- Le PLF 2023 met un terme à la DSIL exceptionnelle introduite par le PLF 2021 afin de financer les opérations des collectivités prévues dans les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) mis en place pour faire face à la crise sanitaire.

|      | Enveloppe 2022  | Enveloppe 2023 | Eligibilité  | Objet  | Attribution             |
|------|---|----------------|--|--|-------------------------|
| DSIL | 907 M€<br>Dont 337M€<br>d'enveloppe<br>exceptionnelle | 570 M€         | Communes et<br>EPCI à fiscalité propre<br>en métropole<br>ainsi que les PETR | Rénovation thermique,<br>transition énergétique,<br>mise aux normes;<br>développement du<br>numérique,<br>équipements liés à la<br>hausse du<br>nombre d'habitants | Par le préfet de région |

- Augmentation du prélèvement sur recettes de l'Etat au titre du FCTVA de 200M€ par rapport à 2022. Le FCTVA constitue la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissements.



Maintien de l'enveloppe des autres dotations

|                | DPV   | DETR  | DSID  |
|----------------|---|---|---|
| Enveloppe 2023 | 150 M€  | 1,046 Mds€  | 212M€   |
| Eligibilité    | Communes défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains                | Communes et EPCI < à 20 000 hab. + PF par hab. < à 1,3 fois PF par hab. moyen de la strate            | Départements de métropole et d'Outre Mer, métropole de Lyon et collectivités à statut particulier |
| Objet          | éducation, culture; emploi, développement économique, santé ; sécurité, social... | économique, social, environnemental et touristique, pour développer ou maintenir les services publics | Dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural  |
| Attribution    | Par le préfet de département  | Par le préfet de département  | Par le préfet de région   |





Mise en place de mesures d'accélération de la transition écologique

- ▲ Création d'un fonds d'accélération de la transition écologiques dans les territoires, aussi appelé « fonds vert ».

|            | Enveloppe 2023 | Eligibilité   | Objet  |
|------------|----------------|---|--|
| Fonds vert | 2 Mds€         | Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR | Rénovation thermique, transition énergétique, mise aux normes; adaptation au changement climatique ; amélioration des friches ; mise en place de zones à faible émission |

- ▲ Augmentation du montant de la dotation « biodiversité » de 5,7 millions d'euros pour atteindre un total de 30 millions d'euros en 2023.



- ▲ Actualisation des critères énergétiques et environnementaux pour le bénéfice de l'allongement de 15 à 20 ans de l'exonération sur la TF pour les logements sociaux en cohérence avec la norme RE 2020.
- ▲ Pour les logements sociaux dépassant les exigences de la réglementation environnementale 2020 l'exonération sera portée de 25 ans à 30 ans.
- ▲ Taxe d'aménagement :
  - ▲ exonération possible des constructions réalisées sur des sites qui ont fait l'objet d'une opération de dépollution ou d'une renaturation et permettant la réaffectation des sols à un usage conforme au PLU.
  - ▲ Indexation sur l'indice du coût de la construction des valeurs forfaitaires nécessaires au calcul de la taxe sur aires de stationnement



- ▲ Communes de – de 3 500 habitants: compensation des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées engagés par les membres d'un Conseil municipal selon un barème et non plus de manière déclarative.
- ▲ Hausse importante de 8M€ de la dotation dédiée aux « subventions exceptionnelles » à destination des communes en difficulté portant le total à 10M€.
- ▲ **Report de la révision des valeurs locative des locaux professionnels en 2025 (au lieu de 2023) et des locaux d'habitation en 2028**
- ▲ Extension du nombre de communes en « zone tendue » qui pourront mettre en place la TLV et la majoration sur la THRS: « *toutes les communes où les prix de l'immobilier et la proportion de résidences secondaires sont élevés* » (liste des communes établie par un décret à venir.)



# QUE RETENIR DE LA LF 2023 ?

## ▲ Les points clés :

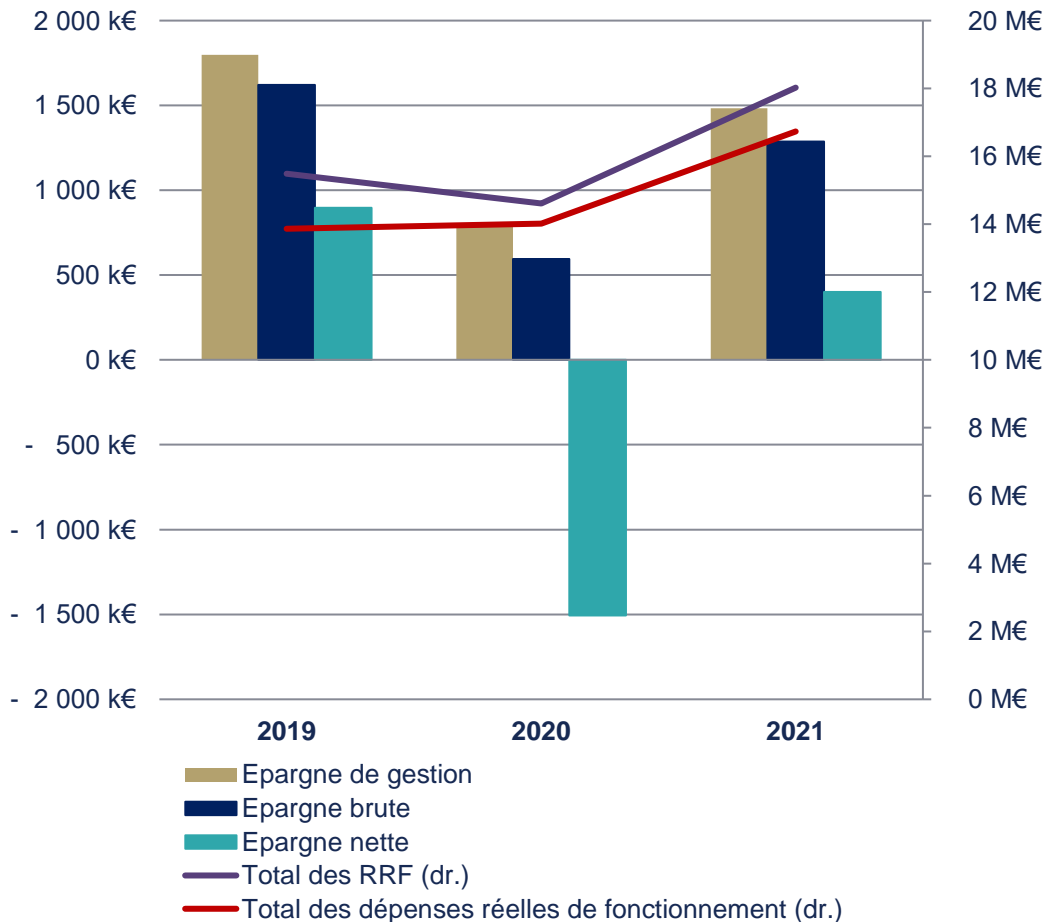
1. Une réforme des indicateurs financiers décalée pour l'effort fiscal mais maintenue pour le potentiel fiscal
2. Un abondement exceptionnel de 320M€ sur les dotations et un écrêtement de la dotation forfaitaire et de la dotation de compensation suspendu pour 2023
3. Des fonds de péréquation stables...mais quelques ajustements sur les conditions d'éligibilité et de sortie du FPIC (bénéficiaires)
4. Une suppression de la CVAE compensée par une part fixe et une dynamique liée à la TVA
5. Un coefficient de revalorisation forfaitaire des bases de fiscalité de 7,1% et une fraction de TVA qui restera dynamique en 2023
6. Une LF 2023 de soutien à l'investissement local

# 03

## Les grandes orientations budgétaires

# Synthèse des éléments de 2019 - 2021

## Évolution des épargnes (hors cessions) et effet de ciseau



Sur la période, les dépenses réelles de fonctionnement progressent en moyenne plus rapidement que les recettes. Cet écart de dynamique engendre une détérioration de l'épargne de gestion.

L'épargne brute évolue moins favorablement que l'épargne de gestion du fait de la progression des intérêts de la dette sur la période.

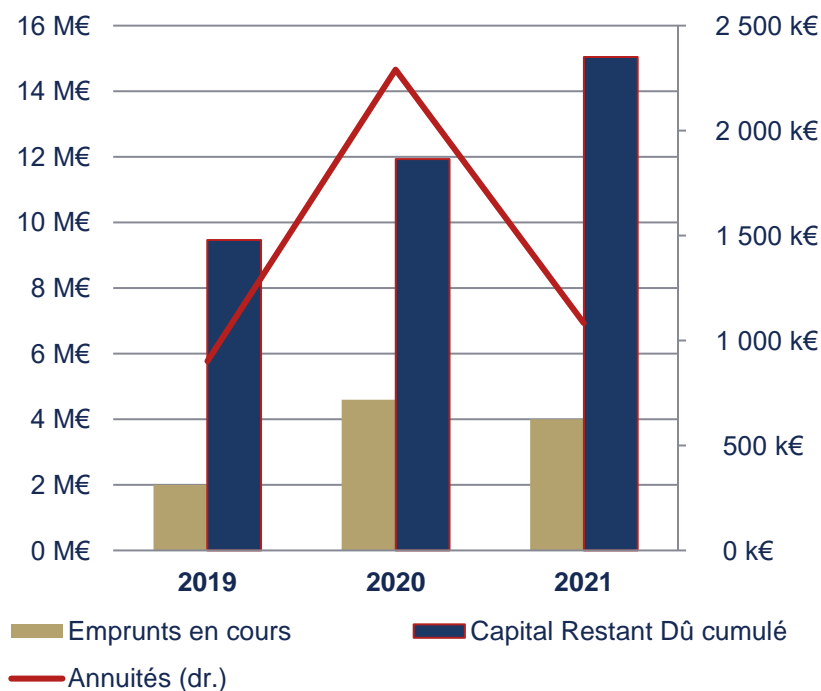
Le taux d'épargne brute s'élève à 7,14% en 2021. Il y a une grande amélioration par rapport à 2020.

L'épargne nette évolue moins favorablement que l'épargne brute du fait de la progression des remboursements de capital.

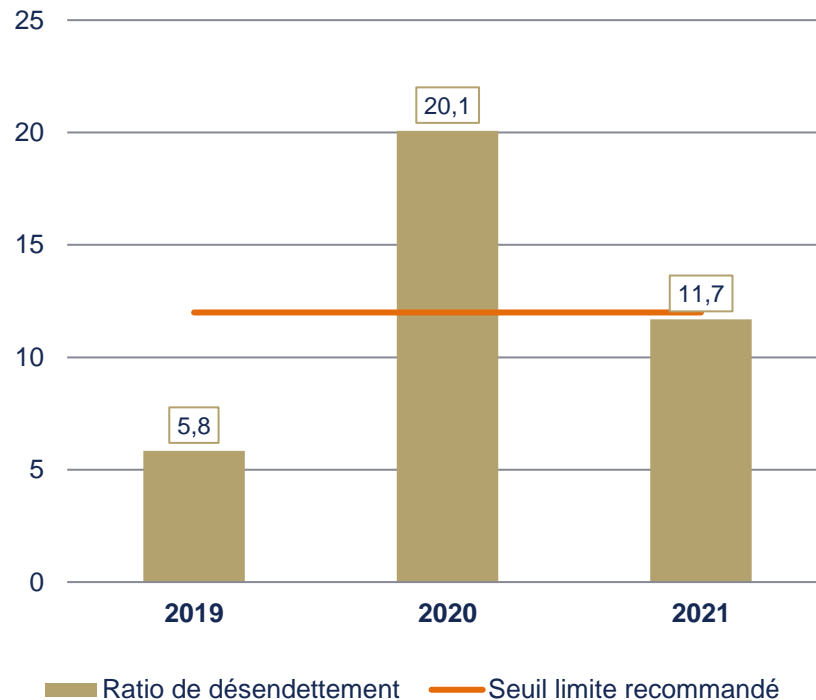
En 2021, l'augmentation de l'épargne nette qui devient positive par rapport à 2020, montre que la collectivité peut supporter le poids de la dette.

# ÉVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE ET DU RECOURS À L'EMPRUNT

## Évolution de l'encours de dette et du recours à l'emprunt



## Le ratio de désendettement (en années)

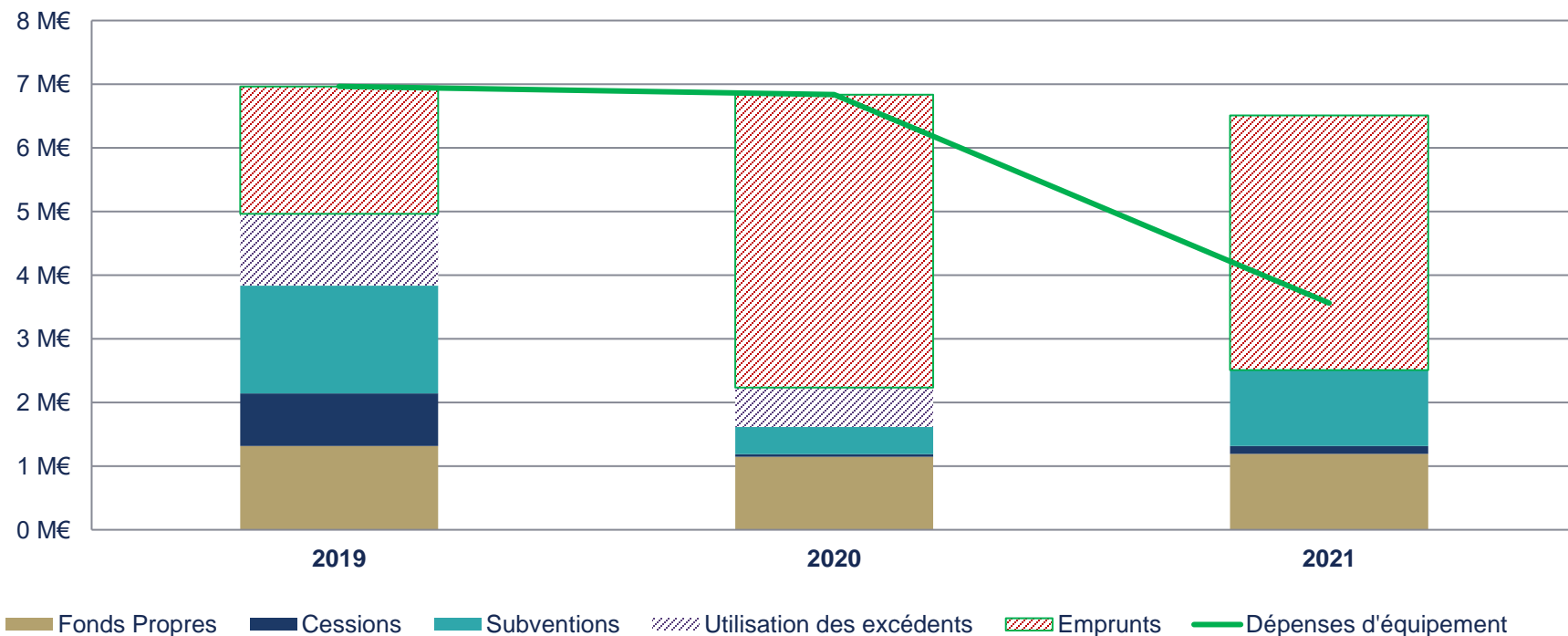


Sur la période, la collectivité a mobilisé 10 600 000 € d'emprunt.

Ce dernier n'est pas bien positionné au regard du seuil limite de 12 ans recommandé par la Loi de Programmation des Finances Publiques 2023-2027.



## Évolution des moyens de financement des dépenses d'équipement



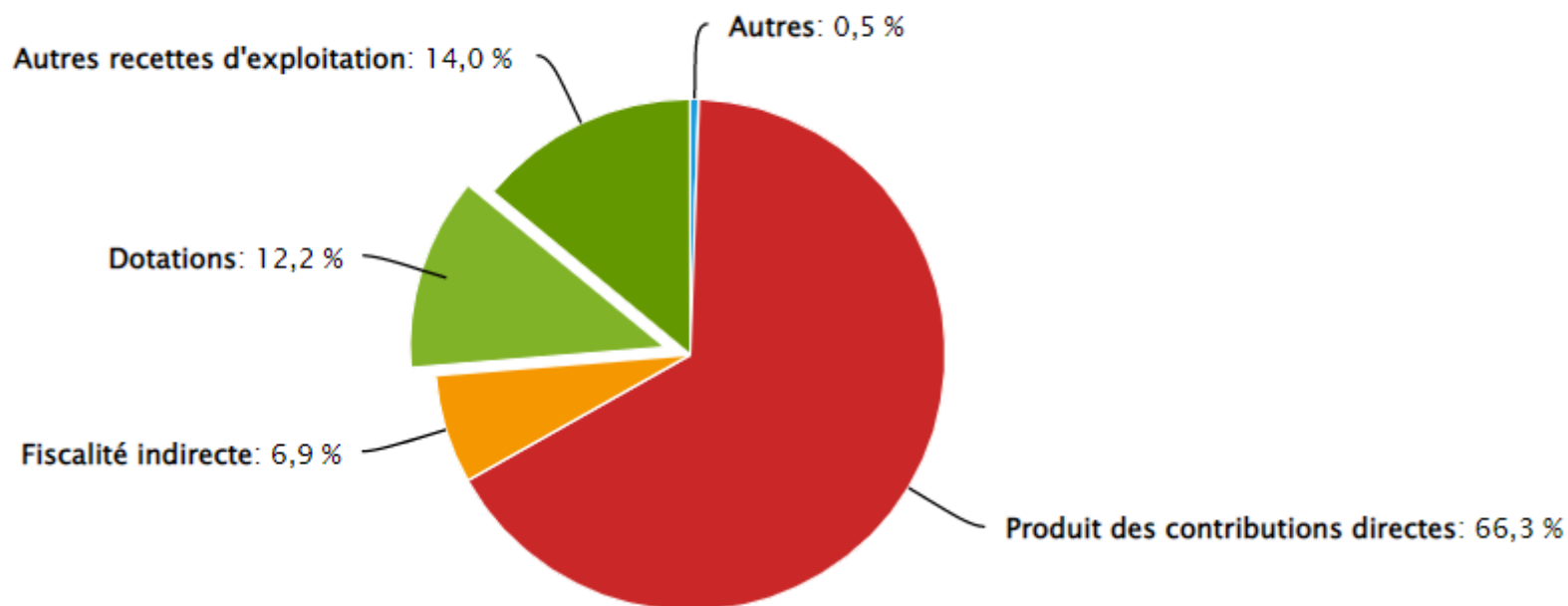
Les 17,36M€ d'investissements réalisés par la collectivité sur la période ont été principalement financés par les fonds propres (épargne nette, FCTVA, taxe d'aménagement et autres recettes) à hauteur de 21,06%, suivis par l'emprunt (61,05%), les subventions (19,08%) et les cessions d'immobilisations (5,72%).

Le solde du financement a été assuré par les excédents de la collectivité à hauteur de 1,75M€ sur la période, les faisant passer de 0,81M€ en 2019 à 2,00M€ en 2021.

# Synthèse des éléments de 2022 - 2026

|                                   | 2022       | 2023       | 2024       | 2025       | 2026       |
|-----------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>Recettes de fonctionnement</b> | 16 809 511 | 19 377 728 | 20 224 654 | 20 553 310 | 20 839 168 |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b> | 15 935 085 | 17 390 261 | 17 702 998 | 17 996 871 | 18 305 656 |
| <i>dont intérêts de la dette</i>  | 203 767    | 274 237    | 267 475    | 228 637    | 196 867    |
| <b>Recettes d'investissement</b>  | 1 723 351  | 12 303 808 | 0          | 0          | 0          |
| <i>dont emprunts souscrits</i>    | 0          | 1 284 507  | 0          | 0          | 0          |
| <b>Dépenses d'investissement</b>  | 5 258 126  | 14 838 149 | 9 857 401  | 6 130 000  | 4 040 000  |
| <i>dont capital de la dette</i>   | 1 589 817  | 995 470    | 1 001 209  | 1 007 195  | 975 779    |
| <i>dont P.P.I</i>                 | 3 667 120  | 10 776 341 | 350 000    | 350 000    | 350 000    |

## Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2022 (hors produits de cession)



## Structure des recettes réelles de fonctionnement en 2022 (hors produits de cession)

**Les contributions directes** constituent une part significative des recettes de la ville. En l'absence d'action sur les taux, les bases évolueront sous l'effet du coefficient de revalorisation forfaitaire fixé par le Gouvernement ainsi que du dynamisme physique sur le territoire.

**Les dotations (et participations)** représentent pour la ville la dotation globale de fonctionnement, la dotation de solidarité rurale, la dotation de solidarité urbaine ainsi que la dotation nationale de péréquation.

**Les produits des services** varient en fonction de la hausse de la population, de la fréquentation des structures et de l'augmentation des tarifs.

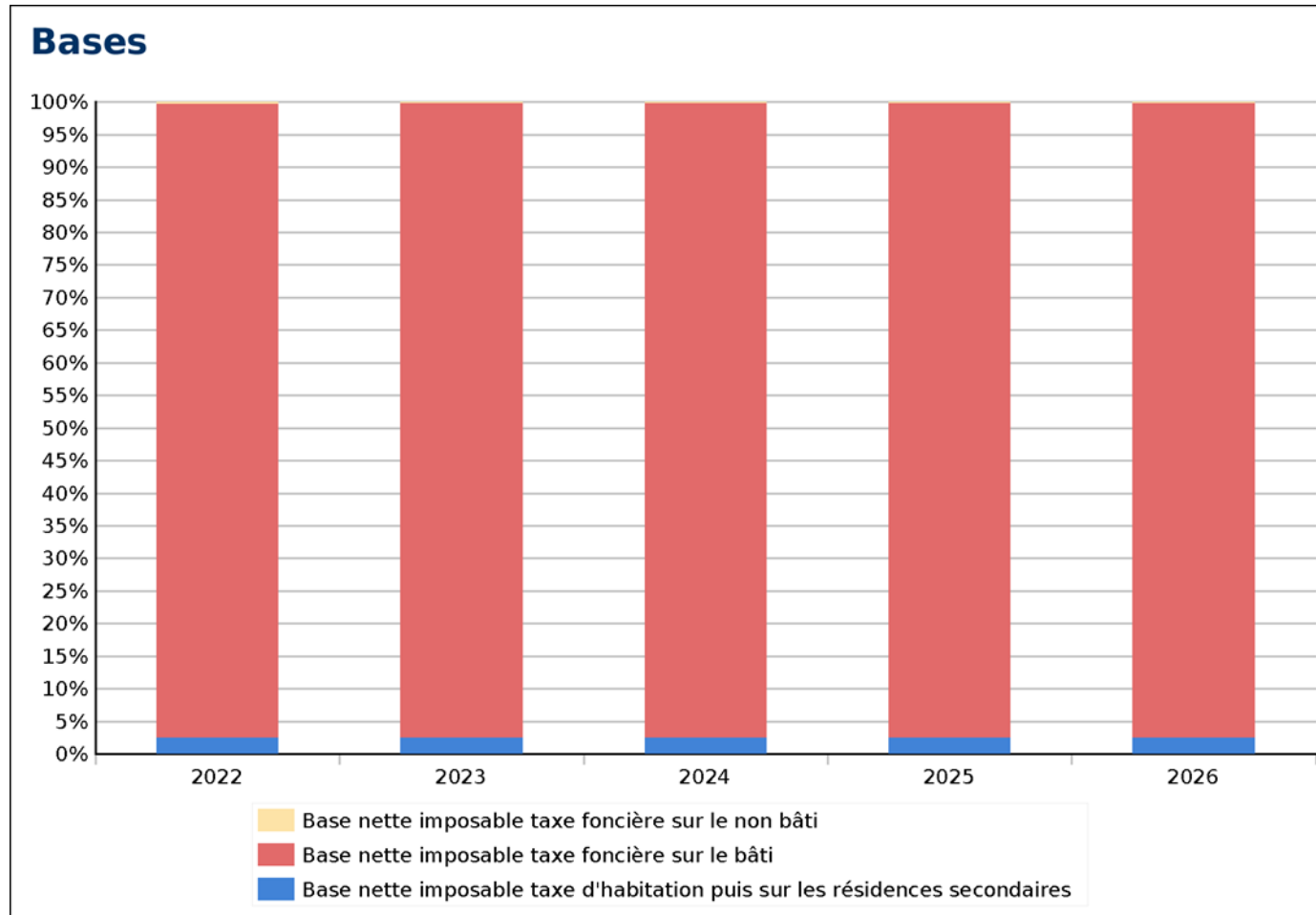
**Les autres taxes** cumulent les éléments de **fiscalité indirecte** dont bénéficie la ville : la taxe additionnelle aux droits de mutation, la taxe sur l'électricité etc...

**Les autres recettes** comprennent les atténuations de charges, les autres produits de gestion courante (revenus des immeubles) et les produits exceptionnels.

Evolution des taux de fiscalité directe

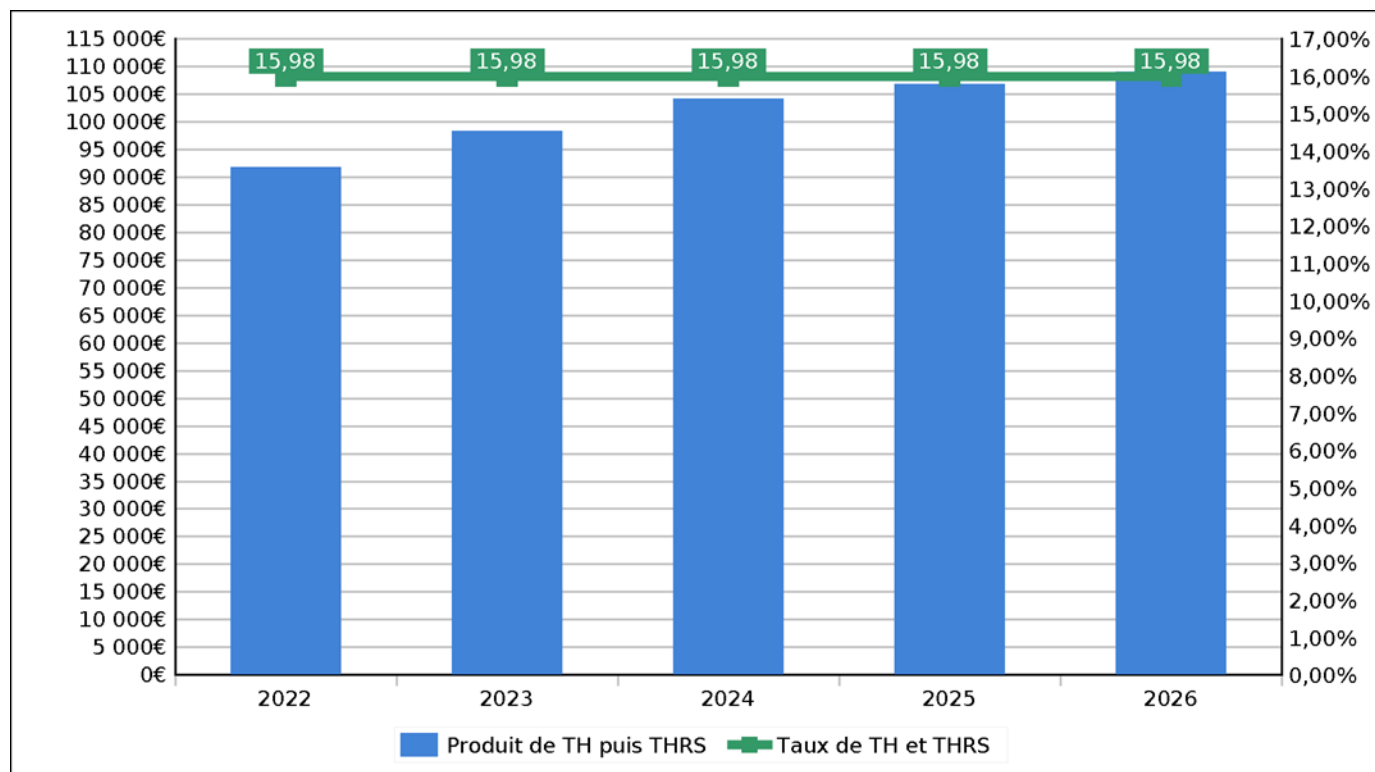
| Années | Base taxe d'habitation puis THRS | Base taxe foncière (bâtie) | Base taxe foncière (non bâtie) |
|--------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------------|
| 2022   | 574 041                          | 21 965 301                 | 59 581                         |
| 2023   | 614 798                          | 23 524 837                 | 59 900                         |
| 2024   | 651 686                          | 24 936 328                 | 59 900                         |
| 2025   | 667 978                          | 25 559 736                 | 59 900                         |
| 2026   | 682 005                          | 26 096 490                 | 59 900                         |

## Evolution des taux de fiscalité directe



# UNE REVALORISATION FORFAITAIRE DES BASES ANTICIPÉE SUR 2023

VILLE D'ANDRÉSY 



Les bases évoluent d'une part sous l'effet de la revalorisation forfaitaire et d'autre part sous l'effet de variation physique (nouvelles constructions et retour à l'imposition).

Le coefficient de revalorisation est lié à l'inflation constatée de novembre N-2 à novembre N-1. Il permet de revaloriser les bases de 7,1% en 2023, de 6,0% en 2024 et de 2,5% à partir de 2025. Il est anticipé à la hausse jusqu'à la mi-mandat compte-tenu des prévisions d'inflation actuelles.



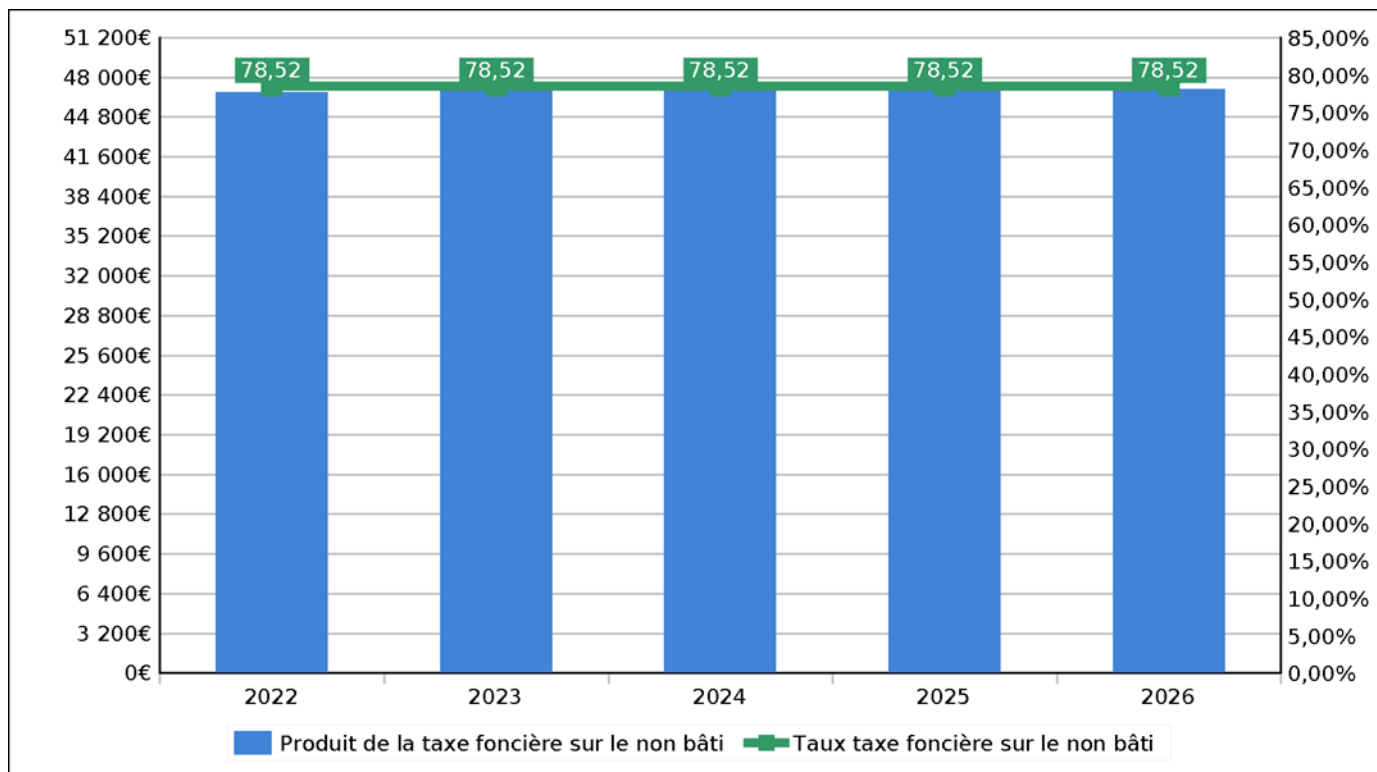
## Évolution des bases fiscales

| Années | Base nette TB | Evol base TFB | Produit TFB | Evol produit TFB | Taux TB | Evol taux TB |
|--------|---------------|---------------|-------------|------------------|---------|--------------|
| 2022   | 21 965 301    | 4,93 %        | 10 992 775  | 4,93 %           | 35,78 % | 0 %          |
| 2023   | 23 524 837    | 7,1 %         | 11 773 263  | 7,1 %            | 35,78 % | 0 %          |
| 2024   | 24 936 328    | 6 %           | 12 479 658  | 6 %              | 35,78 % | 0 %          |
| 2025   | 25 559 736    | 2,5 %         | 12 791 650  | 2,5 %            | 35,78 % | 0 %          |
| 2026   | 26 096 490    | 2,1 %         | 13 060 274  | 2,1 %            | 35,78 % | 0 %          |

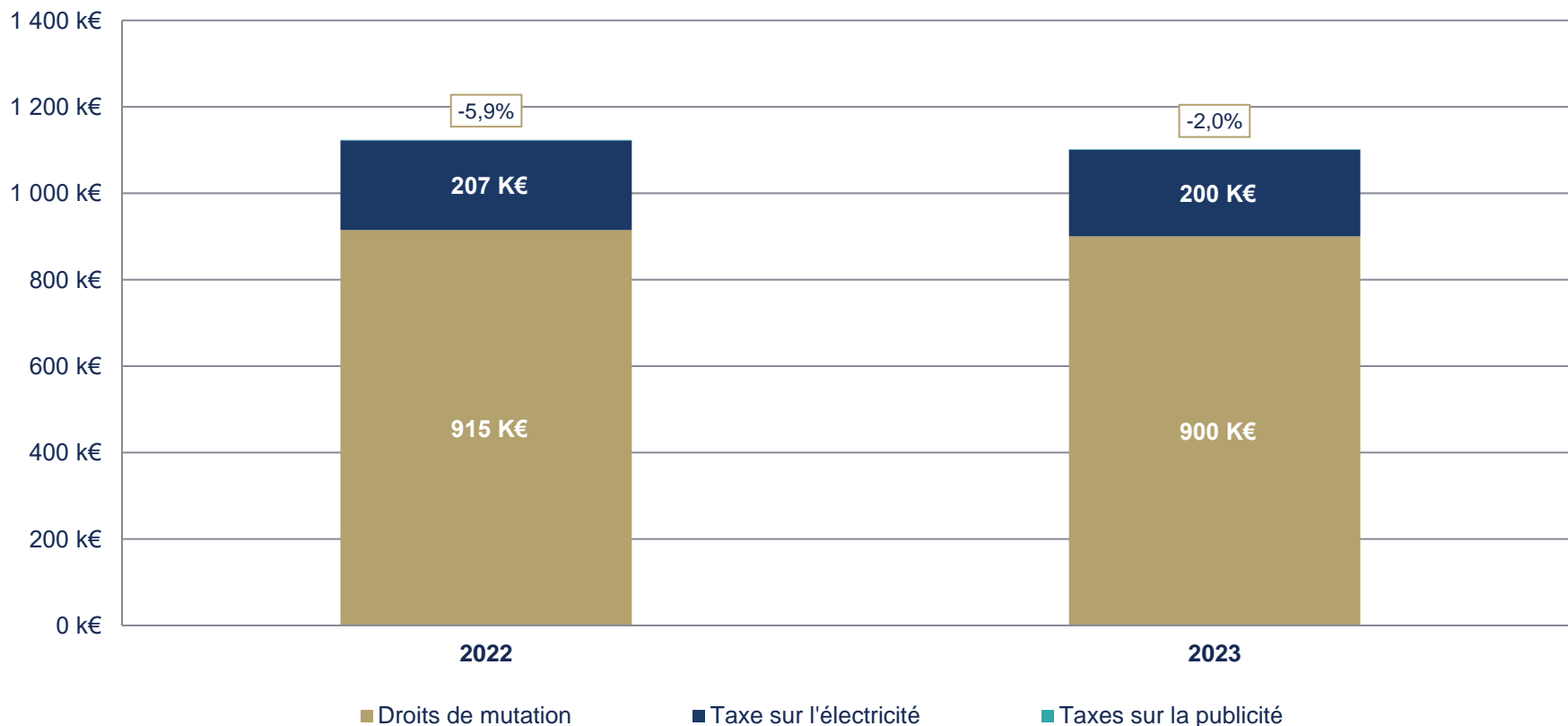
## Évolution du produit des contributions directes



## Évolution du produit des contributions directes

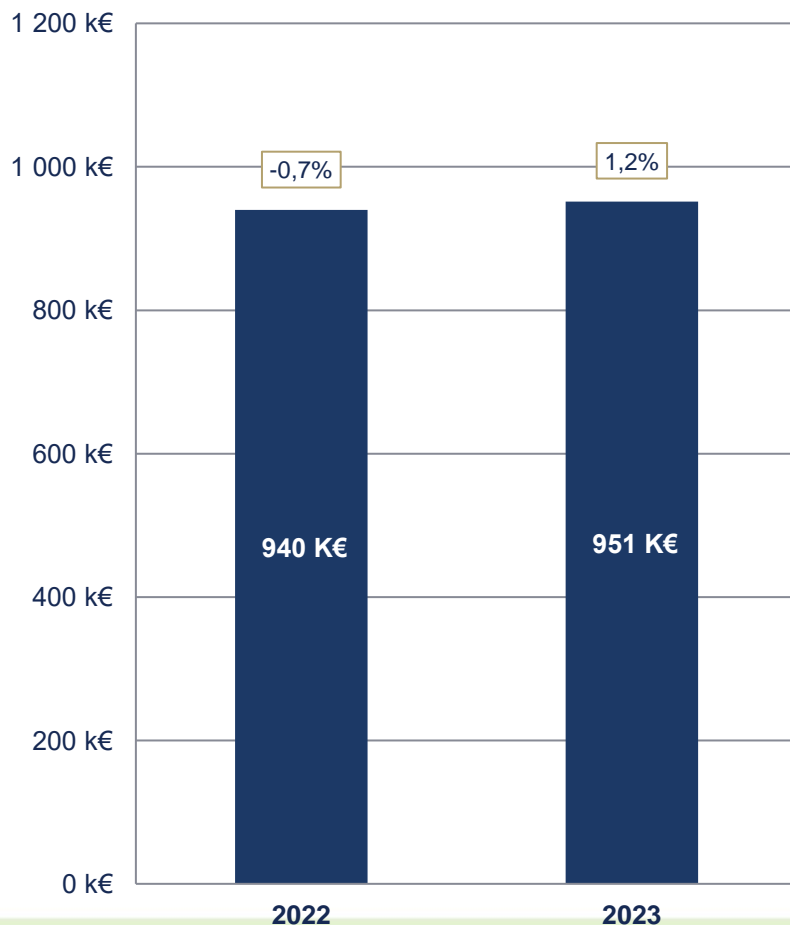


## Évolution et répartition du produit de la fiscalité indirecte

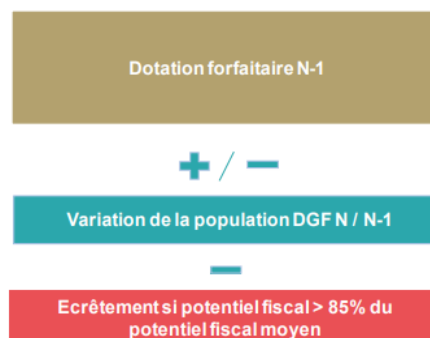


Les droits de mutation sont stabilisés sur la période du fait d'une hypothèse prudente liée au manque de visibilité et de maîtrise de la collectivité sur cette recette.

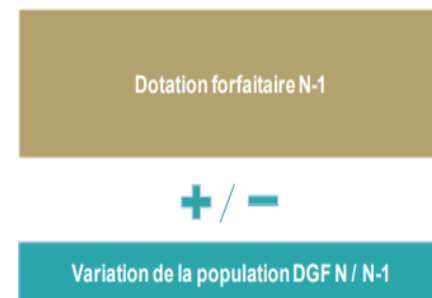
## Evolution de la dotation forfaitaire



### Evolution de la dotation forfaitaire 2022



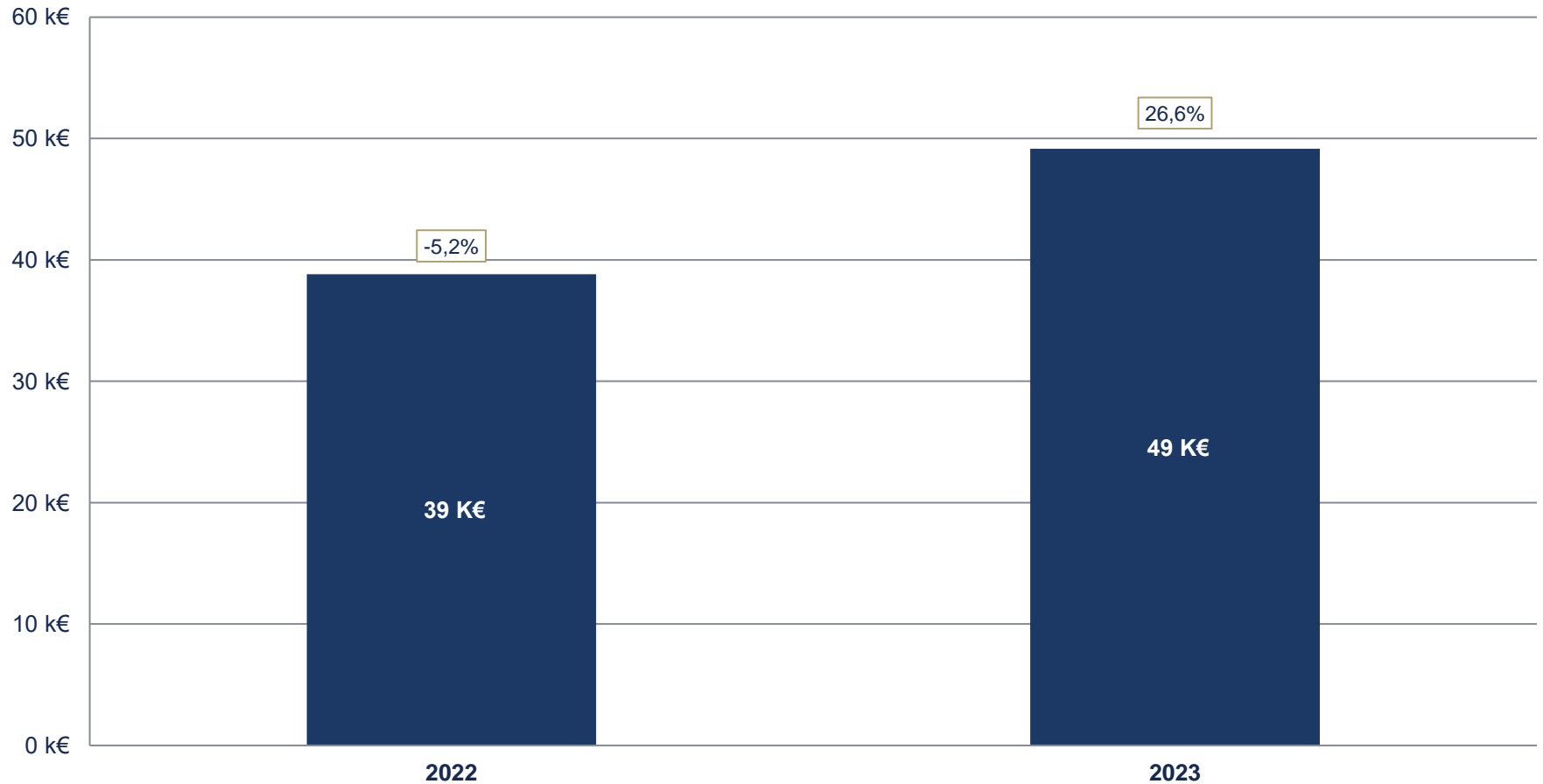
### Evolution de la dotation forfaitaire 2023



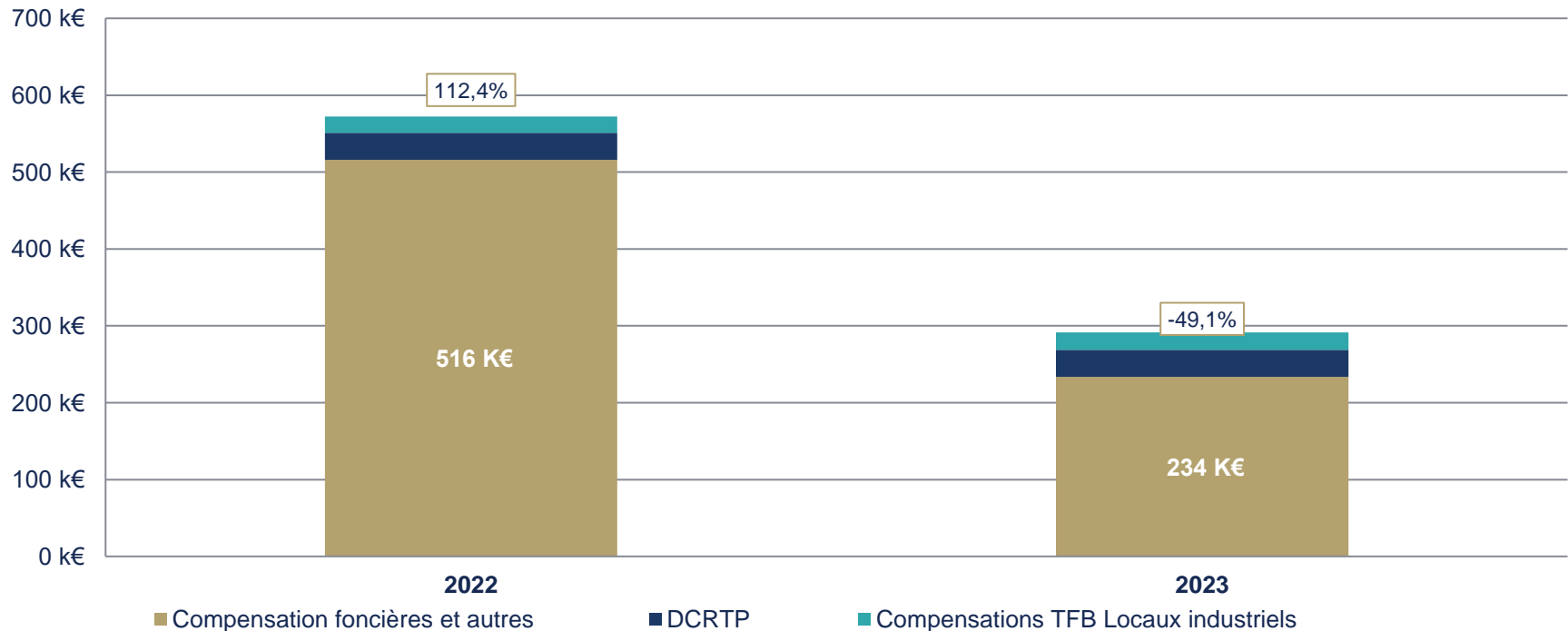
Pour information : La **dotation forfaitaire** ne subit désormais plus la contribution au redressement des finances publiques. Cependant, elle continue de **diminuer chaque année pour les communes dont le potentiel fiscal est supérieur à 85% du potentiel fiscal moyen national**. Toutefois, cette baisse peut être en partie compensée par une éventuelle progression de la dotation liée à la **croissance de la population**. Il est à noter que la population DGF n'en tient compte que 3 ans plus tard du fait des délais du recensement.

Pour **2022**, le montant de la **notification DGCL** a été pris en compte. Pour **2023**, le gouvernement a annoncé (LF 2023) **ne pas écrêter la dotation forfaitaire des communes**.

## Évolution de la DNP



## Évolution des compensations fiscales

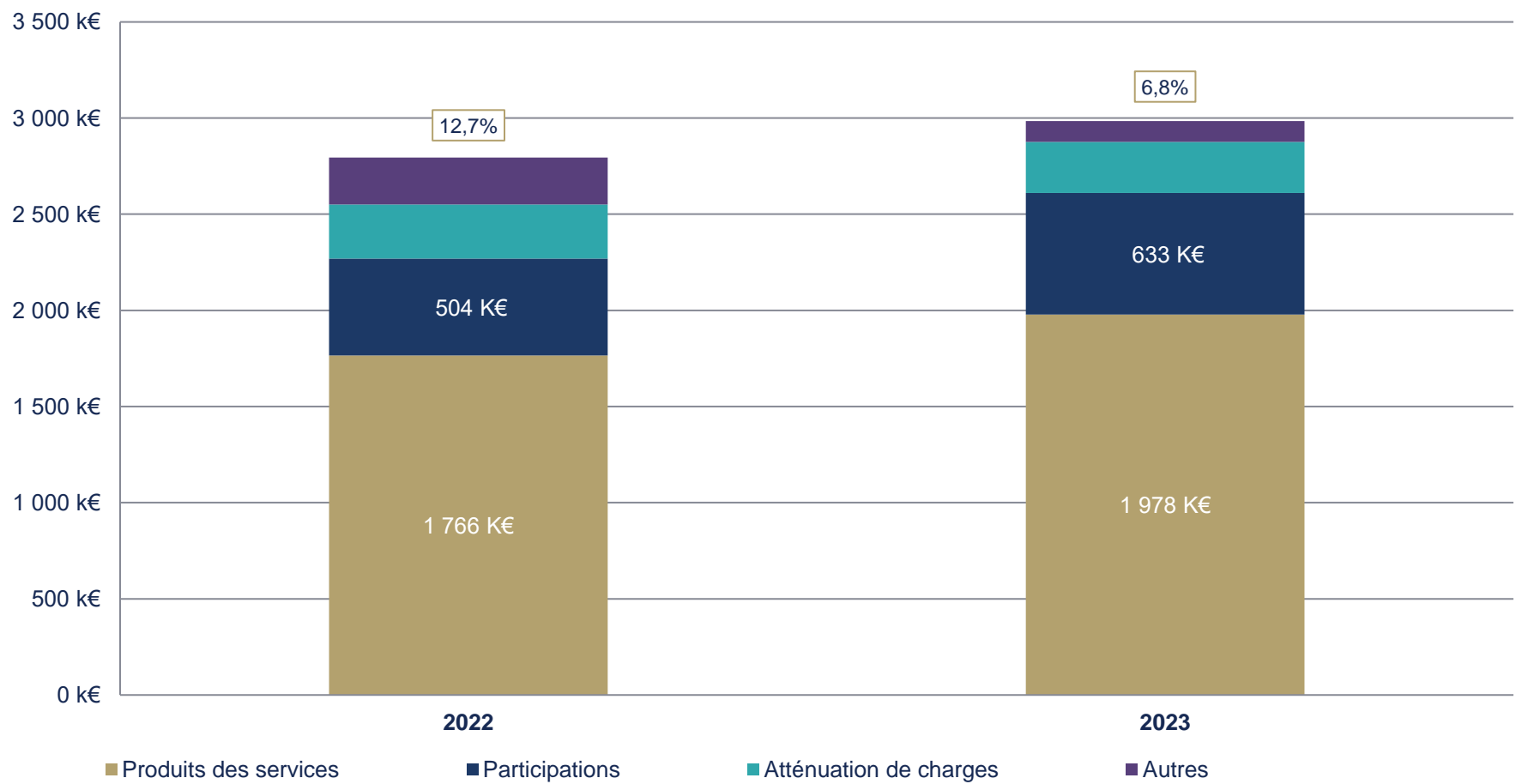


Les compensations fiscales ne sont plus écrêtées par l'Etat depuis la LFI 2019.

En leur sein, les compensations de taxe d'habitation jusqu'alors très dynamiques sont réintégrées dans la taxe foncière via le mécanisme du coefficient correcteur.

A l'inverse, elles comprennent depuis 2021 les compensations liées à la réduction de 50% des bases de taxe foncière des locaux industriels, ainsi que de CFE pour les communes en fiscalité additionnelle.

## Détail et évolution des autres recettes de fonctionnement





## Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2022

**Les charges de personnel** constituent le principal poste de dépenses de la ville. Elles vont subir les effets de décisions prises au niveau national (revalorisation des catégories A et B, rythmes scolaires, revalorisation du point d'indice...) mais également au niveau de la collectivité (départs à la retraite, recrutements, remplacements...).

**Les charges à caractère général** comprennent les contrats conclus par la ville (électricité, eau...), les frais d'entretien des locaux et bâtiments, les achats de fournitures, etc. Leur variation est influencée en partie par l'inflation et le prix des fluides.

**Les charges de gestion courante** correspondent aux subventions et contributions versées par la commune, ainsi qu'aux indemnités des élus.

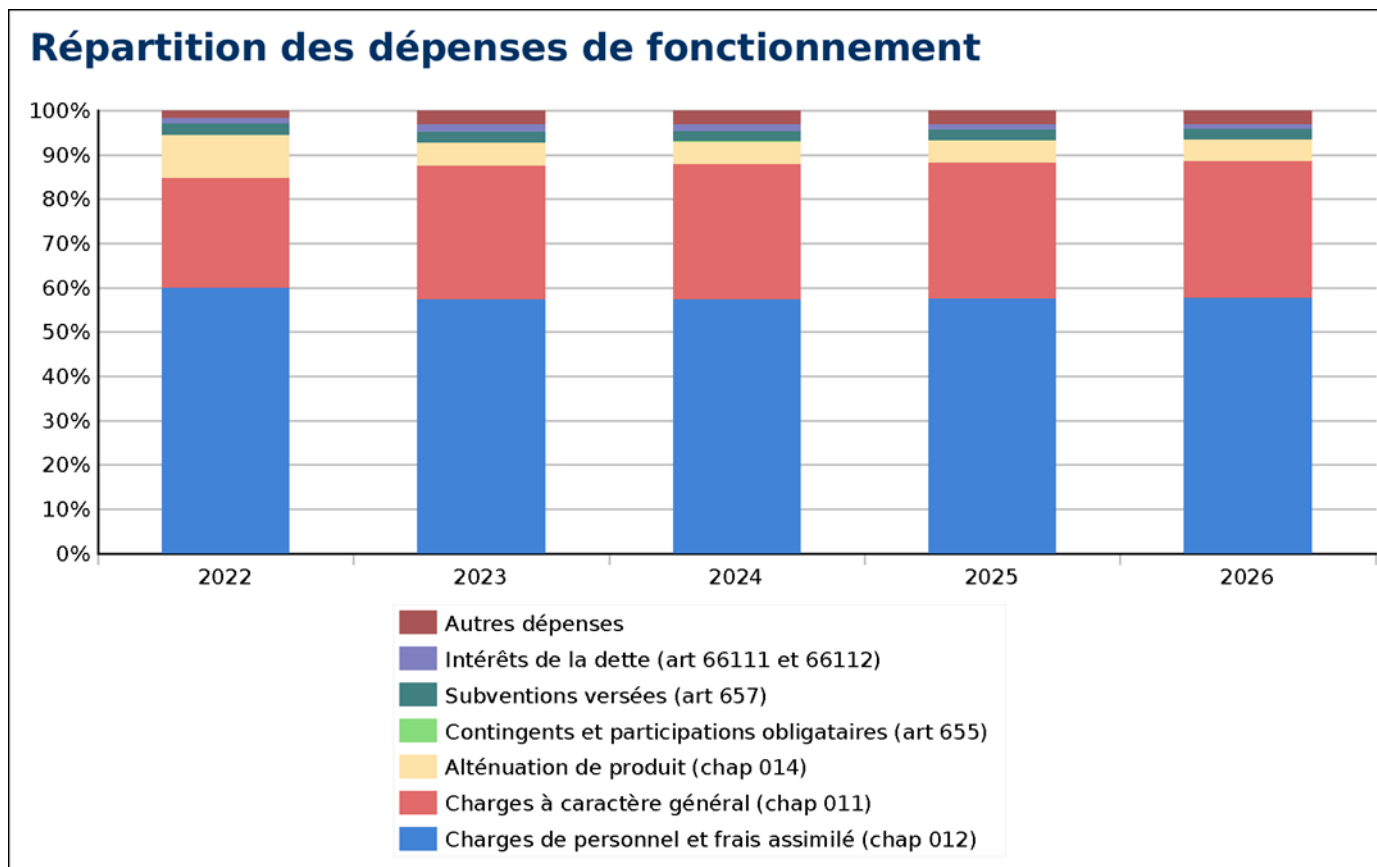
**Les autres charges** correspondent aux charges exceptionnelles, à la contribution au FPIC etc...

**Les charges financières** évolueront en fonction de la politique d'endettement de la collectivité et des variations des taux d'intérêt.

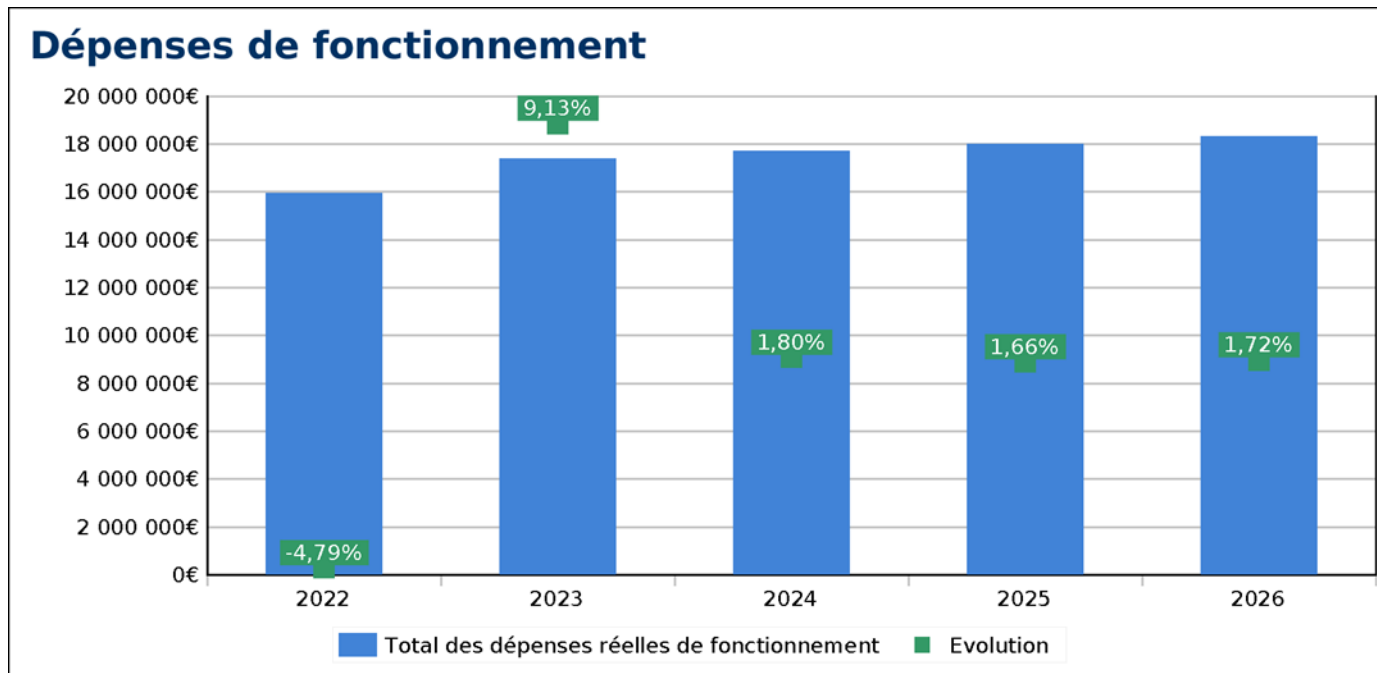
# RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT EN 2022

VILLE D'ANDRÉSY 

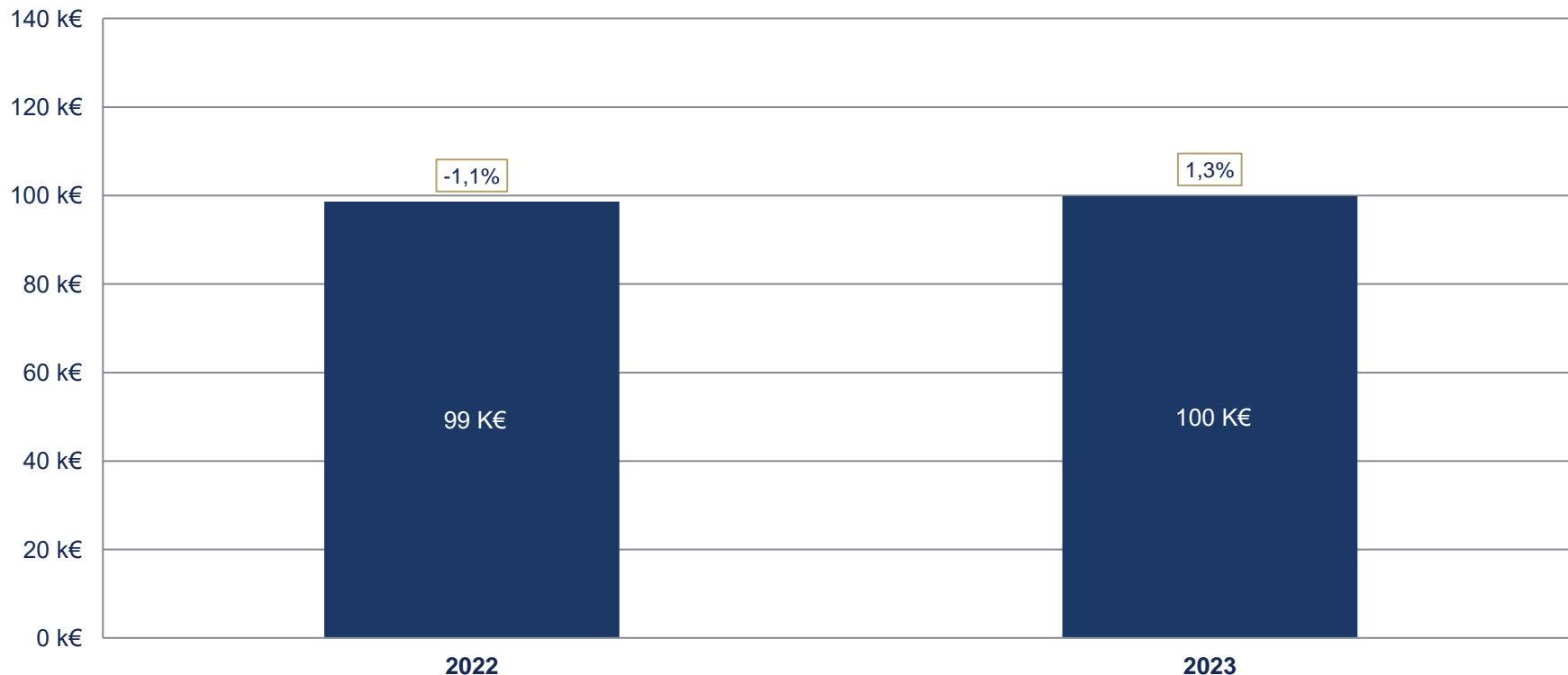
## Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2022



## Structure des dépenses réelles de fonctionnement en 2022

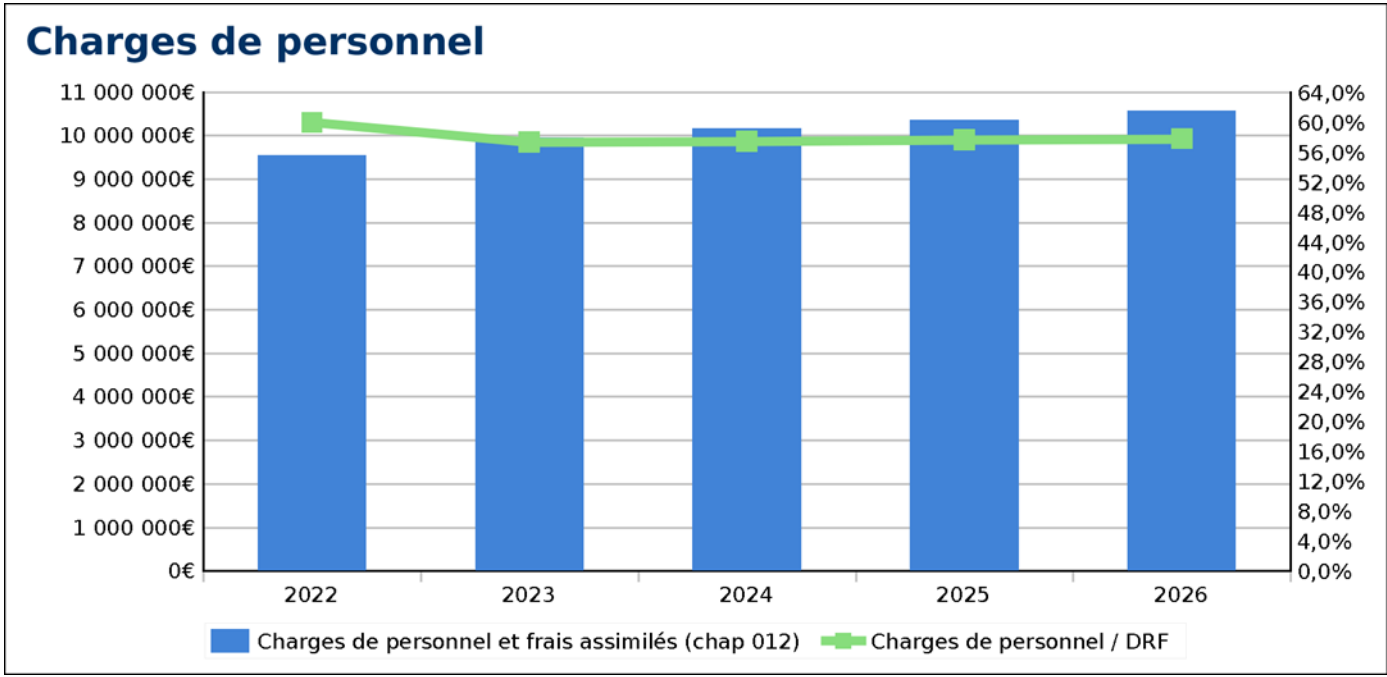


## Évolution et répartition du FPIC



Sont contributeurs au FPIC : les ensembles intercommunaux dont le potentiel financier agrégé par hab. est supérieur à 90% du potentiel par hab. moyen national Tout transfert de compétence susceptible d'augmenter le CIF de l'ensemble intercommunal viendrait réduire la contribution ou limiter son augmentation lors des années suivantes avec deux ans de décalage.

Évolution des charges de personnel



Les dépenses de personnel sont l'un des enjeux majeurs compte tenu de leur importance dans les dépenses totales. Un changement dans les prévisions de cette dépense influencera fortement le résultat de la prospective.

# ÉVOLUTION DES ÉPARGNES BRUTE ET NETTE ET TAUX D'ÉPARGNE BRUTE

|                             | 2022       | 2023       | 2024       | 2025       | 2026       |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement  | 16 809 511 | 19 377 728 | 20 224 654 | 20 553 310 | 20 839 168 |
| Epargne de gestion          | 1 008 453  | 2 261 704  | 2 789 131  | 2 785 076  | 2 730 380  |
| Epargne brute               | 804 686    | 1 987 468  | 2 521 656  | 2 556 438  | 2 533 512  |
| Taux d'épargne brute (en %) | 4,81 %     | 10,26 %    | 12,47 %    | 12,44 %    | 12,16 %    |
| Epargne nette               | -785 131   | 991 998    | 1 520 447  | 1 549 243  | 1 557 734  |

**Epargne de gestion:** Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

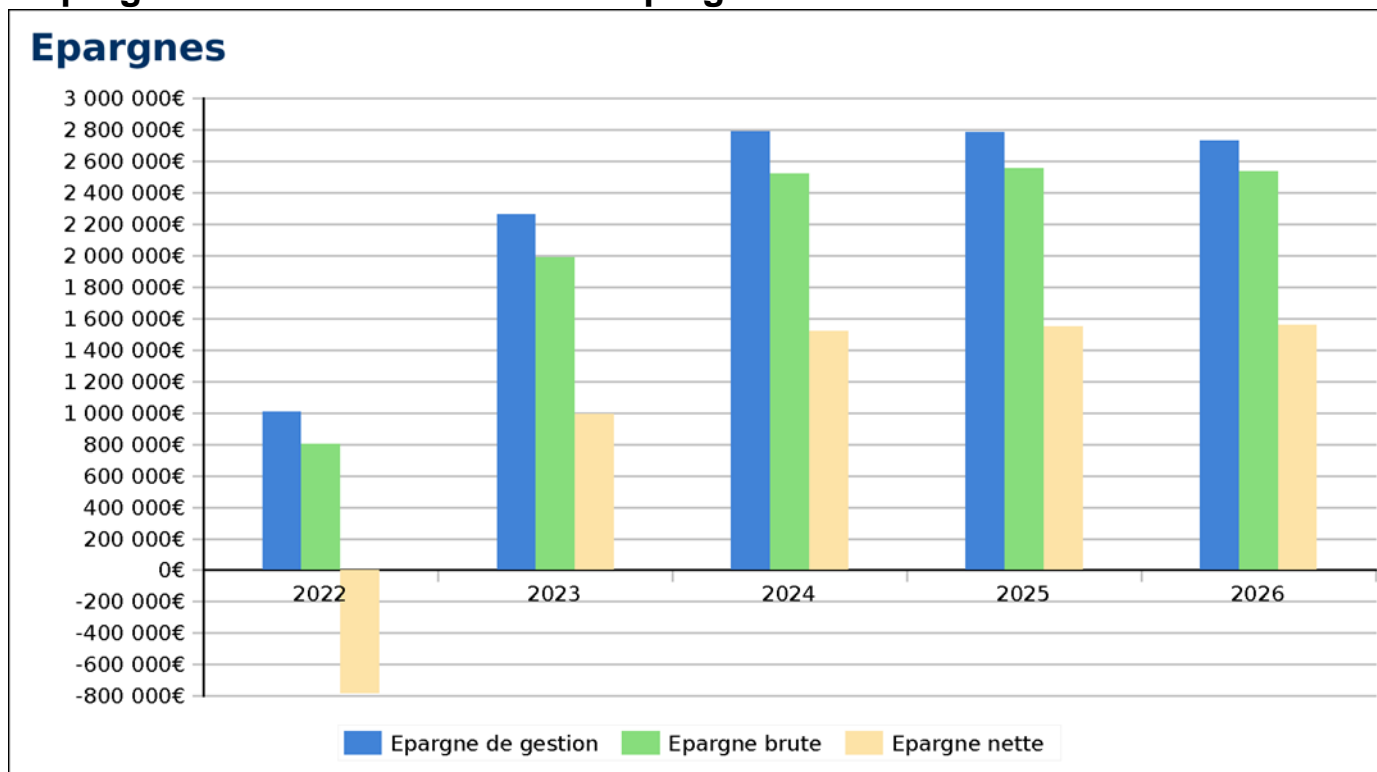
**Epargne brute:** C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement.  
Elle est positive après le remboursement des intérêts de la dette.

**Le taux d'épargne brute** est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute. Il diminue du fait de l'augmentation du remboursement des intérêts

**Epargne nette:** L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.  
Elle reste positive après le remboursement du capital de la dette, ce qui signifie que la collectivité est capable de supporter le poids de la dette,,

# ÉVOLUTION DES ÉPARGNES BRUTE ET NETTE ET TAUX D'ÉPARGNE BRUTE

## Évolution des épargnes brute et nette et taux d'épargne brute

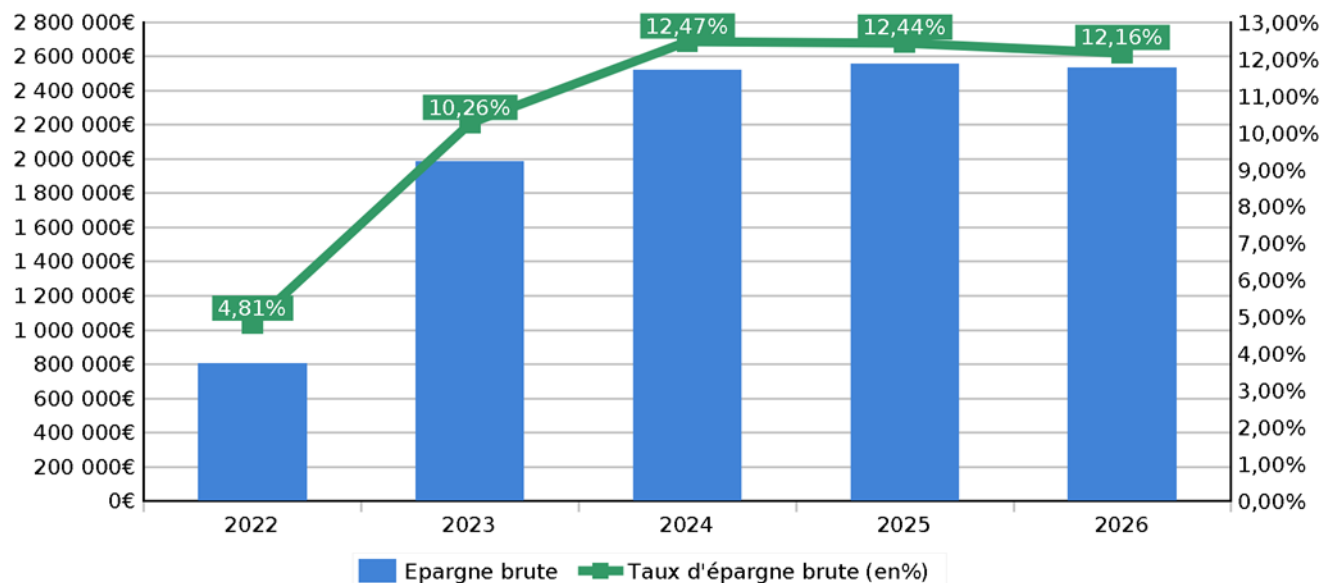


# ÉVOLUTION DES ÉPARGNES BRUTE ET NETTE ET TAUX D'ÉPARGNE BRUTE

VILLE D'ANDRÉSY 

|                             | 2022    | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      |
|-----------------------------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne brute               | 804 686 | 1 987 468 | 2 521 656 | 2 556 438 | 2 533 512 |
| Taux d'épargne brute (en %) | 4,81 %  | 10,26 %   | 12,47 %   | 12,44 %   | 12,16 %   |

## Epargne brute





# ÉVOLUTION DES ÉPARGNES BRUTE ET NETTE

VILLE D'ANDRÉSY 

|                    | 2022      | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      |
|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne de gestion | 1 008 453 | 2 261 704 | 2 789 131 | 2 785 076 | 2 730 380 |
| Epargne brute      | 804 686   | 1 987 468 | 2 521 656 | 2 556 438 | 2 533 512 |
| Epargne nette      | -785 131  | 991 998   | 1 520 447 | 1 549 243 | 1 557 734 |

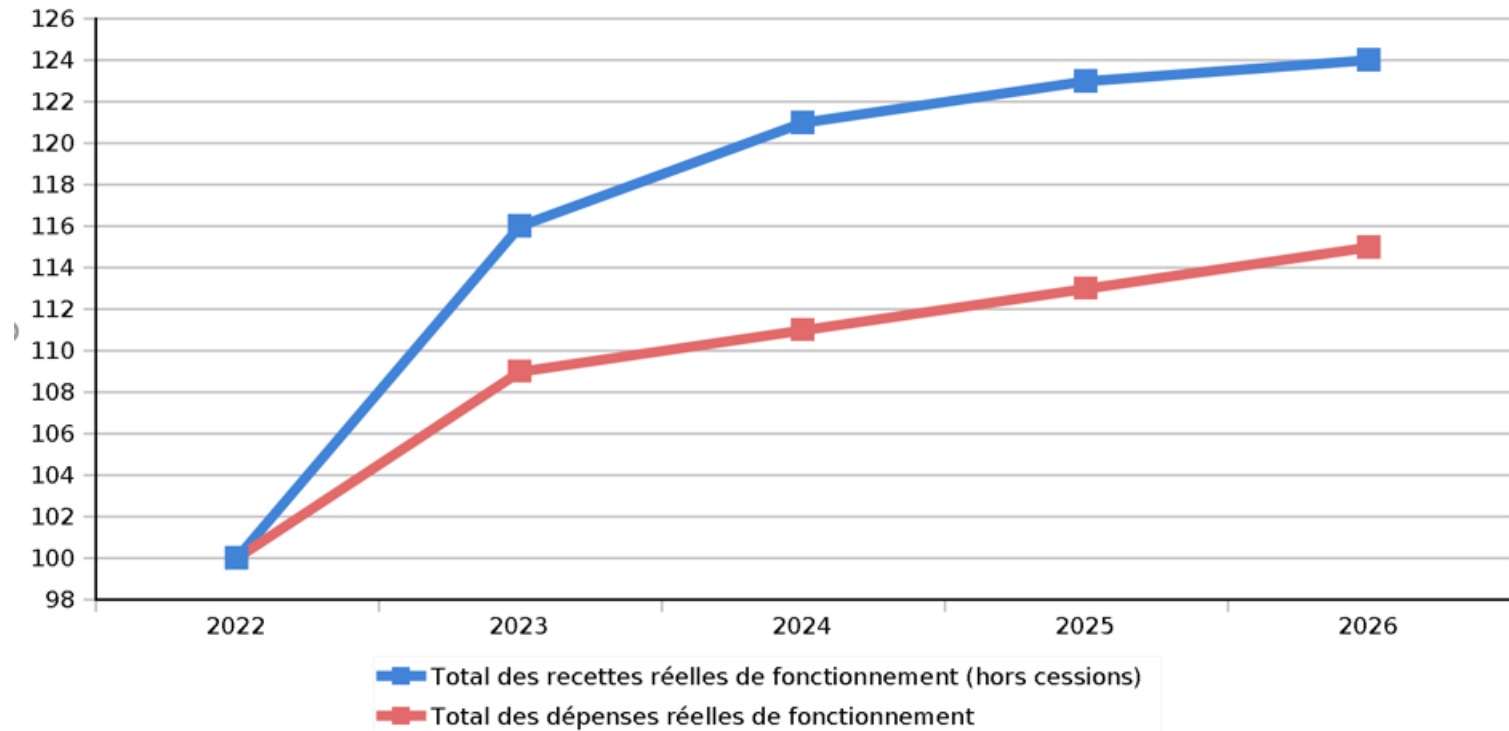
|   | 2022       | 2023       | 2024       | 2025       | 2026       |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| Recettes de fonctionnement<br>(hors cessions) | 16 739 771 | 19 377 728 | 20 224 654 | 20 553 310 | 20 839 168 |
| <i>Evolution n-1</i>                          | -7,12 %    | 15,76 %    | 4,37 %     | 1,63 %     | 1,39 %     |
| Dépenses de fonctionnement                    | 15 935 085 | 17 390 261 | 17 702 998 | 17 996 871 | 18 305 656 |
| <i>Evolution n-1</i>                          | -4,79 %    | 9,13 %     | 1,8 %      | 1,66 %     | 1,72 %     |

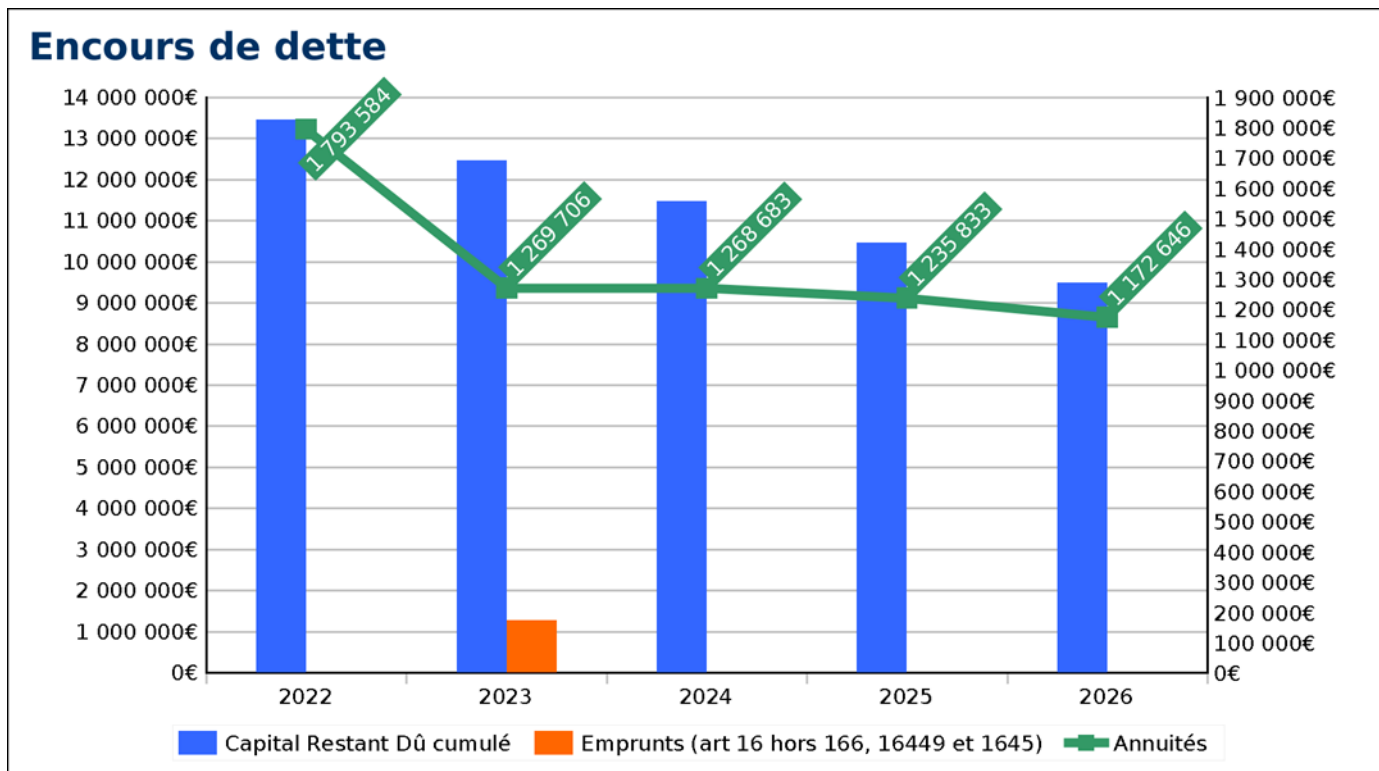
|   | 2022       | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      |
|---|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Fonds de roulement en début<br>d'exercice | 1 997 080  | -663 269  | 445 836   | 1 616 283 | 2 815 526 |
| Résultat de l'exercice                    | -2 660 350 | 1 109 105 | 1 170 447 | 1 199 243 | 1 207 734 |
| Fonds de roulement en fin<br>d'exercice   | -663 269   | 445 836   | 1 616 283 | 2 815 526 | 4 023 260 |

# EFFET DE CISEAU

## EVOLUTION DES DÉPENSES ET RECETTES

VILLE D'ANDRÉSY 





L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

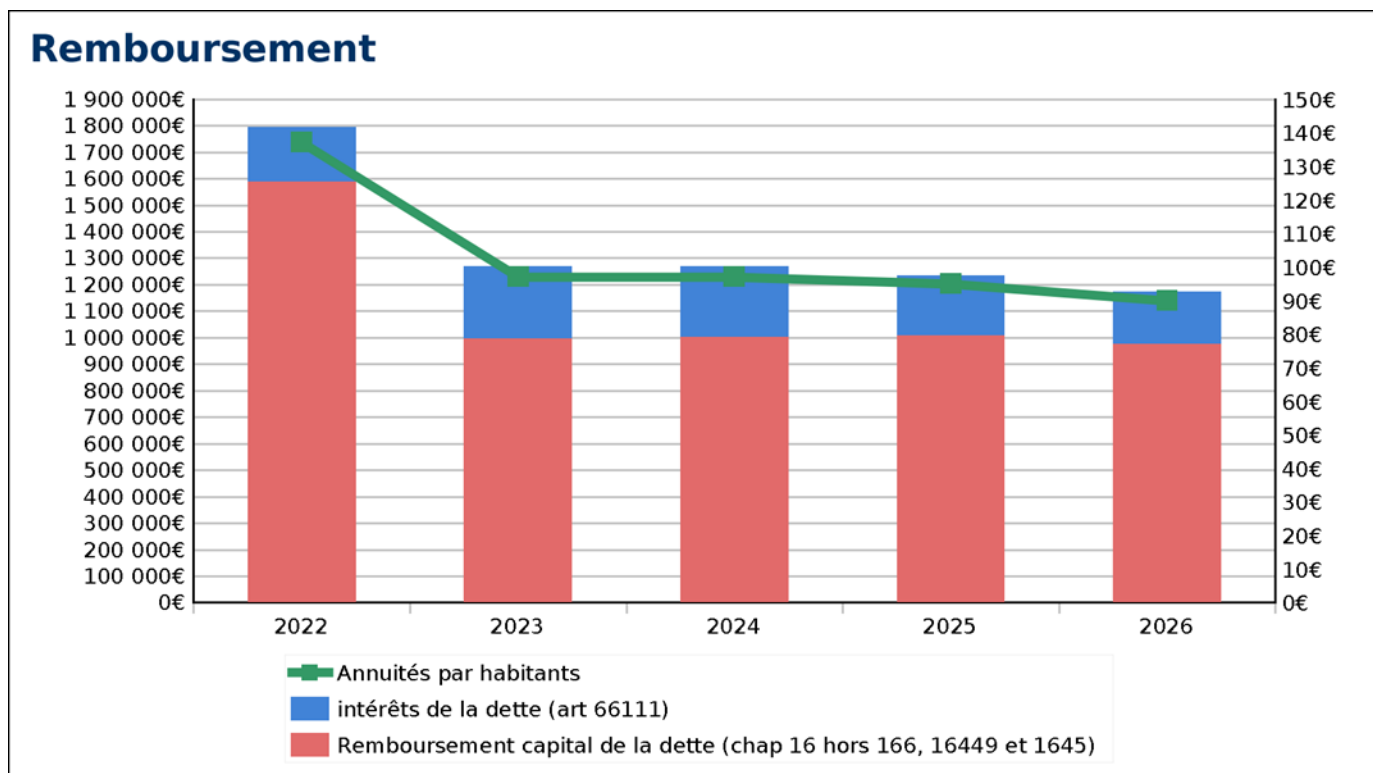
|                             | 2022      | 2023      | 2024      | 2025      | 2026      |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Annuités                    | 1 793 584 | 1 269 706 | 1 268 683 | 1 235 833 | 1 172 646 |
| <i>Evolution n-1 (en %)</i> | 65,68 %   | -29,21 %  | -0,08 %   | -2,59 %   | -5,11 %   |
| Capital en euro             | 1 589 817 | 995 470   | 1 001 209 | 1 007 195 | 975 779   |
| Intérêts en euro            | 203 767   | 274 237   | 267 475   | 228 637   | 196 867   |

**Epargne de gestion:** Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations

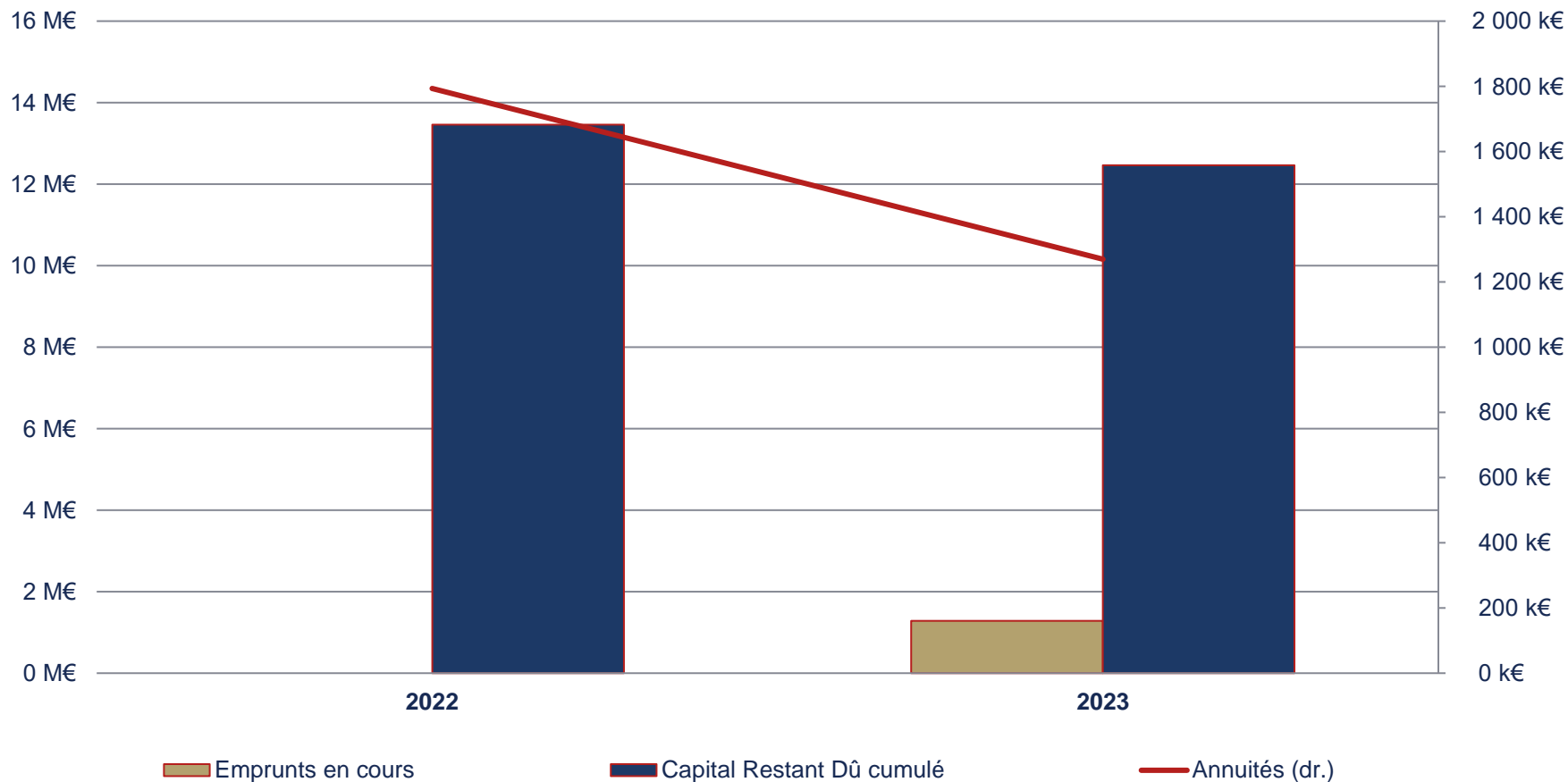
La comparaison de l'évolution des courbes de recettes et de dépenses de fonctionnement alerte sur la dégradation de l'épargne et sur les risques de l'effet ciseau

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

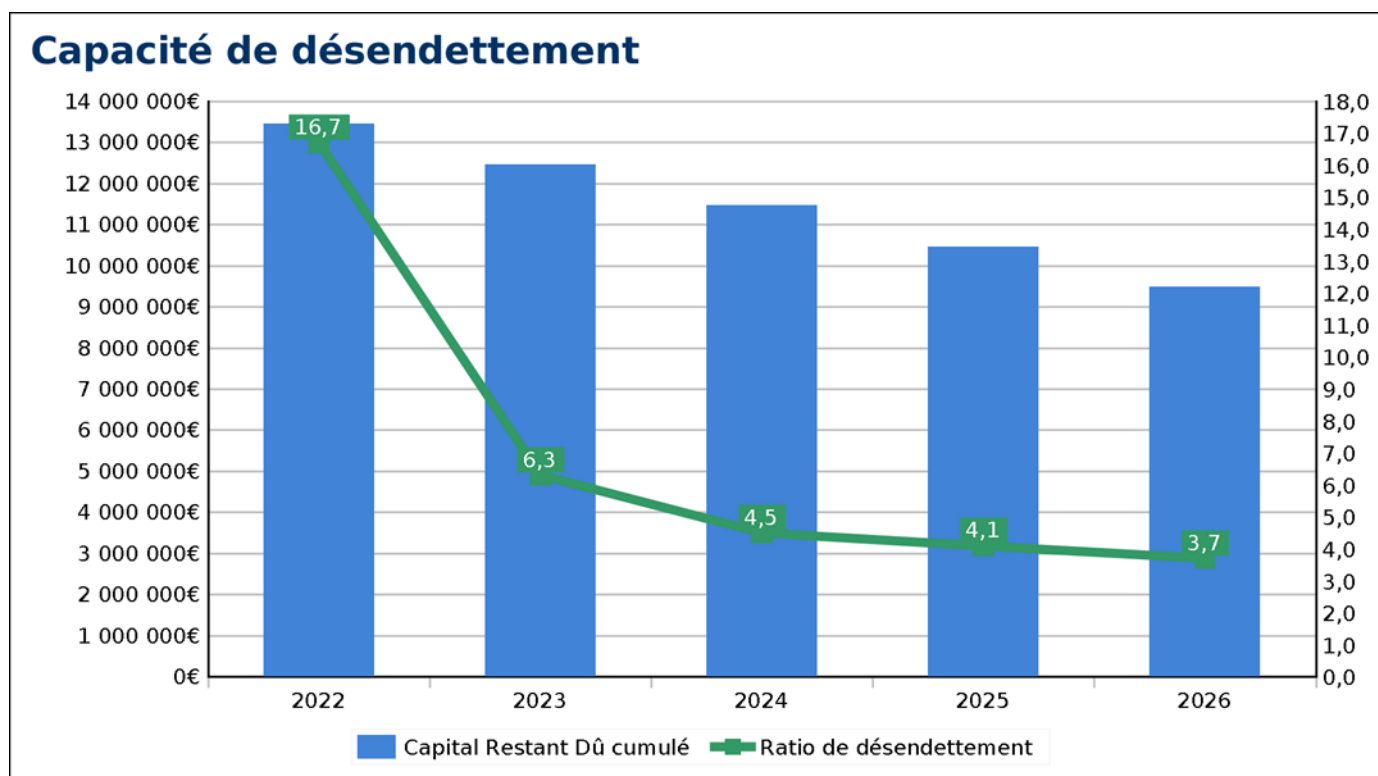
L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.



## Évolution de l'encours de dette et du recours à l'emprunt

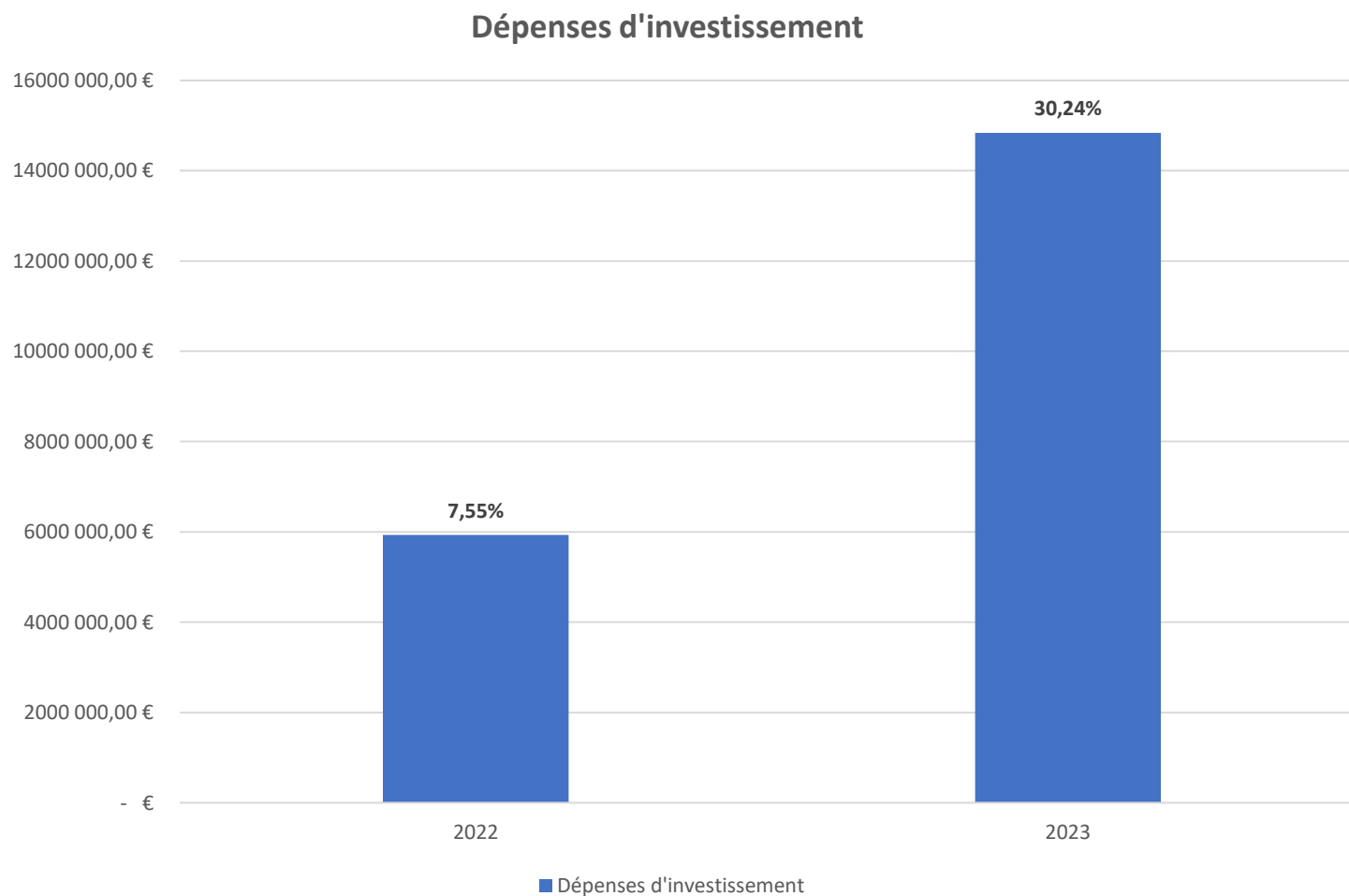


Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours,





| Années | Dépenses d'investissement | Remboursement du capital<br>de la dette | Part en % du<br>remboursement du capital<br>de la dette |
|--------|---------------------------|---|---|
| 2022   | 5 930 750                 | 1 589 817                               | 30,24 %   |
| 2023   | 14 838 149                | 995 470                                 | 7,55 %  |



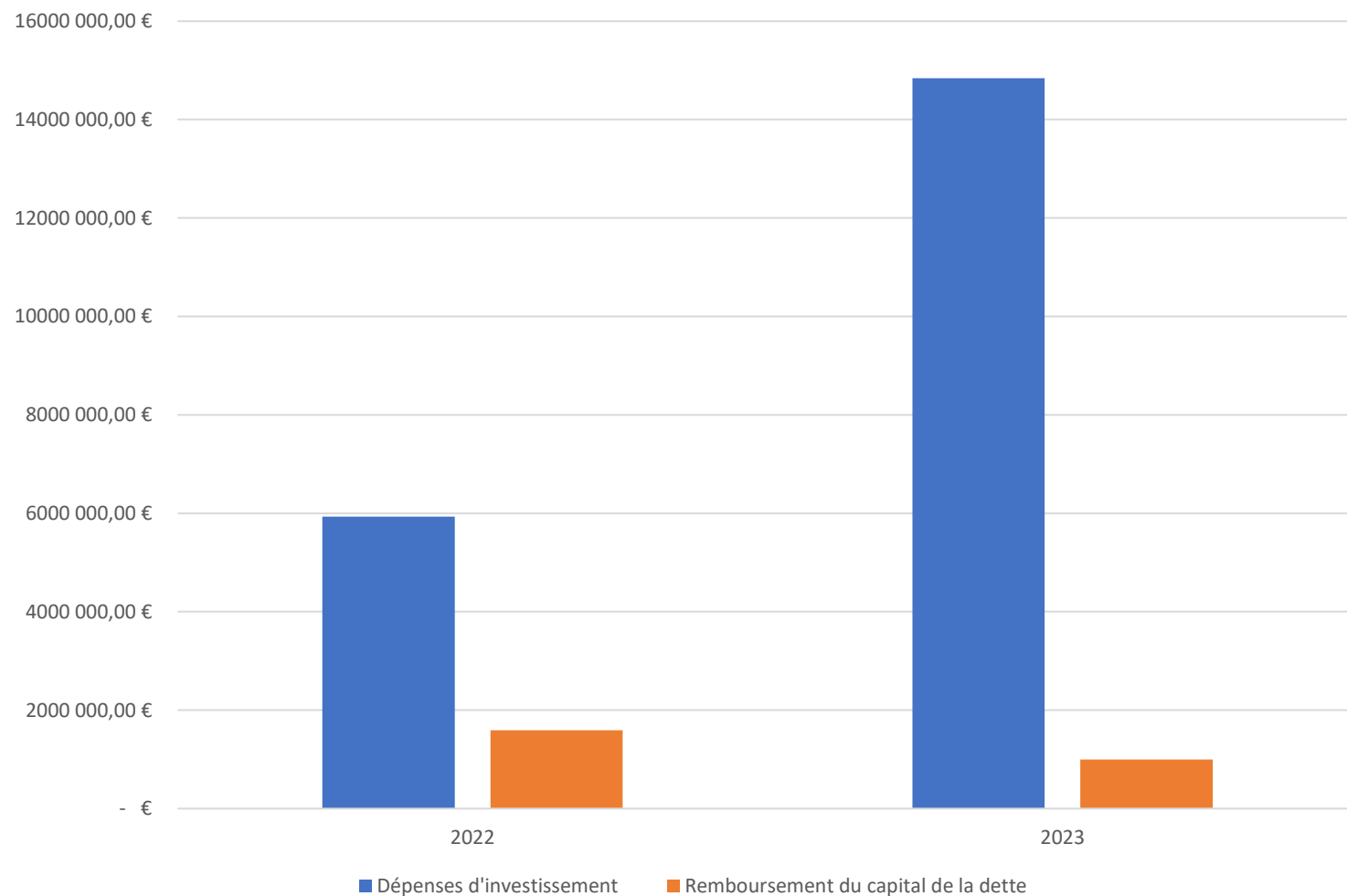
# LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT RÉALISÉES EN 2022

VILLE D'ANDRÉSY 

| Nature | Nature (Libellé)                                | Montant             |
|--------|---|---------------------|
| 2031   | FRAIS D'ETUDES                                  | 49 936,8            |
| 2046   | ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT   | 323 087,28          |
| 2051   | CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES                | 9 081               |
| 2111   | TERRAINS NUS                                    | 530,22              |
| 2128   | AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS  | 34 208,09           |
| 2135   |   | 148 939,48          |
| 21311  | HOTEL DE VILLE                                  | 29 616              |
| 21312  | BATIMENTS SCOLAIRES                             | 57 459,36           |
| 21316  | EQUIPEMENT CIMETIERE                            | 21 168,35           |
| 21318  | AUTRES BATIMENTS PUBLICS                        | 291 116,95          |
| 2151   | RESEAUX DE VOIRIE                               | 9 999,60            |
| 21531  | RESEAUX D'ADDUCTION D'EAU                       | 32 940,00           |
| 21538  | AUTRES RESEAUX                                  | 91 680,91           |
| 2158   | AUTRES MATERIELS                                | 38 532,91           |
| 2182   | MATERIEL DE TRANSPORT                           | 90 146,21           |
| 2183   | MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE              | 189 753,34          |
| 2184   | MOBILIER  | 14 425,45           |
| 2188   | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES              | 466 517,68          |
| 2313   | CONSTRUCTIONS                                   | 1 703 602,66        |
| 2315   | INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | 67 377,6            |
|        |   | <b>3 667 119,89</b> |

# LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE DANS LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

VILLE D'ANDRÉSY 



# LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVUES EN 2023

VILLE D'ANDRÉSY 

## Les dépenses prévues en 2023

|  |            |
|--|------------|
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES             | 200,00 €   |
| STERILISATEUR A COUTEAUX                       | 210,00 €   |
| DOUCHETTE MONO TRO AVEC ROBINET COL CYGNE      | 272,40 €   |
| MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE             | 700,00 €   |
| MATERIEL RAM                                   | 1 000,00 € |
| DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS                 | 1 000,00 € |
| MATERIEL ENTRETIEN MENAGER                     | 1 150,00 € |
| Gilet Pare balle + Gilet tactique              | 1 200,00 € |
| INSTALLATION LUMIERE DS LE HALL D'ACCUEIL      | 1 200,00 € |
| AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES             | 1 450,00 € |
| MACHINE A LAVER ET SECHE LINGE                 | 1 500,00 € |
| Materiel cyber'info + jeunesse                 | 1 500,00 € |
| Bain marie                                     | 1 614,00 € |
| CHANGEMT EXTINCTEURS                           | 1 800,00 € |
| ARMOIRE FROIDE POSITIVE                        | 1 800,00 € |
| ARMOIRE DE RANGEMENT 100 MM                    | 1 822,20 € |
| ECHAFAUDAGE                                    | 2 000,00 € |
| ACHAT STRUCTURE BANC ET TABLE PR 10/12 ENFANTS | 2 000,00 € |

# LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVUES EN 2023

VILLE D'ANDRÉSY 

## Les dépenses prévues en 2023

|   |            |
|---|------------|
| ADOUCISSEUR LES MAROTTES  | 2 112,00 € |
| MOBILIER BIBLIOTHEQUE   | 2 200,00 € |
| RADAR TRUSPEED  | 2 410,00 € |
| MATERIEL DIVERS   | 2 430,00 € |
| PANNEAUX AFFICHAGE ST (X3) (PETITES VITRINES A SERRURES)          | 2 500,00 € |
| PC DIRECTRICE MATERNELLE  | 2 500,00 € |
| TELEPHONE DIRECTRICE ECOLE (URGENCE ST EXUPERY)                   | 2 500,00 € |
| MACHINE A LAYER MULTI ACCUEIL                                     | 2 500,00 € |
| CREATION VIDANGE FOUR A VAPEUR                                    | 2 800,00 € |
| INTERFACE CIRIL EAP (RH)  | 3 000,00 € |
| FLY CASE PR RANGEMENT MATERIEL, ROLL SQUAT 4 ROUES PR DEPLACEMENT | 3 000,00 € |
| SIGNALITIQUE PARCS ET JARDINS PUBLICS                             | 3 000,00 € |
| MATERNELLE: REFECTION GOUTTIERES                                  | 3 000,00 € |
| REPLACEMENT CABANE JARDIN   | 3 000,00 € |
| CONGELATEUR 300L DENOUVEAU  | 3 350,40 € |
| VOLET ROULANT ST DERRIERE ACCUEIL                                 | 3 800,00 € |
| CHANGEMENT FENETRES SUITE SINISTRE (ASSURANCES)                   | 4 000,00 € |

# LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVUES EN 2023

VILLE D'ANDRÉSY 

|  |            |
|--|------------|
| MATERIEL DIVERS ACCUEILS PERI-SCOLAIRES & ALSH               | 4 000,00 € |
| MATERIEL POUR MARCHÉ - ECONOMIE LOCALE                       | 4 000,00 € |
| MATERIEL SPORTS & EQUIPEMENTS (ASPI PERC POT BOXE)           | 4 103,00 € |
| PAVILLONS, DRAPEAUX  | 4 164,00 € |
| ADAP-CL & DE L'AMITIE LEPIC-PORTE D'ENTREE                   | 4 380,00 € |
| ALARME ANTI-INTRUSION EE LE PARC COTE COUR                   | 4 500,00 € |
| ADAP 2017/2019-SOLDES  | 5 000,00 € |
| APPAREILS ELECTRO-PORTATIFS, OUTILLAGES                      | 5 000,00 € |
| PTI (DISPOSITIF PR TRAVAILLEURS ISOLES)                      | 5 000,00 € |
| CMJ PROJETS DIVERS   | 5 000,00 € |
| INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.           | 5 000,00 € |
| TABLES POLYETHYLENE (X30), CHARIOTS PR TRANSPORT TABLES (X3) | 5 366,00 € |
| CHARIOT CHAUFFANT  | 5 596,80 € |
| 5 PC PROFS (PC+ECRAN)  | 6 000,00 € |
| MISE EN PLACE D'UNE EXTRACTION                               | 6 000,00 € |
| VMC RESTAURATION MAROTTES                                    | 6 000,00 € |
| MOE PAYSAGERE, PLANTATIONS                                   | 6 000,00 € |
| ABRIS FESTIFS (X2), RIDEAUX, GOUTTIERES, POIDS DE LESTAGE    | 6 399,00 € |

# LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVUES EN 2023

VILLE D'ANDRÉSY 

|   |             |
|---|-------------|
| KIT FONTAINE  | 6 500,00 €  |
| ADAP-FIN DE LA MOE  | 6 700,00 €  |
| SWITCH, REMPLACEMENT MATERIEL ECRAN, STATION, DISQUE DUR      | 7 000,00 €  |
| VITRINES PR PARCS (AFFICHAGE REGLEMENTS)                      | 7 000,00 €  |
| MATERIEL SERVICE SCOLAIRE                                     | 8 000,00 €  |
| PC ECOLE 1ER TNI  | 8 000,00 €  |
| MATER.:CREATION TOILETTE ADULTE (REAMENAGEMENT TOILETTES PMR) | 8 000,00 €  |
| REMISE EN ETAT ESCALIER                                       | 8 000,00 €  |
| ETUDE SUITE A FUITE D'EAU                                     | 8 000,00 €  |
| MISE A JOUR DTA (SUITE)                                       | 10 000,00 € |
| PCS:GILETS, BOUEES, CUISSARDES, MATERIEL...                   | 10 000,00 € |
| ACHAT LOGICIEL, PASSAGE A GECIME 4                            | 10 000,00 € |
| ONDULEURS   | 10 000,00 € |
| TELEPHONES (25 AGENTS + 5 DIRECTEURS)                         | 10 000,00 € |
| REMISE A LA COTE DU REGARD                                    | 10 000,00 € |
| ETUDE STRUCTURE CHALET DENOUVAL                               | 10 000,00 € |
| ETUDE SYSTEME RECUPERATION EAUX DIAGANA                       | 10 000,00 € |
| ETUDE ARROSAGE INTELLIGENT                                    | 10 000,00 € |



# LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVUES EN 2023

VILLE D'ANDRÉSY 

|   |             |
|---|-------------|
| ETUDE AMENAGEMENT SISLEY                                    | 10 000,00 € |
| REAMENAGEMENT RD-POINTS 1 ENTREE DE VILLE                   | 10 000,00 € |
| CLOTURE SQUARE PEYRE, COTE BD                               | 10 000,00 € |
| MISE EN SECURITE ALLEES TREK'ILE, PATELAGE ET CIRCULATION   | 10 000,00 € |
| REFECTION TOIT TERRASSE                                     | 10 200,00 € |
| MOBILIER SERVICE SCOLAIRE                                   | 12 000,00 € |
| 6 DEFIBRILATEURS  | 12 000,00 € |
| MOBILIER ECOLE MUSIQUE & DANSE                              | 13 000,00 € |
| COMPLEMENT PLATEAUX DE SERVICE SELF                         | 13 800,00 € |
| STORES PR SERVICE SCOLAIRE ET CCAS                          | 14 000,00 € |
| PLANTATION ARBRES A DIAGANA                                 | 14 056,00 € |
| MATERIEL DIVERS INVESTISSEMENTS                             | 15 000,00 € |
| ACHAT ARCEAUX VELOS DS 2 OU 3 ECOLES PR TRAJET ECOLE-MAISON | 15 000,00 € |
| BORNE WIFI ECOLES ET EMD                                    | 15 000,00 € |
| EGLISE-BE PR MESURES CONSERVATOIRES                         | 15 000,00 € |
| ETUDE TECHNIQUE ESPACES EXTERIEURS                          | 15 000,00 € |
| MATERIELS DIVERS CONSEILS DE QUARTIER                       | 15 000,00 € |
| ETUDES FAISABILITE DIVERS                                   | 15 000,00 € |

# LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVUES EN 2023

VILLE D'ANDRÉSY 

|  |             |
|--|-------------|
| CREATION MASSIFS VIVACES SUR ENSEMBLE DE LA VILLE    | 15 000,00 € |
| PATCH SCENE, MICRO, SONO PORTABLE, MATERIEL LUMIERE  | 15 287,00 € |
| MATERIEL DE TRANSPORT                                | 16 000,00 € |
| SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT-ETAT                        | 17 600,00 € |
| REPLACEMENT CANALISATIONS 4 GROUPES SCOLAIRES        | 18 000,00 € |
| REPRISES DE CONCESSIONS ET CREATION CAVURNES         | 20 000,00 € |
| MISE EN SECURITE DES ENTOURAGES D'ARBRES             | 20 000,00 € |
| AP/CP DENOUVAL                                       | 20 000,00 € |
| 2 MOTEURS PR TRIBUNES J.GREEN                        | 20 000,00 € |
| DOUBLE PORTE BOIS DS LA COUR AVEC BARRE ANTI-PANIQUE | 20 000,00 € |
| INVENTAIRE PATRIMOINE ARBORE (SUITE)                 | 20 000,00 € |
| MISE AUX NORMES ELECTRICITE HDV                      | 25 000,00 € |
| MISE AUX NORMES ELECTRICITE J.GREEN                  | 25 000,00 € |
| SYST ACCROCHE SIEGES J.GREEN                         | 25 000,00 € |
| ETUDES-REPRISE TOITURE EN INTEGRALITE                | 25 000,00 € |
| REPLACEMENT PORTAIL                                  | 28 000,00 € |
| AUDIT ELECTRIQUE DES BATIMENTS+ESPACE J.GREEN        | 30 000,00 € |
| ETUDES HALLE ET ST EXUPERY                           | 30 000,00 € |

# LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVUES EN 2023

VILLE D'ANDRÉSY 

|  |              |
|--|--------------|
| REFECTION ASPECTS SECURITE TOUTES ECOLES (BATIMENTS)         | 30 000,00 €  |
| POSE STORES DANS LES CLASSES                                 | 30 000,00 €  |
| ETUDES PROJET EXTENSION GS DENOUVAL                          | 30 000,00 €  |
| EGLISE-MESURES CONSERVATOIRES                                | 30 000,00 €  |
| MOE EXTERIEUR GS FIN D'OISE                                  | 30 000,00 €  |
| ETANCHEITE TOITURE CUISINE+DEMONTAGE/REMONTAGE CTA           | 30 500,00 €  |
| REPLACEMENT PORTAIL COUR+CLOTURE AUTOUR                      | 34 000,00 €  |
| FRAIS D'ETUDES   | 35 000,00 €  |
| ACHAT VEHICULES  | 40 000,00 €  |
| MOE CHALET DENOUVAL  | 40 000,00 €  |
| MAITRISE D'OEUVRE DIVERS                                     | 40 000,00 €  |
| SIERTECC-SENTE DES CYGNES-AVENANT                            | 47 653,00 €  |
| FRAIS D'ETUDES   | 50 000,00 €  |
| MISE EN SECURITE COURS D'ECOLES (GRILLE,GRADINS ST EX,ENROBE | 50 000,00 €  |
| 25 PC AGENTS (2500/PACK COMPLET)                             | 52 500,00 €  |
| CONST. COTE VERTE-REMISE EN SERVICE TOBOGGAN+RETRAIT JEUX    | 55 000,00 €  |
| DIAGANA : RELAMPING DES 2 SALLES SPORTIVES (C1 C2)           | 90 000,00 €  |
| CONSTRUCTIONS - AVANCES FORFAITAIRES                         | 100 000,00 € |

# LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVUES EN 2023

VILLE D'ANDRÉSY 

|  |                       |
|--|-----------------------|
| SURCHARGE FONCIERE 3F RESIDENCES                             | 100 000,00 €          |
| JARDINS COLLECTIFS   | 115 000,00 €          |
| INTEGRATION FRAIS D'ETUDES                                   | 150 000,00 €          |
| TOITURE ECOLE ST EXUPERY                                     | 175 724,00 €          |
| ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT 2022           | 323 087,28 €          |
| TERRAINS NUS-PAIEMENT DIFFERE                                | 775 000,00 €          |
| TERRAINS NUS-TERRAINS NUS-PAIEMENT DIFFERE                   | 840 000,00 €          |
| TERRAINS NUS-TERRAINS NUS-PAIEMENT DIFFERE                   | 949 000,00 €          |
| MINORATION CHARGES FONCIERES                                 | 1 216 000,00 €        |
| TERRAINS NUS-TERRAINS NUS-ENCAISSEMENT-1 377 459,03€ EN 2023 | 1 377 459,03 €        |
| AP/CP LOUISE WEISS   | 2 078 305,00 €        |
| DEFICIT D'INVESTISSEMENT REPORTE                             | - €                   |
| <b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>                         | <b>9 857 401,11 €</b> |

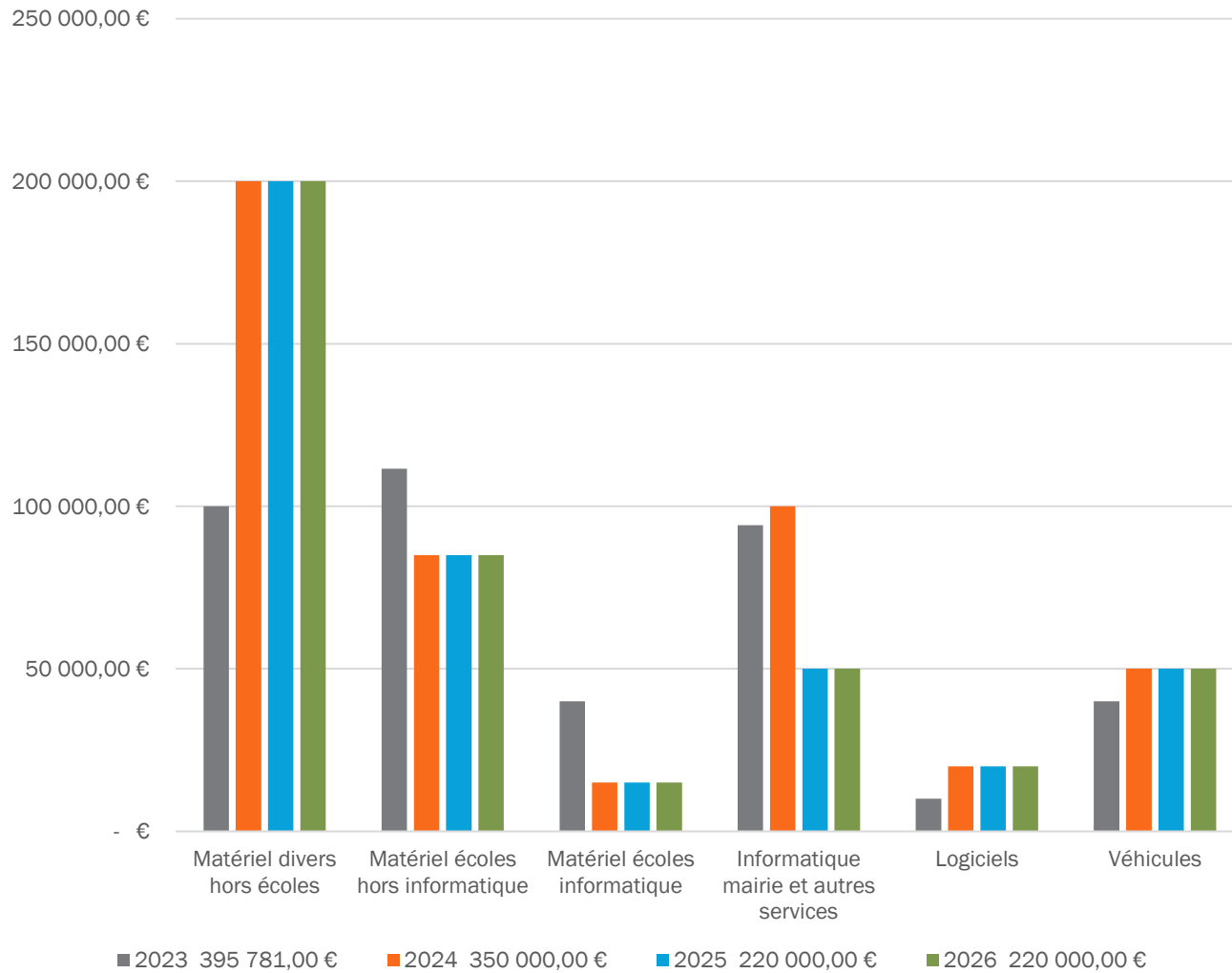
| N° et intitulé de l'AP               | Pour mémoire<br><br>AP votée y compris<br><br>ajustement | Révision de l'exercice N-1 et N | Total cumulé<br><br>(toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement<br><br>antérieurs (réalisations cumulées) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2023 y compris RAR | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice ≥ N+1 |
|--------------------------------------|--|---------------------------------|---|---|---|--|
| 190 –<br>Réhabilitation Louise Weiss | 7 724 610,56 €   | 179 960,85 €                    | 7 904 571,41 €  | 5 376 266,41 €  | 2 078 305,00 €  | 450 000,00 €   |

| N° et intitulé de l'AP |   | Révision de l'exercice<br>N-1 et N | Total cumulé    | Crédits de paiement                      | CP<br>Crédits de Paiement<br>ouverts au titre de<br>l'exercice 2023 | CP<br>Crédits de Paiement<br>ouverts au titre de<br>l'exercice ≥ N+1 |
|------------------------|---|------------------------------------|-----------------|--|---|--|
|                        | AP 2023<br>Autorisation de<br>Programme |                                    | (toutes les     | antérieurs<br>(réalisations<br>cumulées) |   |  |
|                        |   |                                    | délibérations y |  |   |  |
|                        |   |                                    | compris pour N) |  |   |  |
| N° 200 - EGLISE        | 440 000,00 €                            | - €                                | 440 000,00 €    | - €                                      | 10 000,00 €   | 430 000,00 €   |

## PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

| Libellé                                | 2023           | 2024           | 2025           | 2026           |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Attributions de compensation           | 323 087,28 €   |                |                |                |
|  |                |                |                |                |
| Centre sportif Louise Weiss            | 2 078 305,00 € | 450 000,00 €   | - €            | - €            |
|  |                |                |                |                |
| Divers Matériels                       | 395 781,00 €   | 350 000,00 €   | 220 000,00 €   | 220 000,00 €   |
| Matériel divers hors écoles            | 100 000,00 €   | 200 000,00 €   | 200 000,00 €   | 200 000,00 €   |
| Matériel écoles hors informatique      | 111 581,00 €   | 85 000,00 €    | 85 000,00 €    | 85 000,00 €    |
| Matériel écoles informatique           | 40 000,00 €    | 15 000,00 €    | 15 000,00 €    | 15 000,00 €    |
| Informatique mairie et autres services | 94 200,00 €    | 100 000,00 €   | 50 000,00 €    | 50 000,00 €    |
| Logiciels                              | 10 000,00 €    | 20 000,00 €    | 20 000,00 €    | 20 000,00 €    |
| Véhicules                              | 40 000,00 €    | 50 000,00 €    | 50 000,00 €    | 50 000,00 €    |
|  |                |                |                |                |
| Entretien du patrimoine                | 792 630,00 €   | 1 000 000,00 € | 1 000 000,00 € | 1 000 000,00 € |

## DIVERS MATERIELS

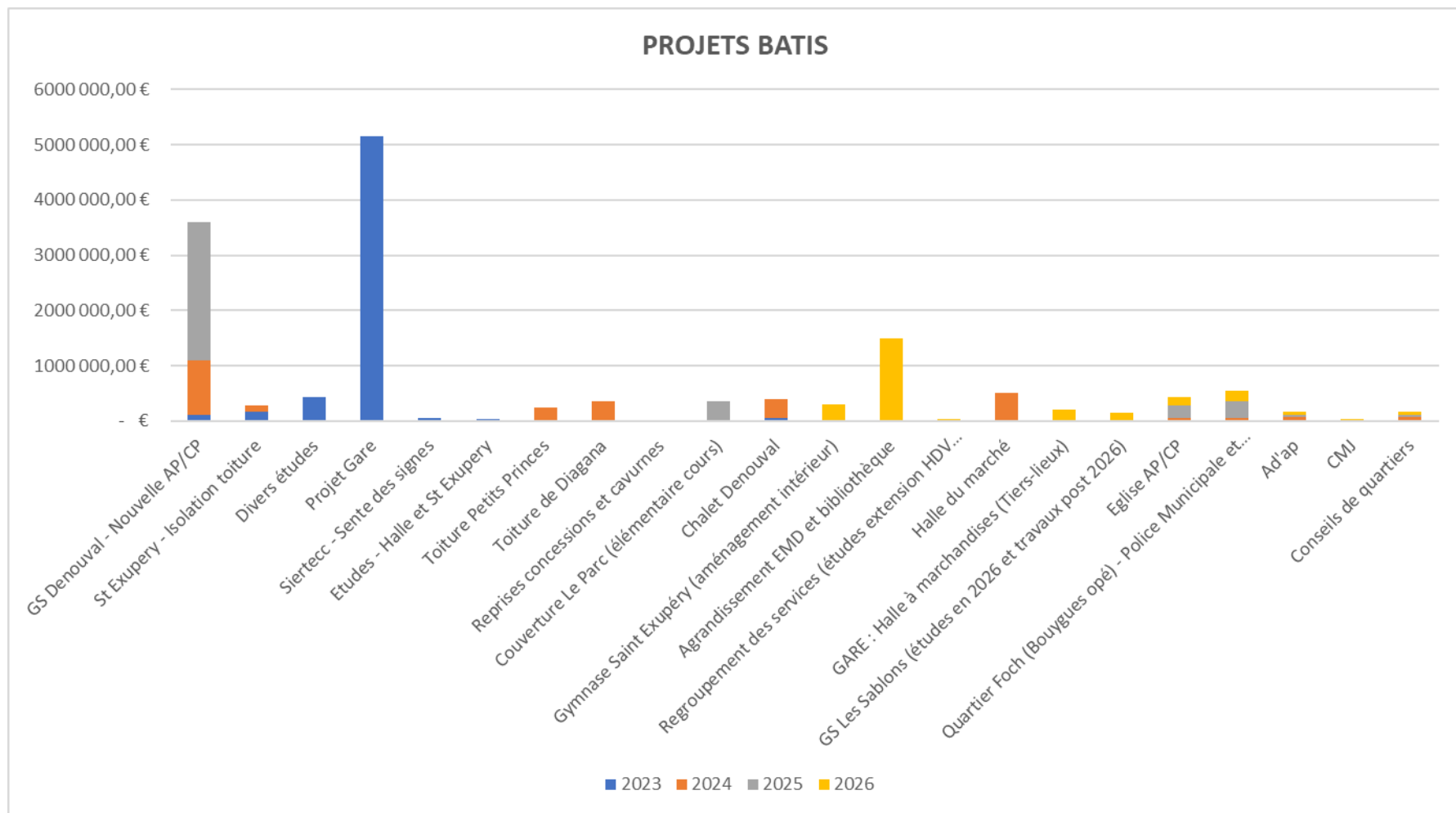




# LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

VILLE D'ANDRÉSY 

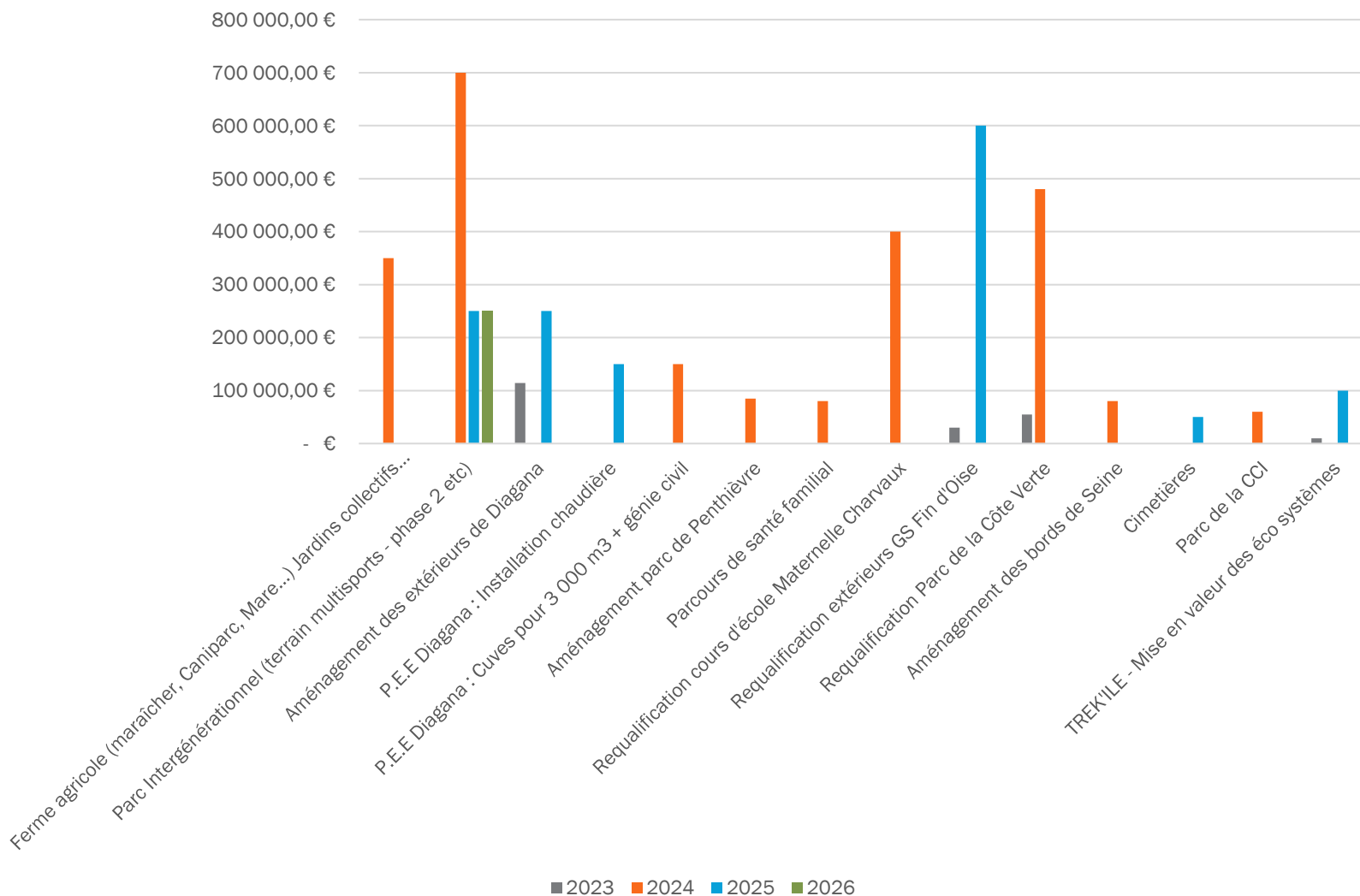
| Projets bâtis  | 2023           | 2024           | 2025           | 2026           |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| GS Denouval - Nouvelle AP/CP   | 103 350,00 €   | 1 000 000,00 € | 2 500 000,00 € |                |
| St Exupery - Isolation toiture   | 175 000,00 €   | 100 000,00 €   |                |                |
| Divers études  | 439 000,00 €   |                |                |                |
| Projet Gare  | 5 157 459,00 € |                |                |                |
| Siertecc - Sente des signes  | 47 652,83 €    |                |                |                |
| Etudes - Halle et St Exupery   | 30 000,00 €    |                |                |                |
| Toiture Petits Princes   |                | 250 000,00 €   |                |                |
| Toiture de Diagana   |                | 350 000,00 €   |                |                |
| Reprises concessions et cavurnes   | 20 000,00 €    |                |                |                |
| Couverture Le Parc (élémentaire cours)   |                |                | 350 000,00 €   |                |
| Chalet Denouval  | 50 000,00 €    | 350 000,00 €   |                |                |
| Gymnase Saint Exupéry (aménagement intérieur)                                    |                |                |                | 300 000,00 €   |
| Agrandissement EMD et bibliothèque   |                |                |                | 1 500 000,00 € |
| Regroupement des services (études extension HDV après 2026)                      |                |                |                | 40 000,00 €    |
| Halle du marché  |                | 500 000,00 €   |                |                |
| GARE : Halle à marchandises (Tiers-lieux)  |                |                |                | 200 000,00 €   |
| GS Les Sablons (études en 2026 et travaux post 2026)                             |                |                |                | 150 000,00 €   |
| Eglise AP/CP   | 10 000,00 €    | 40 000,00 €    | 240 000,00 €   | 150 000,00 €   |
| Quartier Foch (Bouygues opé) - Police Municipale et Maison Assistante Maternelle |                | 50 000,00 €    | 300 000,00 €   | 200 000,00 €   |
| Ad'ap  | 16 080,00 €    | 50 000,00 €    | 50 000,00 €    | 50 000,00 €    |
| CMJ  | 5 000,00 €     | 10 000,00 €    | 10 000,00 €    | 10 000,00 €    |
| Conseils de quartiers  | 15 000,00 €    | 50 000,00 €    | 50 000,00 €    | 50 000,00 €    |



## PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

| Libellé  | 2023                | 2024                  | 2025                  | 2026                |
|--|---------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| <b>Projets Espace Public / Cadre de Vie</b>                                  | <b>209 056,00 €</b> | <b>2 385 000,00 €</b> | <b>1 400 000,00 €</b> | <b>220 000,00 €</b> |
| Ferme agricole (maraîcher, Caniparc, Mare...) Jardins collectifs et Caniparc | - €                 | 350 000,00 €          | - €                   | - €                 |
| Parc Intergénérationnel (terrain multisports - phase 2 etc)                  | - €                 | 700 000,00 €          | 250 000,00 €          | 250 000,00 €        |
| Aménagement des extérieurs de Diagana  | 114 056,00 €        | - €                   | 250 000,00 €          | - €                 |
| P.E.E Diagana : Installation chaudière                                       | - €                 | - €                   | 150 000,00 €          | - €                 |
| P.E.E Diagana : Cuves pour 3 000 m3 + génie civil                            | - €                 | 150 000,00 €          | - €                   | - €                 |
| Aménagement parc de Penthièvre   | - €                 | 85 000,00 €           | - €                   | - €                 |
| Parcours de santé familial   | - €                 | 80 000,00 €           | - €                   | - €                 |
| Requalification cours d'école Maternelle Charvaux                            | - €                 | 400 000,00 €          | - €                   | - €                 |
| Requalification extérieurs GS Fin d'Oise                                     | 30 000,00 €         | - €                   | 600 000,00 €          | - €                 |
| Requalification Parc de la Côte Verte  | 55 000,00 €         | 480 000,00 €          | - €                   | - €                 |
| Aménagement des bords de Seine   | - €                 | 80 000,00 €           | - €                   | - €                 |
| Cimetière  | - €                 | - €                   | 50 000,00 €           | - €                 |
| Parc de la CCI   | - €                 | 60 000,00 €           | - €                   | - €                 |
| TREK'ILE - Mise en valeur des éco systèmes                                   | 10 000,00 €         | - €                   | 100 000,00 €          | - €                 |

## PROJETS ESPACE PUBLIC / CADRE DE VIE

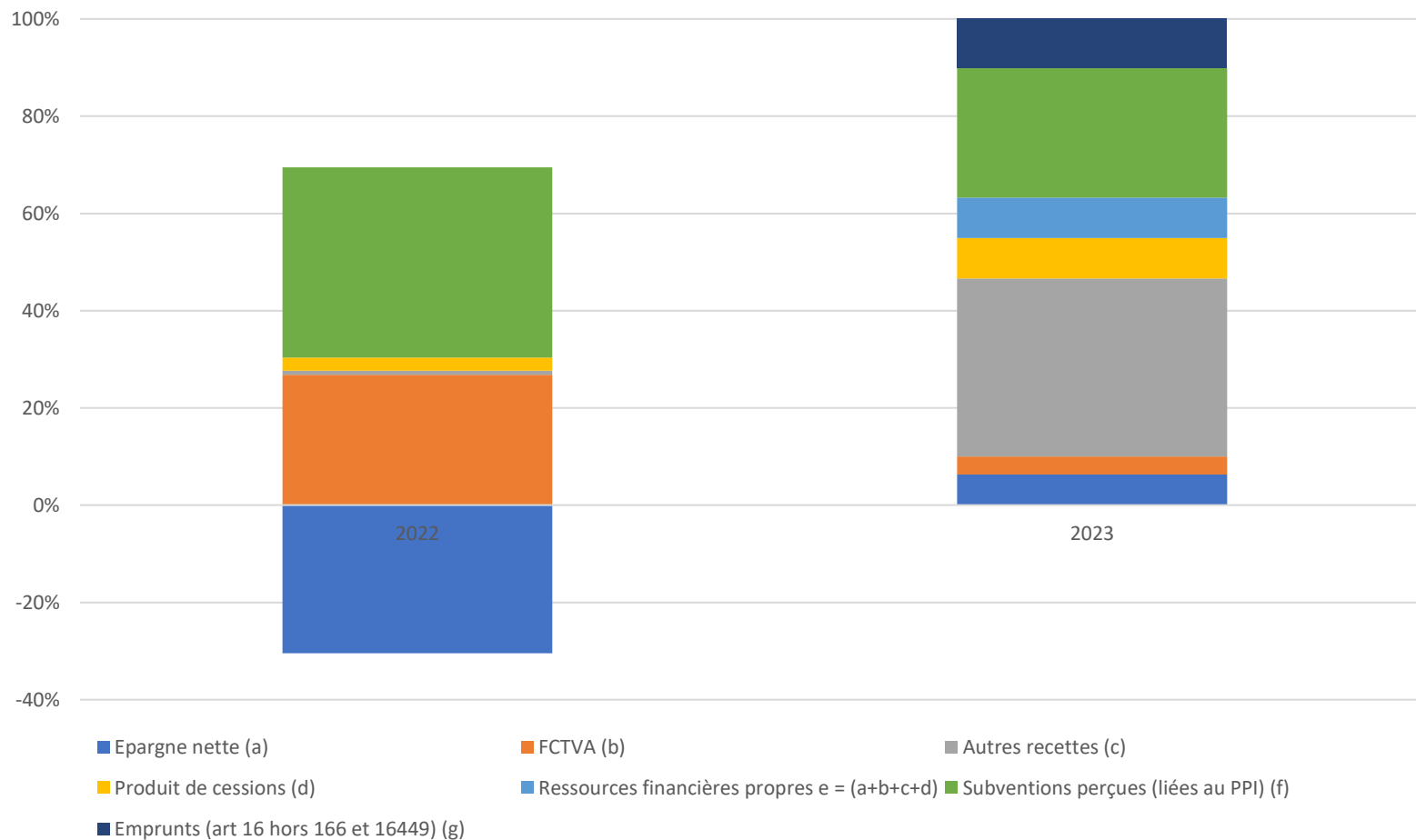


# LES SOURCES DE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

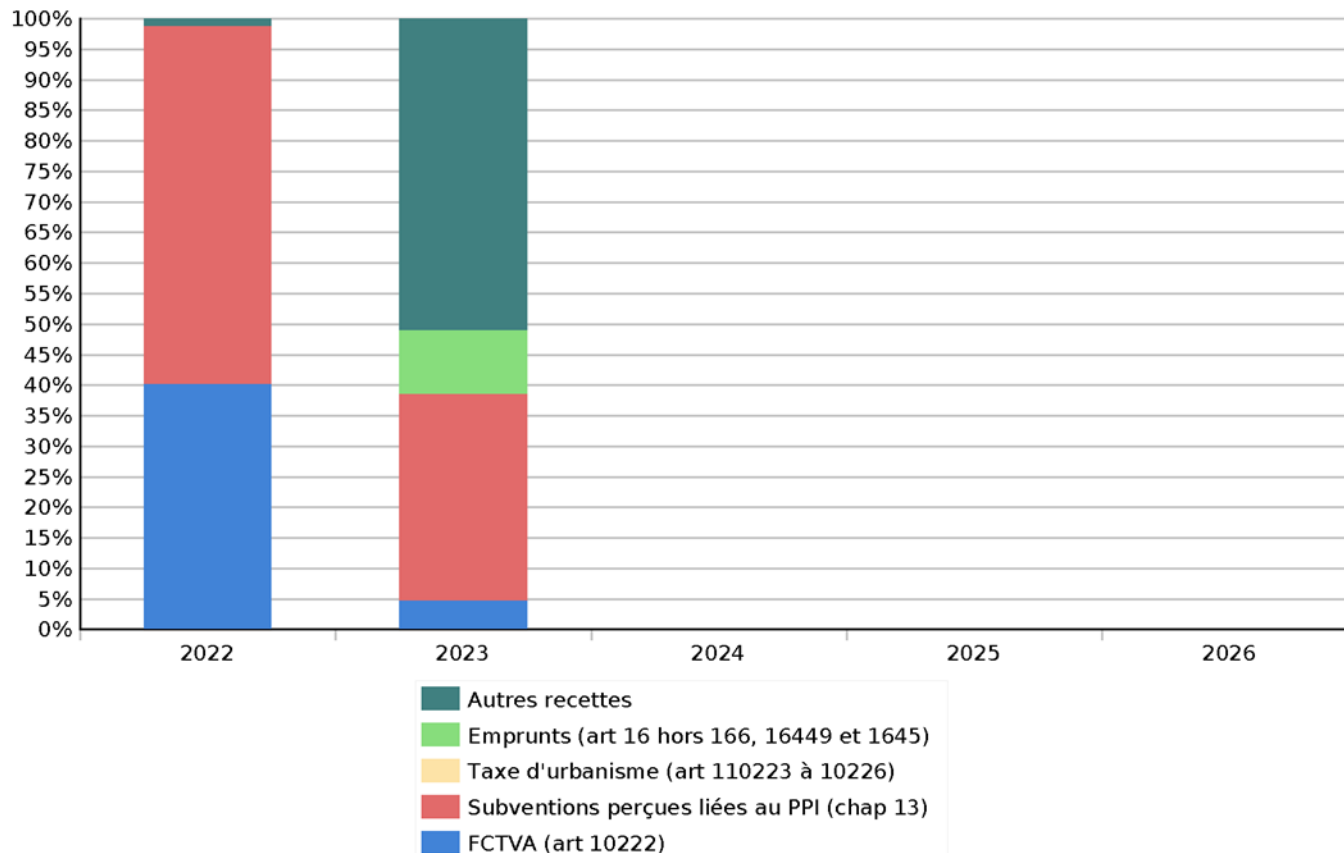
VILLE D'ANDRÉSY 

| RECETTES PREVISIONNELLES                                  |                |
|---|----------------|
| FCTVA PREVISIONNEL  | 574 483,00 €   |
| SUBVENTION REGION - SOCLE NUMERIQUE ECOLES ELEM           | 63 996,00      |
| SUBVT REFECTION TOITURES GS ST EXUPERY                    | 237 252,00     |
| SUBVENTION LOUISE WEISS                                   | 1 077 900,00 € |
| SUBVENTION PLATEAUX CANTINES -REGIONS                     | 10 000,00 €    |
| SUBVENTION REGION - VIDEOPROTECTION                       | 7 261,20 €     |
| SUBVENTION CNDS PLATEAU FITNESS PARC DES CARDINETTES      | 10 000,00 €    |
| SUBVENTION CNDS ZONES SPORTIVES PLATEAU CHARVAUX          | 46 000,00 €    |
| DETR 2022 COURTS DE TENNIS                                | 37 071,00 €    |
| EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES                   | 827 776,95 €   |
| AUTOFINANCEMENT   | 1 339 185,01 € |
| EMPRUNT   | 1 567 122,52 € |
| CESSIONS  | 200 000,00 €   |
| OPERATION GARE ET DE NOUVAL                               |                |
| PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS - ACHAT CITALLIOS | 3 443 647,58 € |
| TERRAINS NUS-TERRAINS NUS-ENCAISSEMENT DIFFERE            | 1 615 000,00 € |
| PUP   | 1 450 000,00 € |
| PRIOR   | 1 260 562,00 € |

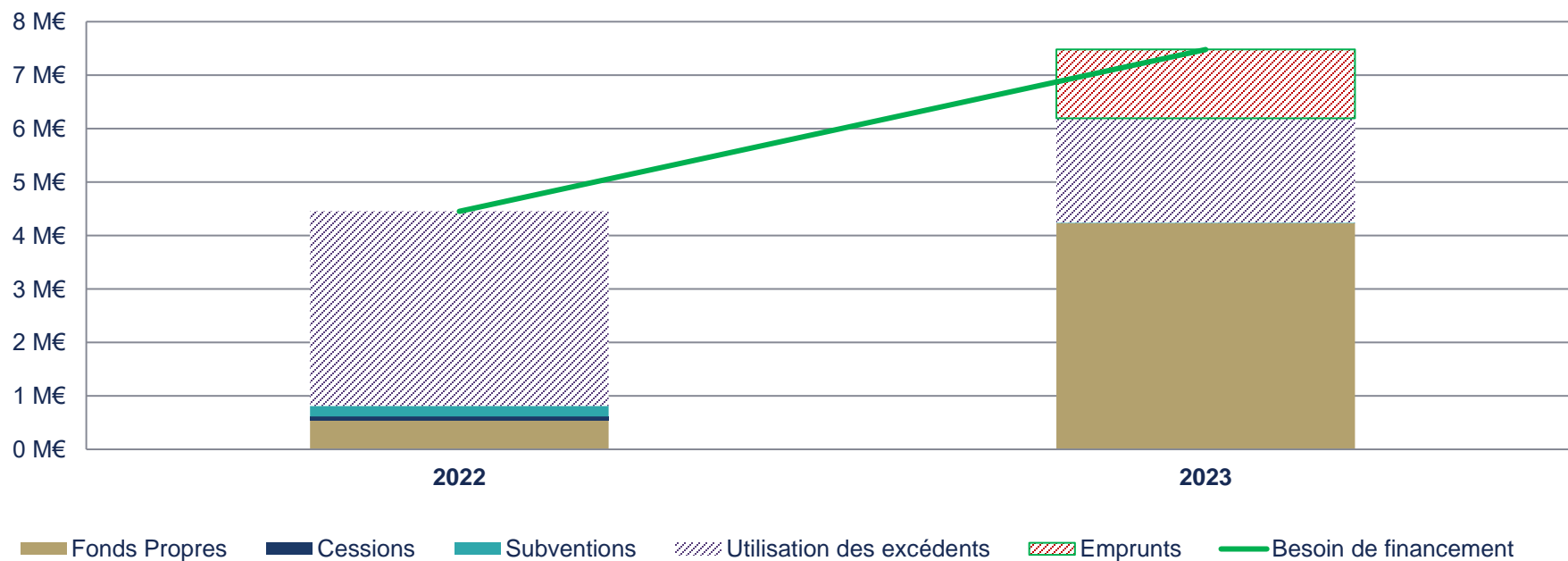
## Répartition du financement de l'investissement



## Répartition des recettes d'investissement



## Évolution des moyens de financement de l'investissement et des dépenses d'investissement





# 04

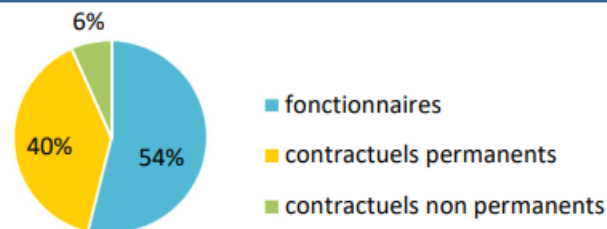
## L'évolution de la masse salariale

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2021. Elle a été réalisée via l'application [www.bs.donnees-sociales](http://www.bs.donnees-sociales) des Centres de Gestion par extraction des données 2021 transmises en 2022 par la collectivité au Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Ile-de-France.

## Effectifs

### ➔ 282 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2021

- > 152 fonctionnaires
- > 112 contractuels permanents
- > 18 contractuels non permanents



### ➔ 11 % des contractuels permanents en CDI

### ➔ 2 agents sur emploi fonctionnel dans la collectivité

### ➔ Précisions emplois non permanents

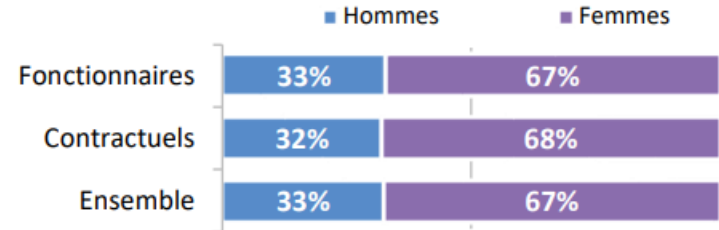
- ⇒ Aucun contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ Aucun contractuel non permanent recruté comme saisonnier ou occasionnel
- ⇒ Personnel temporaire intervenu en 2021 : 2 agents du Centre de Gestion et 2 intérimaires

Caractéristiques des agents permanents

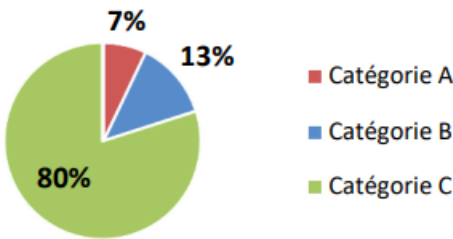
Répartition par filière et par statut

| Filière        | Titulaire | Contractuel | Tous |
|----------------|-----------|-------------|------|
| Administrative | 17%       | 10%         | 14%  |
| Technique      | 42%       | 41%         | 42%  |
| Culturelle     | 8%        | 11%         | 9%   |
| Sportive       |           |             |      |
| Médico-sociale | 11%       | 5%          | 9%   |
| Police         | 3%        |             | 2%   |
| Incendie       |           |             |      |
| Animation      | 18%       | 33%         | 25%  |
| Total          | 100%      | 100%        | 100% |

Répartition par genre et par statut



Répartition des agents par catégorie

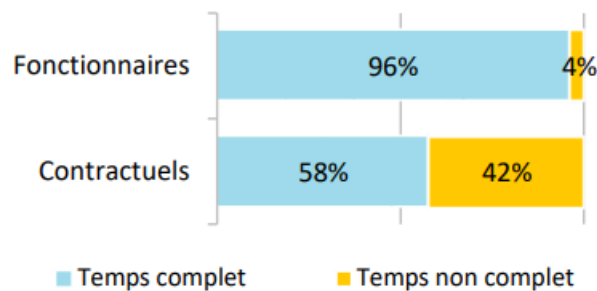


Les principaux cadres d'emplois

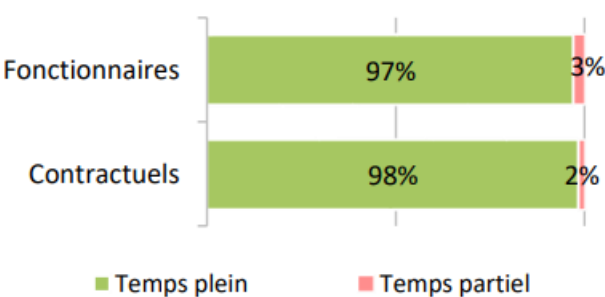
| Cadres d'emplois                     | % d'agents |
|--------------------------------------|------------|
| Adjoints techniques                  | 36%        |
| Adjoints d'animation                 | 22%        |
| Adjoints administratifs              | 9%         |
| Assistants d'enseignement artistique | 7%         |
| Attachés                             | 3%         |

— Temps de travail des agents permanents —

➔ Répartition des agents à temps complet ou non complet



➔ Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



➔ Les 2 filières les plus concernées par le temps non complet

| Filière    | Fonctionnaires | Contractuels |
|------------|----------------|--------------|
| Culturelle | 33%            | 92%          |
| Animation  | 7%             | 62%          |

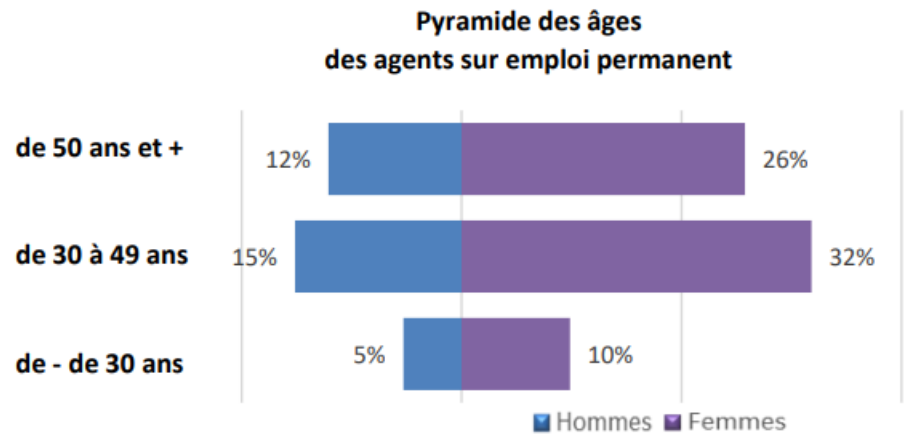
➔ Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

0% des hommes à temps partiel  
4% des femmes à temps partiel

Pyramide des âges

➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 44 ans

| Âge moyen*<br>des agents permanents    |       |
|--|-------|
| Fonctionnaires                         | 47,11 |
| Contractuels permanents                | 39,69 |
| Ensemble des permanents                | 43,96 |
| Âge moyen*<br>des agents non permanent |       |
| Contractuels non permanents            | 36,11 |



\* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

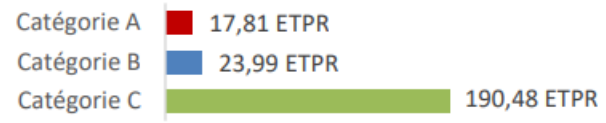
Équivalent temps plein rémunéré

➔ 238,75 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2021

- > 146,10 fonctionnaires
- > 86,18 contractuels permanents
- > 6,47 contractuels non permanents

434 525 heures travaillées rémunérées en 2021

Répartition des ETPR permanents par catégorie



Positions particulières

- > Un agent en congés parental
- > 5 agents en disponibilité
- > Un agent détaché au sein de la collectivité
- > 2 agents dans d'autres situations (disponibilité d'office, congés spécial et hors cadre)

## Mouvements

- ➔ En 2021, 58 arrivées d'agents permanents et 37 départs

*2 contractuels permanents nommés stagiaires*

### Emplois permanents rémunérés

| Effectif physique théorique<br>au 31/12/2020 <sup>1</sup> | Effectif physique au<br>31/12/2021 |
|---|------------------------------------|
| 243 agents  | 264 agents                         |

<sup>1</sup> cf. page 7

### Variation des effectifs\*

entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021

|                 |          |             |
|-----------------|----------|-------------|
| Fonctionnaires  | ↗        | 2,0%        |
| Contractuels    | ↗        | 19,1%       |
| <b>Ensemble</b> | <b>↗</b> | <b>8,6%</b> |

- ➔ Principales causes de départ d'agents permanents

|                             |     |
|-----------------------------|-----|
| Fin de contrats remplaçants | 59% |
| Démission                   | 27% |
| Mutation                    | 11% |
| Licenciement                | 3%  |

- ➔ Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

|                              |     |
|------------------------------|-----|
| Remplacements (contractuels) | 59% |
| Arrivées de contractuels     | 31% |
| Voie de mutation             | 7%  |
| Recrutement direct           | 2%  |
| Réintégration et retour      | 2%  |

\* Variation des effectifs :

(effectif physique rémunéré au 31/12/2021 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2020) /

(Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2020)

## Évolution professionnelle

- ➔ 2 bénéficiaires d'une promotion interne sans examen professionnel nommés

dont 50% des nominations concernent des femmes

- ➔ Aucun lauréat d'un concours d'agents déjà fonctionnaires dans la collectivité

- ➔ 55 avancements d'échelon et 2 avancements de grade

- ➔ Aucun lauréat d'un examen professionnel

- ➔ Aucun agent n'a bénéficié d'un accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle

## Sanctions disciplinaires

- ➔ Aucune sanction disciplinaire prononcée en 2021

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2021

|                                   | Hommes | Femmes |
|-----------------------------------|--------|--------|
| Sanctions 1 <sup>er</sup> groupe  | 0      | 0      |
| Sanctions 2 <sup>ème</sup> groupe | 0      | 0      |
| Sanctions 3 <sup>ème</sup> groupe | 0      | 0      |
| Sanctions 4 <sup>ème</sup> groupe | 0      | 0      |

## Budget et rémunérations

➔ Les charges de personnel représentent 53,35 % des dépenses de fonctionnement

|                                  |                     |                              |                    |   |  |
|----------------------------------|---------------------|------------------------------|--------------------|---|--|
| <b>Budget de fonctionnement*</b> | <b>16 863 967 €</b> | <b>Charges de personnel*</b> | <b>8 996 954 €</b> | ➔ | <b>Soit 53,35 % des dépenses de fonctionnement</b> |
| <i>* Montant global</i>          |                     |                              |                    |   |  |

|  |                    |  |
|--|--------------------|--|
| <b>Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :</b> | <b>6 071 274 €</b> | <b>Rémunérations des agents sur emploi non permanent :</b> |
| Primes et indemnités versées :                             | 553 575 €          | <b>180 802 €</b>   |
| Heures supplémentaires et/ou complémentaires :             | 94 075 €           |  |
| Nouvelle Bonification Indiciaire :                         | 23 169 €           |  |
| Supplément familial de traitement :                        | 1 167 €            |  |
| Indemnité de résidence :                                   | 4 652 €            |  |
| Complément de traitement indiciaire (CTI)                  | 0 €                |  |

➔ Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

|                        | Catégorie A     |                 | Catégorie B     |                 | Catégorie C     |                 |
|------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|                        | Titulaire       | Contractuel     | Titulaire       | Contractuel     | Titulaire       | Contractuel     |
| Administrative         | 58 173 €        | 51 097 €        | s               | s               | 27 961 €        | 20 271 €        |
| Technique              |                 | 56 939 €        | 34 699 €        | s               | 23 574 €        | 21 851 €        |
| Culturelle             | s               | s               | 29 142 €        | 21 860 €        | 26 349 €        |                 |
| Sportive               |                 |                 |                 | s               |                 |                 |
| Médico-sociale         | 36 408 €        | s               |                 |                 | 23 763 €        | 21 894 €        |
| Police                 |                 |                 |                 |                 | 37 087 €        |                 |
| Incendie               |                 |                 |                 |                 |                 |                 |
| Animation              |                 |                 | 31 728 €        |                 | 21 763 €        | 20 354 €        |
| <b>Toutes filières</b> | <b>48 002 €</b> | <b>52 185 €</b> | <b>31 916 €</b> | <b>25 220 €</b> | <b>24 682 €</b> | <b>21 206 €</b> |

*\*s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR*



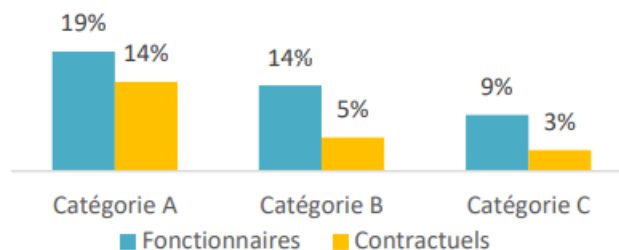
- ➔ La part du régime indemnitaire sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 9,12 %

## Part du régime indemnitaire sur les rémunérations :

|                                     |        |
|-------------------------------------|--------|
| Fonctionnaires                      | 10,82% |
| Contractuels sur emplois permanents | 5,98%  |
| Ensemble                            | 9,12%  |

- ➔ Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires et pour les contractuels ainsi que le CIA
- ➔ Les primes ne sont pas maintenues en cas de congé de maladie ordinaire
- ➔ La collectivité est en auto-assurance sans convention de gestion avec Pôle Emploi pour l'assurance chômage de ses agents contractuels

## Part du régime indemnitaire sur les rémunérations par catégorie et par statut



- ➔ 7395 heures supplémentaires réalisées et rémunérées en 2021
- ➔ 7028 heures complémentaires réalisées et rémunérées en 2021
- ➔ En 2021, 20 allocataires ont bénéficié de l'indemnisation du chômage (anciens contractuels)

## Absences

➔ En moyenne, 25,5 jours d'absence pour tout motif médical en 2021 par fonctionnaire

> En moyenne, 11,2 jours d'absence pour tout motif médical en 2021 par agent contractuel permanent

|  | Fonctionnaires | Contractuels permanents | Ensemble agents permanents | Contractuels non permanents |
|--|----------------|-------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| <b>Taux d'absentéisme « compressible »</b> (maladies ordinaires et accidents de travail)   | <b>4,34%</b>   | <b>3,08%</b>            | <b>3,81%</b>               | <b>0,58%</b>                |
| <b>Taux d'absentéisme médical</b> (toutes absences pour motif médical)                     | <b>7,00%</b>   | <b>3,08%</b>            | <b>5,34%</b>               | <b>0,58%</b>                |
| <b>Taux d'absentéisme global</b> (toutes absences y compris maternité, paternité et autre) | <b>7,00%</b>   | <b>3,80%</b>            | <b>5,64%</b>               | <b>0,58%</b>                |

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences

Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

- ➔ Une journée de congés supplémentaires accordée au-delà des congés légaux (exemple : journée du maire)
- ➔ 75,7 % des agents permanents ayant été absents ont eu au moins un jour de carence prélevé

## Accidents du travail

- ➔ **21 accidents du travail déclarés au total en 2021**
- > 7,4 accidents du travail pour 100 agents
- > En moyenne, 42 jours d'absence consécutifs par accident du travail

## Handicap

*Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.*

**Aucun travailleur handicapé employé sur emploi permanent**

- ⇒ Aucun travailleur handicapé recruté sur emploi non permanent

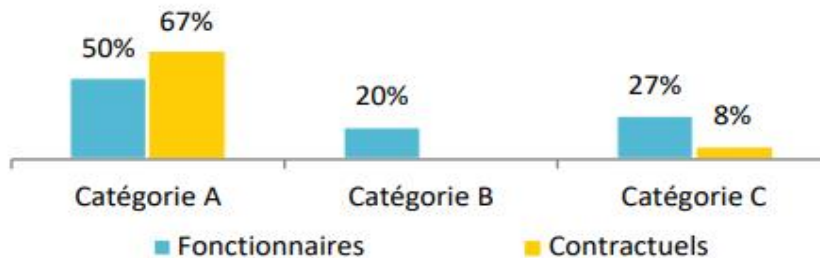
## Prévention et risques professionnels

- ➔ **ASSISTANTS DE PRÉVENTION**  
Aucun assistant de prévention désigné dans la collectivité  
1 conseiller de prévention
- ➔ **FORMATION**  
Aucune formation liée à la prévention n'a été suivie
- ➔ **DÉPENSES**  
La collectivité a effectué des dépenses en faveur de la prévention, de la sécurité et de l'amélioration des conditions de travail  
  
Total des dépenses : **1 032 €**
- ➔ **DOCUMENT DE PRÉVENTION**  
La collectivité dispose d'un document unique d'évaluation des risques professionnels

## Formation

- ➔ En 2021, 20,8% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2021



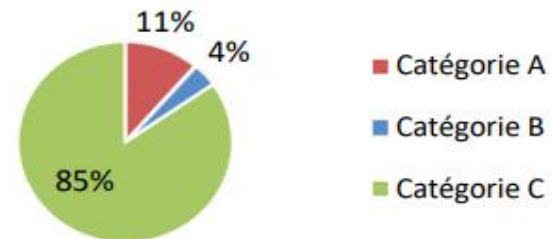
- ➔ 16 528 € ont été consacrés à la formation en 2021

Répartition des dépenses de formation



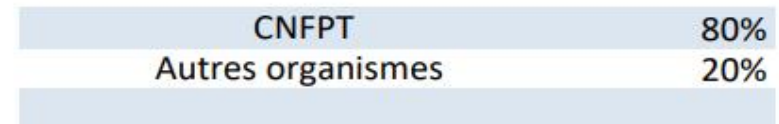
- ➔ 282 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2021

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :  
> 1,1 jour par agent

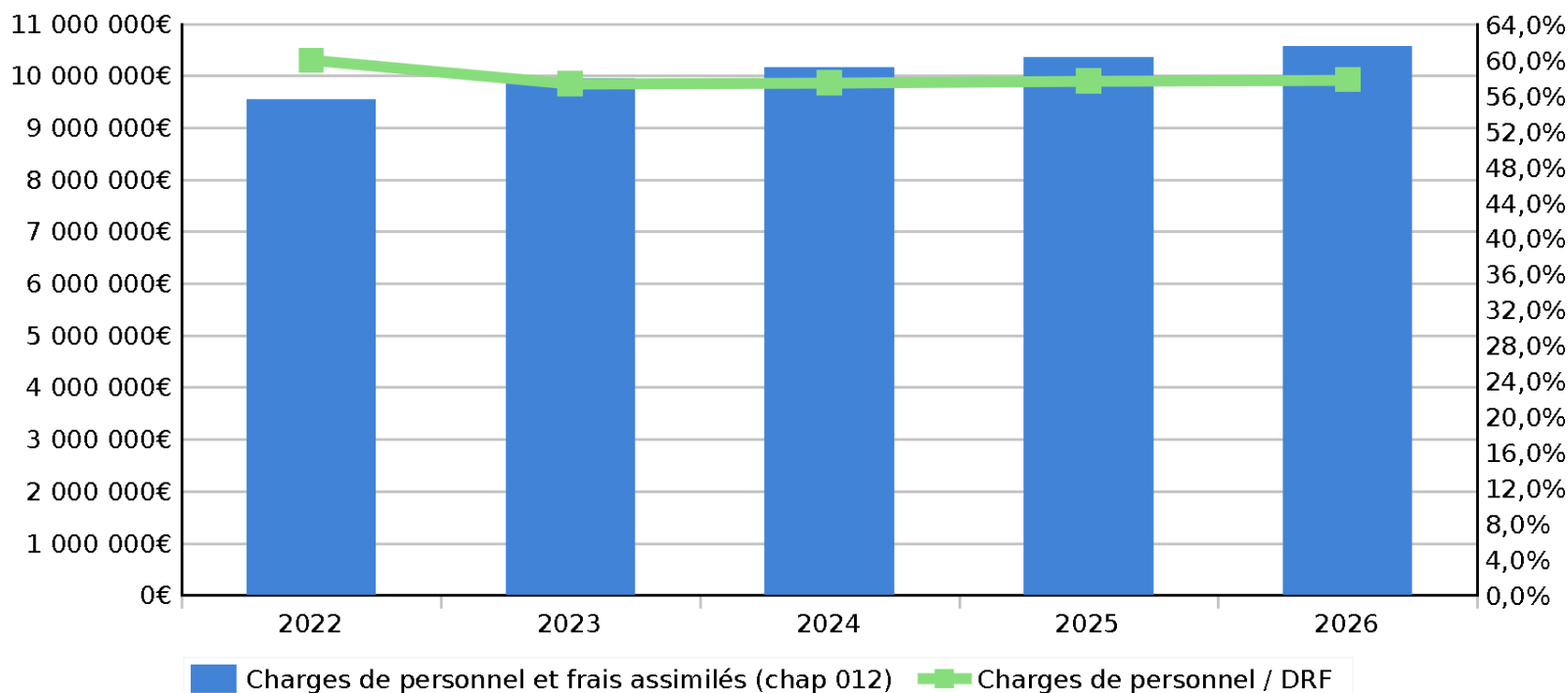
Répartition des jours de formation par organisme



## Action sociale et protection sociale complémentaire

- ➔ L'action sociale de la collectivité

## Charges de personnel



# 05

## STRUCTURE ET ÉVOLUTION DE LA DETTE

# OBSERVATOIRE DE LA DETTE : UN TAUX MOYEN NETTEMENT INFÉRIEUR À CELUI DE VOTRE STRATE

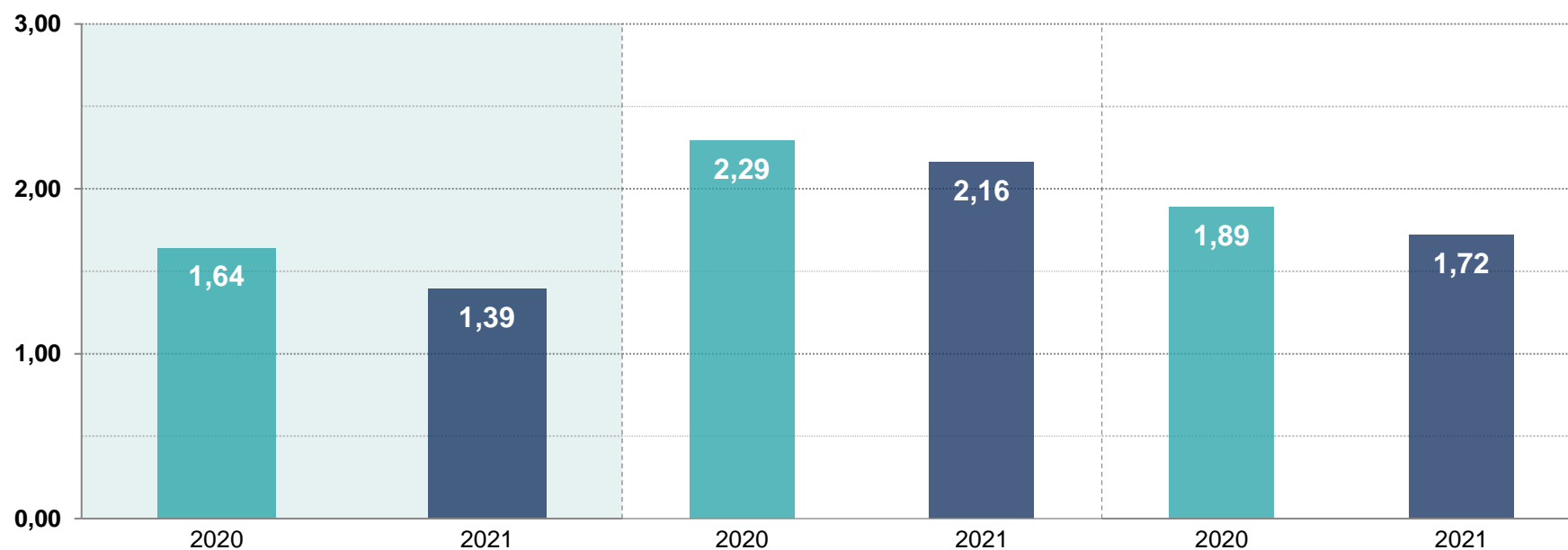
VILLE D'ANDRÉSY 

Taux moyen (en %, annuel 30/360)

Ville d'Andrésy

Villes et EPCI de 10 000 à 20 000 h.

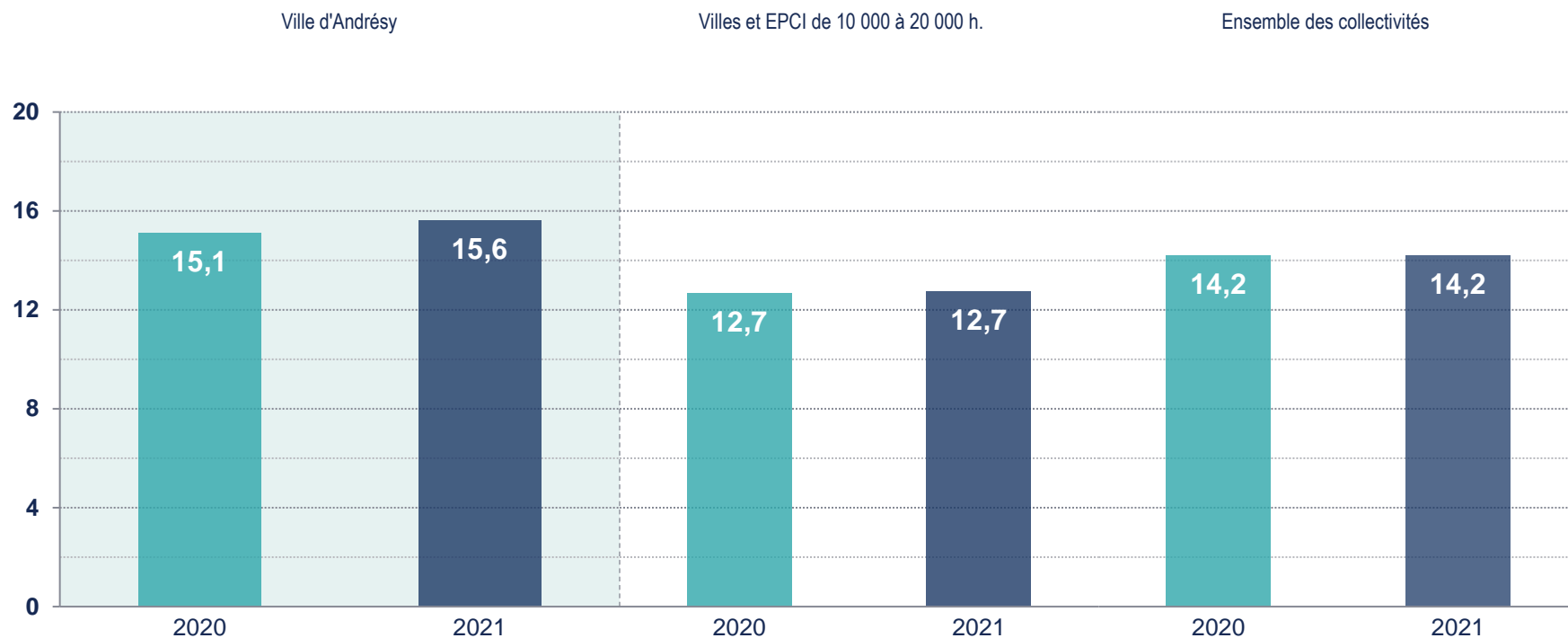
Ensemble des collectivités



Le taux moyen de la dette est à la moyenne des taux des emprunts pondérés par leurs capitaux restant dus.  
Il s'interprète comme une mesure instantanée, à la date d'analyse, de la vitesse à laquelle courent les intérêts.

# OBSERVATOIRE DE LA DETTE : UNE DURÉE RÉSIDUELLE LÉGÈREMENT SUPÉRIEURE À CELLE DE VOTRE STRATE

## Durée de vie résiduelle (en années)

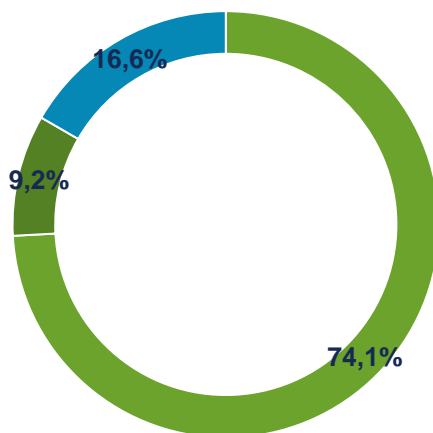


La durée de vie résiduelle moyenne de la dette correspond à la moyenne des durées des emprunts pondérées par leurs capitaux restant dus.



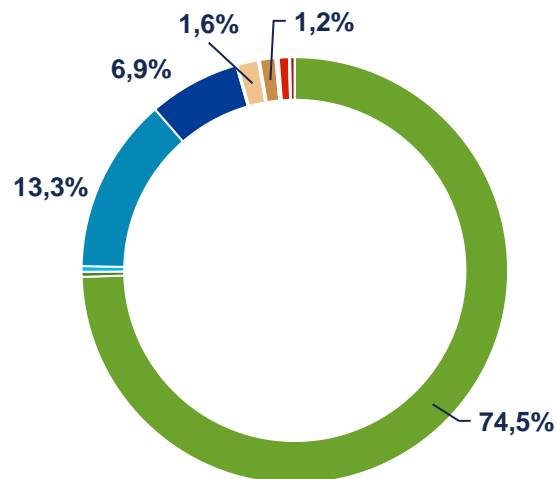
## Risque de taux (en % de l'encours)

Ville d'Andrésy



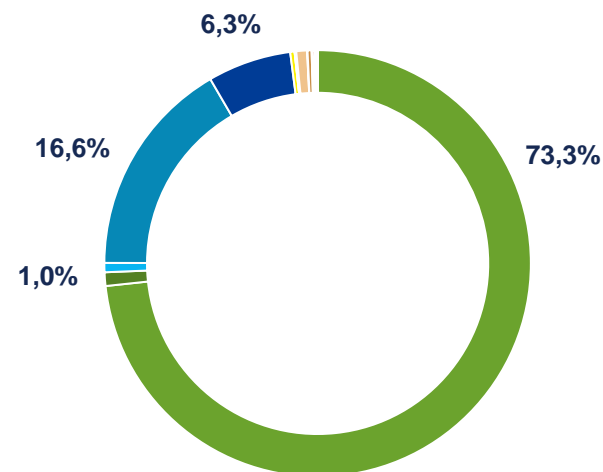
- Fixe
- Variable
- Variable hors zone Euro
- Barrière hors zone EUR
- Ecart d'inflation
- Change

Villes entre 10 000 et 20 000 habitants



- Fixe à phase
- Livret A
- Fixe annulable
- Barrière avec multiplicateur
- Pente
- Cumulatif

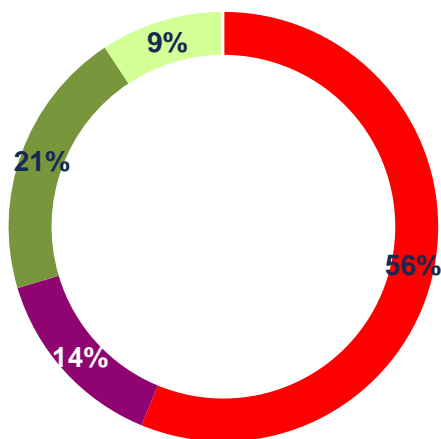
Ensemble des collectivités



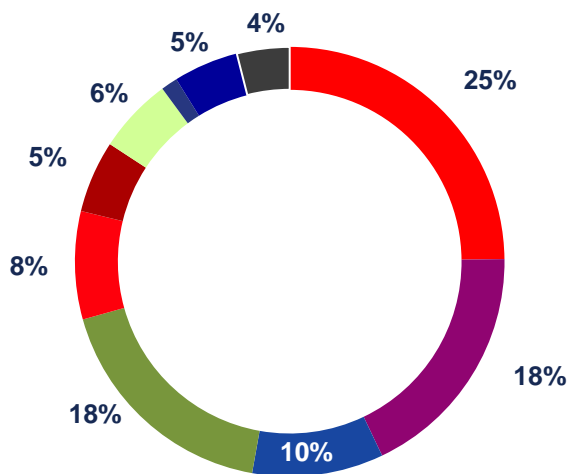
- Variable couvert
- Inflation
- Barrière
- Barrière avec multiplicateur hors zone EUR
- Courbes
- Autres

## Prêteurs (en % de l'encours)

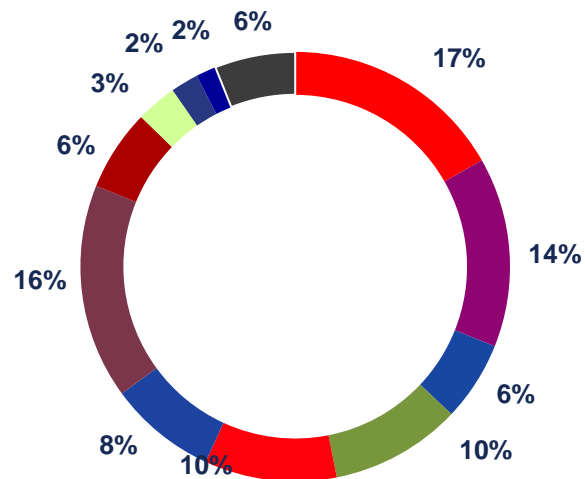
Ville d'Andrésey



Villes et EPCI entre 10 000 et 20 000 h.



Ensemble des collectivités



Groupe BPCE



CDC



Groupe Crédit Mutuel



SFIL



BEI



AFL



La Banque Postale



Obligataire



Dexia CL



Groupe Crédit Agricole



Société Générale



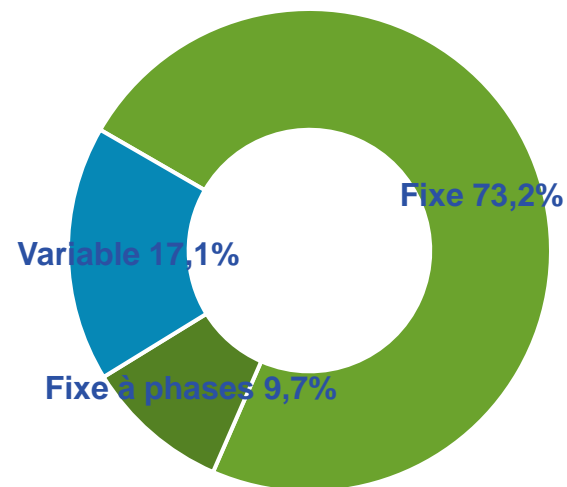
Autres

Votre dette compte 13 emprunts contractés auprès de 5 prêteurs.

| Caractéristique de la dette au :   | 31/12/2021       | 31/12/2022       | Variation     |
|------------------------------------|------------------|------------------|---------------|
| Votre dette est de                 | 15 048 583 €     | 13 458 765 €     | - 1 589 817 € |
| Son taux moyen s'élève à           | 1,39%            | 1,77%            | + 0,38%       |
| Sa durée résiduelle moyenne est de | 15 ans et 7 mois | 15 ans et 5 mois | - 2 mois      |
| Sa durée de vie moyenne est de     | 8 ans            | 7 ans et 11 mois | - 1 mois      |
| Son nombre de lignes est de        | 14               | 13               | - 1           |

**Taux moyen de la dette (taux annuel, base 30/360) : 1,77%**

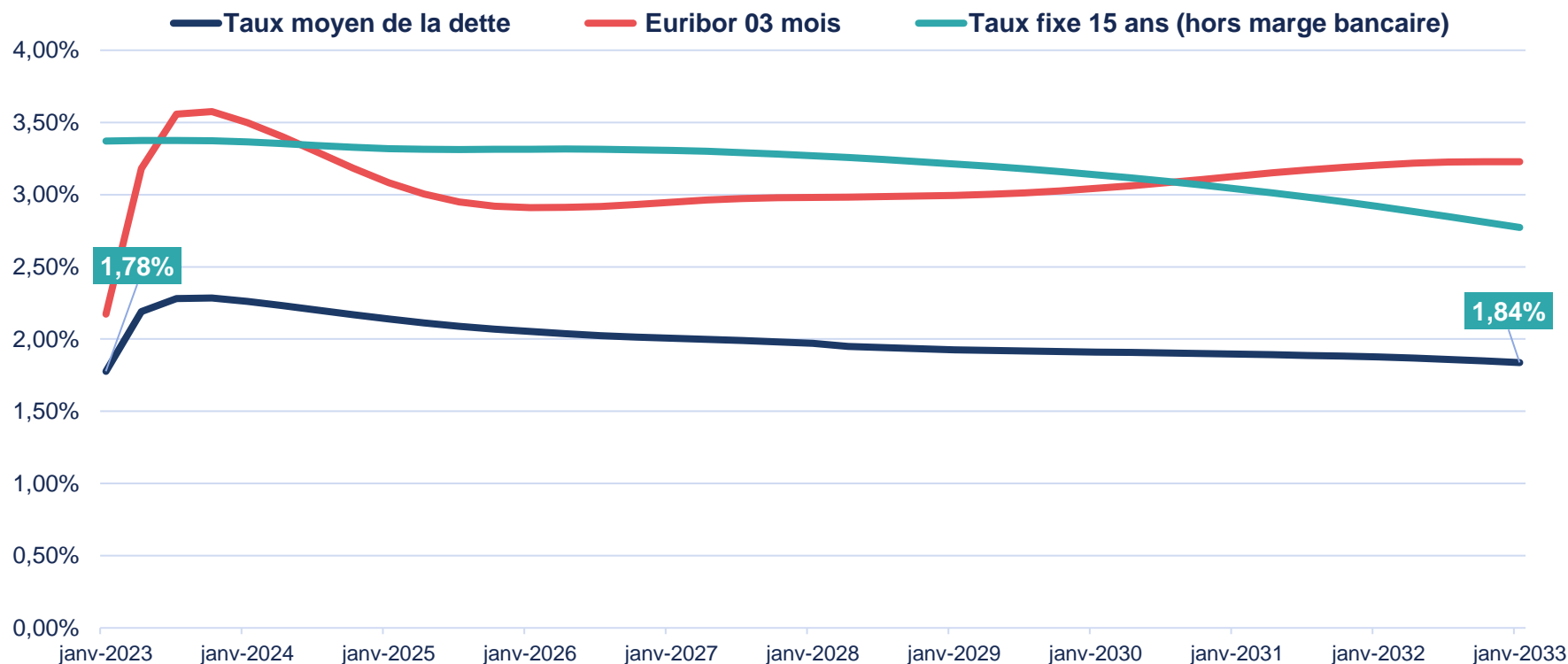
| Type de risque | Capital restant dû | % de l'encours | Taux moyen |
|----------------|--------------------|----------------|------------|
| Fixe           | 9 854 054 €        | 73,2%          | 1,84%      |
| Fixe à phases  | 1 300 243 €        | 9,7%           | 0,07%      |
| Variable       | 2 304 468 €        | 17,1%          | 2,46%      |
| Total          | 13 458 765 €       | 100,0%         | 1,77%      |



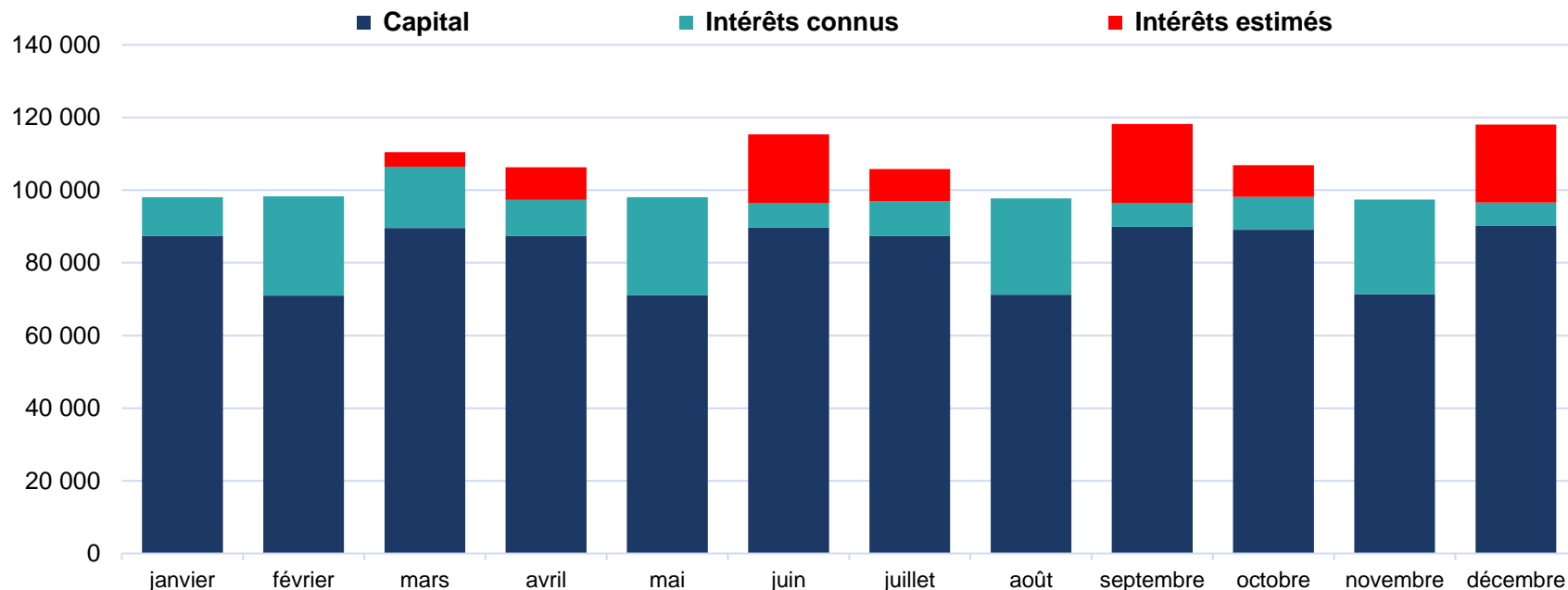
# PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DU TAUX MOYEN DE LA DETTE

VILLE D'ANDRÉSY 

| Date  | 31/12/2021 | 31/12/2022 |
|---|------------|------------|
| Taux moyen de la dette (taux annuel, base 30/360) | 1,39%      | 1,77%      |



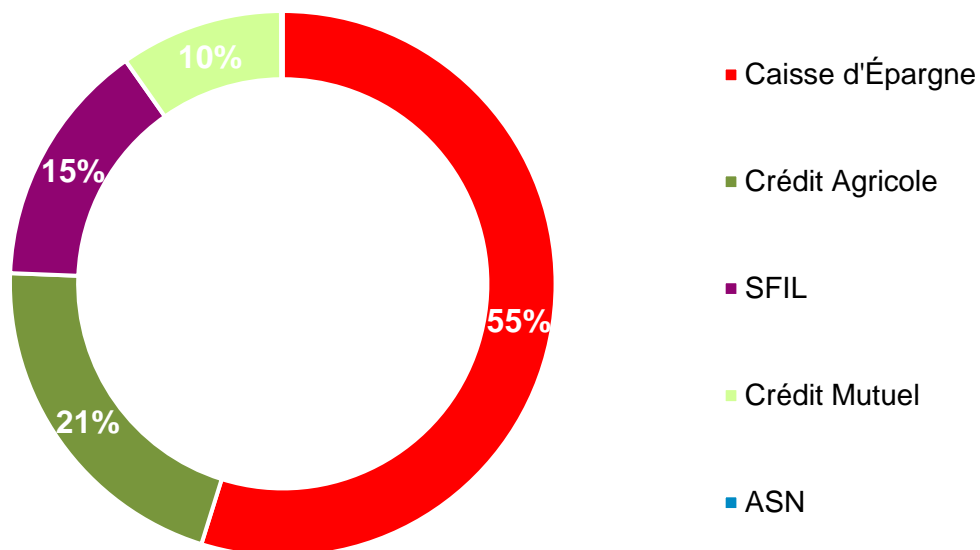
(Anticipations calculées dans les conditions de marché du 31/12/2022)



| Total des intérêts | Intérêts connus           | Intérêts estimés         |
|--------------------|---------------------------|--------------------------|
| <b>275 189 €</b>   | <b>182 582 €</b><br>66,3% | <b>92 607 €</b><br>33,7% |

Cette année, le total des échéances s'élèvera à 1 271 k€. Les amortissements seront de 995 k€, et les intérêts de 275 k€ (ce montant sera ajusté en cours d'année pour les fixings des emprunts dont le taux est encore estimé).

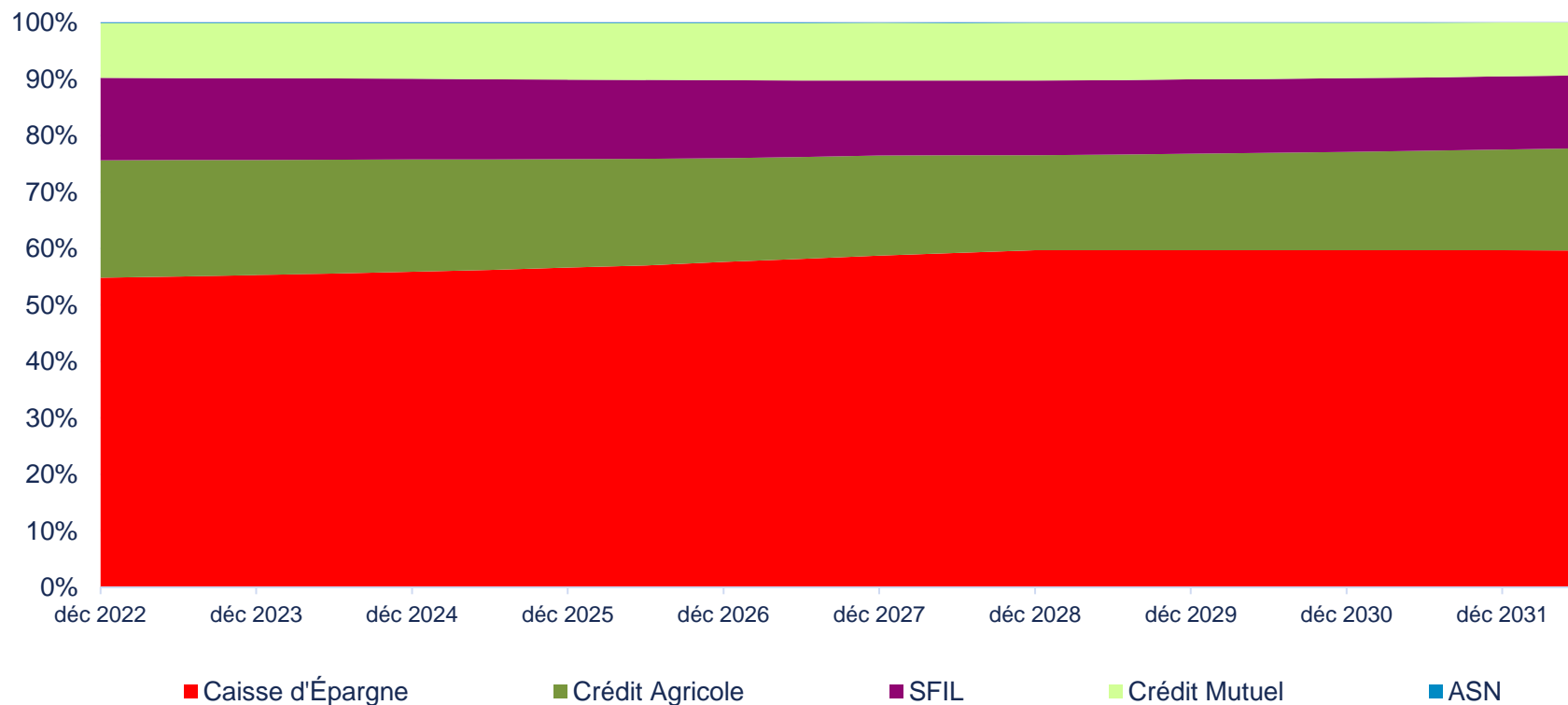
Les échéances sont à peu près réparties sur l'exercice, sans réel pic de charge. C'est un point positif pour la gestion de la trésorerie.



Votre principal prêteur, Caisse d'Épargne, représente à lui seul plus de la moitié du volume des financements. Crédit Agricole est votre deuxième prêteur avec plus de 15% de l'encours de la dette. Et SFIL représente plus de 10% des emprunts.

# ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES PRÊTEURS

VILLE D'ANDRÉSY 



Au cours des prochaines années, la part de Caisse d'Épargne dans l'encours va augmenter lentement, alors que celle de Crédit Agricole va lentement diminuer ainsi que celle de SFIL.



*Depuis 2021, la ville d'AndréSY met tout en œuvre pour remonter sa situation financière.*

*Les mesures de restriction budgétaires mises en place se traduisent en 2022 par la diminution des dépenses de fonctionnement, par des investissements maîtrisés et essentiellement concentrés sur la rénovation du centre sportif LW et les mises en sécurité des bâtiments de la ville. Ecole et petite enfance sont restées prioritaires avec la réfection des menuiseries des Oursons et du restaurant de Fin d'Oise, ainsi que la modernisation technologique (le socle numérique des écoles).*

*La ville a consacré beaucoup d'efforts aux demandes de versement des subventions accordées mais toujours non perçues ; ce qui a contribué à financer en partie les investissements. Ce choix a permis à la collectivité de ne pas faire recours à l'emprunt, en 2022, pour financer ses investissements.*

*La rigueur budgétaire sera maintenue en 2023 pour améliorer la situation financière de la ville qui demeure très fragile. La Ville n'augmente pas ses taux d'imposition.*

*Les investissements en 2023 seront ciblés sur la poursuite de la mise en sécurité et aux normes des bâtiments publics, sur la modernisation et la végétalisation des écoles et sur les aménagements paysagers éco-exemplaires. Beaucoup d'études seront lancées pour des équipements publics plus résilients.*